

Dialogue

Organe de "Dialogue des Peuples"

Henri Bodart, *Le témoin qui n'est pas cité dans "Baoni"*

LES REVOLTES DE
LA FORCE PUBLIQUE
SOUS LEOPOLD II
CONGO 1895-1908



EPO

GUY DE BOECK

Académie royale des Sciences d'Outre-Mer
Classe des Sciences morales et politiques, N.S., XLIV-3, Bruxelles, 1977

La révolte des Batetela de l'expédition du Haut-Ituri (1897)

Témoignages inédits

PAR

Pierre SALMON

Membre associé de l'Académie Royale
des Sciences d'Outre-Mer

Membre associé
de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer (Paris)

Pourquoi ne pas raconter...



TOUTE l'Histoire du Congo ?

koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen
Classe voor Morele en Politieke Wetenschappen, N.R., XLIV-3, Brussel, 1977

Mon livre « *BAONI, les révoltes de la Force Publique sous Léopold II –Congo 1895 – 1908* » est paru en 1957. Il va donc de soi que, lorsque je l'ai écrit, je connaissais le mémoire de Pierre SALMON « *La révolte des Batetela de l'expédition du Haut-Ituri (1897) - témoignages inédits* », publié en 1977 par l'ARSOM¹. Mais, dans mon récit, je ne fais pas appel à des citations de ce document.

Bien que le pluriel de « témoignages » soit justifié par la publication de quelques lettres (de Hennaux et de Lemoine) provenant des « papier Henry », il s'agit pour l'essentiel de la publication érudite de notes du Commandant Henri Bodart. Ces notes concernent les premières semaines de la révolte de Ndirfi en 1897, celle de l'avant-garde de l'expédition Dhanis.

Il suffit de considérer les titres respectifs des deux ouvrages pour apercevoir une grande différence. J'ai considéré que les révoltes de la Force Publique du Congo sous Léopold II, qui s'étalent de 1895 à 1908 étaient un seul et même processus. Il est même encore un peu plus étendu dans le temps puisque ses origines remontent à un épisode bien connu de la « campagne arabe » : l'exécution de Ngongo Leteta. Pierre Salmon, au contraire, s'est concentré sur la révolte de 1897 et accepte comme point final la reddition des hommes de Changuvu aux Allemands, à Bujumbura en 1900. Or, en cette même année, on n'en avait pas fini avec la première révolte, celle de Luluabourg en 1895 et la révolte de Shinkakasa (mettant en cause des soldats Tetela relégués préventivement dans ce fort du Bas-Congo à la suite de la révolte de Ndirfi) éclatait.

La thèse suivant laquelle la révolte de Ndirfi a été « rapidement réduite », n'était « plus à craindre » dès la victoire de Henry à la Lindi le 15 juillet 1897 et que « tout s'est terminé en 1900 » a un auteur célèbre et très illustre : Léopold II lui-même. D'ailleurs, l'auteur ne fait pas mystère de ce qu'il s'aligne sur le Roi-Souverain puisque ce qu'il nous livre en guise de conclusion, ce sont, à part une bonne vingtaine de lignes qui l'introduisent, les conclusions même par lesquelles le Souverain de l'EIC estimait pouvoir « clore l'incident ».

Or, ce n'est pas une simple question de chronologie ou de découpage logique toujours discutable parce que toujours, au moins en partie, arbitraire. Cela permet aussi au Roi de fournir son explication très personnelle sur les causes de la révolte (la sauvagerie naturelle qui « revient au galop ») et sur les motifs pour lesquels la FP a connu de considérables revers et des pertes importantes (dont de nombreux officiers européens). Cette infortune des armes s'expliquerait par la négligence, les carences, le laisser-aller du commandement et ce commandement, sous la plume de Léopold II, c'est un seul homme : le Commandant Supérieur, Francis Dhanis.

Revenons plus en détail sur ces différents points.

¹ ARSOM - Hum.Sc. T.XLIV,3.

Pourquoi « Baoni » plutôt que « Tetela » ?

J'ai souhaité pour mon livre un titre qui ne soit pas porteur de références tribales, considérant celles-ci comme un élément du contrôle et de l'intégration coloniales.

Coloniser impliquait non pas la négation², mais au contraire l'affirmation des entités dont on se proposait de prendre la place. Bien plus, le colonisateur avait tout à gagner à ce que ces entités soient vastes et à ce que ceux qui les dominaient y aient un pouvoir étendu. Mieux valait, en effet, soumettre des Chefs importants, exerçant leur pouvoir sur de vastes étendues, susceptibles d'aliéner de nombreux hectares³ d'un trait de plume. Et il fallait aussi que le Chef ait précisément ce pouvoir d'aliénation, ce qui ne va pas sans quelques problèmes⁴ que nous n'envisagerons pas ici.

En fait, comme ce qu'on attendait de lui était qu'il obtienne de ses administrés tout ce qu'il plairait au colonisateur de demander, on aimait autant voir en lui le dépositaire d'un pouvoir absolu. Et ici aussi, le colonisateur s'est souvent montré du plus haut comique: les officiers et administrateurs se plaisent à souligner la grande importance des dignitaires dont ils reçoivent la soumission ... quitte à annoncer plusieurs fois le ralliement de groupes importants ou, comme cela survint durant la campagne Ngwana dans l'EIC, à traiter Mpania Mutombo, un chef auxiliaire des esclavagistes, lui-même d'origine Songye et commandant un ramassis indécis de desperados du Kasai de "grand chef de tous les Baluba". Les métropoles, parfois, n'étaient d'ailleurs pas en retard de pantalonnades sur leurs représentants locaux: on vit l'EIC de Léopold II d'une part, le gouvernement et le Parlement français d'autre part, s'empoigner verbalement avec une rare violence sur des questions de hiérarchie coutumières à propos du "traité Makoko" !⁵

Il fallait cependant éviter d'aller trop loin. Il fallait qu'il soit clair pour chacun, constamment, que les entités indigènes n'avaient rien de comparables aux nôtres, qu'elles étaient différentes, inférieures, subordonnées. C'est pourquoi des mots aussi dangereux que "Nation" ou "Etat" se devaient de passer à la trappe. Pour que cela soit clair en permanence dans la pensée de chacun, il importait de disposer de l'instrument adéquat de la pensée correcte: un vocabulaire adapté qui rendrait désormais cette hiérarchie évidente.

Aussi les "sauvages" (par opposition aux "civilisés") n'ont-ils pas de lois mais des coutumes⁶, pas de religion avec un clergé mais des superstitions ridicules entretenues par des

² La négation pure et simple d'un peuple revient à son génocide: voir les Indiens d'Amérique. A quelques exceptions près, comme les Herero et Nama de Namibie sous le régime allemand, il n'y eut pas de génocide en Afrique coloniale. Le but de l'entreprise, en effet, était de faire produire sur place la main d'œuvre africaine, ce qui supposait évidemment la conservation de la population.

³ C'est d'ailleurs le point le plus douteux: la Terre est le plus souvent vue, soit comme la propriété, d'abord des Ancêtres, ensuite de la collectivité, soit comme un élément, au même titre que la pluie, l'air ou le soleil.

⁴ Citons en pourtant quelques-uns, de manière non exhaustive: Un Etat a-t-il le droit, justement, de se "suicider"? On l'a contesté. / La partie africaine comprenait-elle, au moins à peu près, de quoi il retournait ? / Le signataire africain ("Chef") avait-il bien juridiction sur les terres qu'il "cédait" ? / La coutume l'autorisait-elle à procéder à de telles aliénations ? / N'y a-t-il pas eu, dans la suite, un abus du colonisateur quant au sens très vaste donné à des formules des plus vagues comme "arborer son drapeau et accepter sa protection" ? / Convenait-il de donner aux accords aliénant ou concédant des terres le sens "à l'Européenne" (perpétuité) qu'on lui a donné. N'aurait-il pas fallu plutôt se référer à l'usage dominant chez les peuples bantous (pour la durée de la vie des parties contractantes) ? Etc... etc...

⁵ Les Français avaient signé un de ces fameux "traités" avec Ilo, "Makoko" des Tio (dits Teke au Congo- Kin), tandis que Stanley faisait de même avec le Ngaliema, chef local. L'un et l'autre traité attribuaient au colonisateur signataire le contrôle, stratégiquement et commercialement essentiel, du pool de Kinshasa. Cf. VANSINA Jan : "Makoko Ilo" in *Les Africains*, tome X, pp. 152 ss, Paris/Dakar, Présence Africaine, 1979

⁶ Le terme même de "coutume", je le concède, est emprunté au droit européen. Mais, précisément, il y désigne la forme juridique la plus inférieure qui se puisse trouver, "ce qu'on fait quand il n'y a vraiment pas moyen de trouver

sorciers barbares, pas d'état ou de peuples, mais des tribus et des ethnies..., pas de magistrats, de rois ou de présidents, ni d'assemblées délibérantes mais de vagues "Chefs" entourés de non moins vagues "conseillers, notables ou Anciens" ... toutes gens sur qui on s'empresse d'ailleurs de faire planer les pires suspensions: polygames et paillards jusqu'au priapisme, tyranniques et cruels à faire pâlir le Marquis de Sade, imbibés de bière et de chanvre tous les jours que Dieu fait et manifestant une gourmandise gloutonne pour la chair de leurs semblables... Le "Chef", qui ne se serait peut-être pas reconnu aisément dans ce portrait dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas flatté, est en effet désormais promu au douteux honneur de servir d'échelon inférieur à l'administration coloniale⁷. Le vocabulaire spécial que l'on élabore au sujet des entités coutumières⁸ servira à en montrer le caractère "différent" (Non-Blanc, donc inférieur). Le portrait inquiétant que l'on fait des détenteurs de l'autorité coutumière servira à justifier qu'on encadre et surveille avec soin d'aussi suspects personnages.

Administration et contrôle, surtout dans un esprit européen, impliquent un quadrillage spatial. Une ethnie ou une tribu c'est, d'abord et avant tout, quelque chose qui s'inscrit sur une carte. C'est aussi quelque chose que l'on conçoit comme un ensemble clos, voire hostile aux autres ethnies. "Diviser pour régner" était loin d'être un principe inconnu des colonisateurs. Au Congo belge, à tort ou à raison, le colonisateur était si bien persuadé du contrôle qu'il exerçait sur ce qui était ethnique ou tribal, que pendant longtemps les associations à base ethnique furent les seules associations indigènes autorisées. On va d'ailleurs en profiter aussi pour manipuler quelque peu les ensembles indigènes, quand ceux-ci semblent trop grands ou trop petits. Des entités trop grandes pourraient être difficiles à maîtriser, et de trop petits, trop difficiles à contrôler. On va donc assister, en même temps qu'à un véritable travail de recherche sur les sociétés indigènes, à un travail de clichage et de classification qui prendra souvent l'allure de grands travaux de remembrement et de ravalement de l'Afrique indigène, vrai travail d'ingénierie. Et le but de ce travail est moins d'effectuer un "bilan du passé" de l'ethnie, que d'incorporer le groupe dans les structures coloniales.

Lorsque l'ethnie fait la "Une" des journaux, c'est presque toujours pour accompagner des termes comme "haine, querelle, massacre, etc..." et l'on ne peut s'empêcher d'avoir l'impression qu'il faut lire entre les lignes "*Ils (ces sauvages!) continuent à se massacrer pour des raisons incompréhensibles*". Or, ces "*haines tribales héréditaires*", lorsqu'on se donne la peine d'en retracer les causes, ne remontent pas à la nuit des temps mais... à la colonisation et à l'introduction même du concept d'ethnies. L'opposition Eswe / Ekonda chez les Tetela a même attendu que l'on soit après l'indépendance pour développer ses aspects ravageurs ! Il en est d'autres: l'opposition, toujours au Congo, entre Luba et Lulua remonte à l'établissement du camp de l'EIC à Luluabourg et à des privilèges, jugés excessifs par les autochtones, accordés aux populations déplacées fixées autour de ce camp. Les oppositions Bete / Baoulé en Côte d'Ivoire ressemblent curieusement à des querelles de bornage entre paysans, co-extensives au développement des cultures de plantation sous le régime français. La "haine tribale" des "vrais Katangais" de Tshombé contre les Luba-Kasai, quant à elle, ressemble furieusement à une "ratonnade" dirigée contre les travailleurs immigrés amenés par les mines. Et il était bien commode, aux temps coloniaux, de disposer d'étiquettes

la moindre ligne de droit écrit. Pour qu'une chose ait lieu "suivant la coutume du lieu" il faut vraiment qu'on soit descendu à des vétilles.

⁷ Au Congo Belge, on attend de lui qu'il cumule des fonctions de : collecteur d'impôt, sergent recruteur, organisateur de corvées et auxiliaire local de la justice... On s'étonnera que sa popularité en ait souffert...

⁸ La création, pendant la période coloniale, de tout un appareil conceptuel et du vocabulaire "spécifique" qui l'accompagne, est peut-être ce qui, dans la réalité, s'est le plus rapproché de la "newspeak" d'Orwell dans "1984" : rendre la subversion impossible faute de mots pour la penser.

ethniques pour désigner les événements: parler de "*révolte des Batetela*" ou de "*soulèvement des Bayaka et des Bapende*" renvoyait au "passé obscur " quant aux motifs d'un mouvement supposé irrationnel. "*Mutinerie des soldats indigènes*" ou "*Jacquerie des coupeurs de palme des plantations Unilever*" aurait pu susciter la réflexion sur des analogies avec des événements européens... Présentée comme remontant à la nuit des temps, l'ethnie sert en fait de clé de lecture à des phénomènes récents et induits par la société moderne (coloniale ou post-coloniale)...

En dehors de ces considérations, il est même impossible de trouver une étiquette ethnique qui puisse s'appliquer uniformément à tous les insurgés, les troupes de Dhanis ayant été, du point de vue ethnique, un véritable manteau d'Arlequin. Un seul adjectif pourrait s'appliquer, légitimement, à tous et chacun d'entre eux : « Congolais ». C'est d'ailleurs pourquoi j'ai écrit que cette révolte était « le premier acte politique congolais ».

« Baoni » désigne, en swahili du Congo, un « hors-la loi ». Josué Henry emploie ce terme pour désigner les soldats mutinés. Le RP Schumacher a recueilli à leur sujet des histoires que se racontent les Pygmées du Kivu, qui les appellent *Bahuni* et le Capitaine Joubert, sur le Tanganyika, use d'un swahili plus « grammatical » écrit *Wahuni*, tant pour les mutins de 1895 que pour ceux de 1897.

Quant à l'usage d'un seul vocable pour les insurgés de trois révoltes, j'ai estimé que j'y étais autorisé par l'usage que Joubert fait de ce mot, ainsi que par l'avis unanime chez les contemporains de ces faits que l'on aurait dû s'y attendre en 1897, du fait du précédent de 1895 (Luluabourg) et, antérieurement, de la condamnation de Ngongo Leteta. L'affaire de Shinkakasa, en 1900, ne fut qu'un feu de paille, mais eut pour acteurs des soldats « ethniquement suspects » cantonnés là « par précaution » après Ndirfi. En cette occurrence, le lien était explicite.

Les deux causes de la révolte

La révolte de Ndirfi a bien eu deux causes. Et la principale, celle qui court comme un fil rouge de l'exécution de Ngongo Leteta au 12 mai 1908, date de la reddition des derniers Baoni, n'est pas la sauvagerie. C'est, devant l'injustice, le mépris, la brutalité des Blancs, la peur. La peur parce que les soldats pensaient que la « marche infernale » à laquelle on les contraignait les menait, littéralement, à la mort. Ils soupçonnaient les Blancs de vouloir les exterminer. A Luluabourg et à Shinkakasa, le but de la mutinerie était la désertion. Les espaces inexplorés du Katanga, dans un cas, la proximité du Congo français, de l'autre, offraient des possibilités de fuite. Mais à Ndirfi, ils devaient revenir sur leurs pas, affronter leurs officiers européens de face, et tuer.

La seconde cause était la très mauvaise organisation de l'expédition qui, en fait, dépassait les possibilités de l'EIC. Et le principal responsable n'en fut pas Dhanis, mais Léopold II lui-même. Certes, Dhanis se surestima et promit la lune, mais le Roi eut le tort, d'abord de l'écouter, et ensuite, ayant parié sur lui, de ne pas lui accorder l'autorité et les moyens dont il aurait eu besoin.

Pour comprendre cela, il faut remonter jusqu'aux grandes heures de gloire de Francis Dhanis, à la « campagne arabe ».

Dhanis le Grand, « Vainqueur des Arabes ».

La « croisade contre l'esclavagisme », à un moment donné, sauva l'EIC. A la fin des

années '80, les missionnaires de l'Est du Congo et Léopold II doivent faire face à de graves problèmes. Il se fait que, grâce entre autres à une habile manœuvre diplomatique de Léopold II, ils vont trouver ensemble la solution de leurs deux problèmes, pourtant différents, et que ce sera le premier pas d'une alliance « Etat / Missions » qui ne se démentira plus jusqu'à la fin de la colonisation.

C'est au milieu du XIX^e siècle que l'Est du Congo fut touché par l'expansion de la civilisation islamisée dont le berceau se situait sur le littoral de l'Océan Indien et sur les îles qui lui l'ont face (Zanzibar, Pemba, Mafia). Cette culture était fortement influencée par la civilisation et par la langue arabes, et son aristocratie se piquait de remonter à des ancêtres venus de la péninsule arabique, en particulier de Mascate et Oman. En fait, même dans cette aristocratie, le sang arabe était fortement dilué par l'ascendance africaine, Le petit peuple, quant à lui, était dans son immense majorité, noir.

Comme cela avait aussi été le cas pour la pénétration européenne provenant de l'Atlantique, cette pénétration eut pour corollaire l'extension de la chasse aux esclaves. Ceux-ci étaient surtout destinés à transporter vers la côte orientale les matériaux précieux, en particulier l'ivoire, et étaient ensuite revendus, soit pour travailler dans les plantations de la Côte et des îles (girofler, muscade, noix (le coco), soit pour l'exportation

Par opposition aux esclaves (*watumwa*), les hommes libres, c'est-à-dire les arabisés, étaient appelés *Ngwana*, On donne encore aujourd'hui le nom de *kingwana* (= la langue des hommes libres) au dialecte local issu du swahili qui est parlé surtout dans la région de Kisangani. Le terme de *Ngwana* convient donc bien mieux pour désigner ces arabisés que celui, souvent usité, d'*Arabes*.

La voie de pénétration des *Ngwana*, qui fut aussi celle que suivirent les caravanes de Stanley, des missionnaires et de l'AIA, et, parcourue dans l'autre sens, la route des esclaves, correspondait à peu près à l'actuel chemin de fer Dar-es-Salaam - Tabora - Kigoma. D'Ujiji et Karema sur le Tanganyika, leur influence s'étendit à l'Ouest du lac vers le Lualaba le long des voies Mtoa (Albertville \ Kalemie) - Kabambare - Kasongo \ Nyangwe et Uvira - Ribariba, puis suivit le fleuve par Kindu jusqu'aux Stanley Falls. Nyangwe et Kasongo jouèrent tour à tour le rôle de *capitale* des *Ngwana* au Congo. Leur influence se fit sentir jusqu'à Mawambi sur l'Aruwimi - Ituri et poussa également une pointe vers Mopono par les cours supérieurs de la Tshuapa, de la Maringa et de la Lopori.

Il y eut des établissements arabisés jusque dans l'Uele. Leur domination sur pratiquement tout le Bassin de la Lomami avait ses principaux points d'appui à Ngandu et Bena-Kamba. Les pointes extrêmes de la pénétration *ngwana* furent le fait de *tonga*, c'est-à-dire de chefs autochtones ayant fait leur soumission aux *Ngwana*, à qui ils devaient parfois leur place, ou encore des auxiliaires directement mis en place par eux, et qui pouvaient être des affranchis.

La pénétration *ngwana* au Congo avait, par bien des côtés, des aspects qui en faisaient une colonisation concurrente de celle entreprise par Léopold II et son EIC.

Les Missions, en allant s'établir sur le Tanganyika, se sont plus ou moins fourrées dans la gueule du loup. L'établissement de missions dans le centre du continent s'insère dans un contexte déterminant pour sa réalisation et ne peut s'opérer dans un entourage qui la stérilise radicalement, constatation qui s'applique aussi à toutes les composantes du progrès humain. C'est le cas de la traite des esclaves. On ne peut rien espérer de populations vivant dans une insécurité perpétuelle, emmenées au loin ou dispersées par les razzias, réduites à la famine par les destructions qui s'en suivent. Beaucoup plus que par l'Etat Indépendant du Congo, la région est colonisée et administrée par les *Ngwana*. C'est à la fois un drame humanitaire très réel, un sérieux obstacle au travail missionnaire et la menace d'une concurrence, dans la mesure où cela représente une pénétration islamique. L'EIC ne s'y oppose guère et, au-delà de toute

spéculation, il faut admettre que ses faibles moyens ne lui permettraient pas d'intervenir en force. On voit cependant d'un mauvais œil que Stanley fasse de Tippu Tipp, le principal Ngwana, le gouverneur de tout l'Est du Congo, alors qu'il y aurait les meilleures raisons « philanthropiques » de lui faire la guerre.

Léopold II, de son côté, a les problèmes financiers que l'on sait. Si la Belgique vient un jour à « saisir » le Congo du fait de son insolvabilité il aura bien refile une colonie à la Belgique, mais il n'aura pas rempli son objectif personnel : prouver aux Belges, qui ne veulent rien entendre, qu'une colonie rapporte toujours à sa Métropole. Ce que le Roi veut, c'est doter la Belgique d'une colonie, mais surtout prouver qu'il a raison !!! Pour cela, il lui faut une colonie qui rapporte.

Le principal obstacle à cette rentabilité, c'est la liberté du commerce imposée par l'Acte de Berlin. Le roi Léopold II avait décrété à la création en 1885 de l'EIC que les terres vacantes, appartenaient à l'état. Il allait s'agir d'une confiscation pure et simple de la quasi-totalité des terres de la région. Mais plusieurs factoreries, comme la NAHV (Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap ou Nouvelle Compagnie Commerciale Africaine), étaient installées dans la région bien avant la création de l'EIC et y exerçaient notamment le commerce de l'ivoire. Léopold II devait politiquement ménager tout ce qui avait un lien avec la Belgique, des sociétés commerciales (belge, hollandaise et française) et le gouvernement belge dont le Premier ministre était tiraillé entre les intérêts du roi et ceux des entreprises belges.

Il faudrait pouvoir s'écarter de la liberté de commercer imposée par l'Acte de Berlin, mais cela déclencherait une levée de boucliers, à moins de trouver une excellente raison pour présenter l'EIC comme ayant de gros besoins financiers imprévus. Ce serait le cas, par exemple, d'une guerre déclenchée pour des raisons humanitaires indiscutables, comme le serait une guerre contre les marchands d'esclaves. Accessoirement, bien sûr, se débarrasser de la colonisation concurrente des Ngwana ne serait pas pour lui déplaire.

La convergence est indéniable. Léopold II va profiter d'une campagne de sermons prononcés par Mgr Lavignerie pour rééditer le « coup » qui lui a si bien réussi avec la Conférence de Géographie. Le Cardinal Lavignerie se dépensa beaucoup en faveur de la « croisade antiesclavagiste » et prononça dans ce cadre un nombre considérable de discours, conférences et sermons. Et, fatalement, il fut amené à se répéter et à prononcer des allocutions qui sont toutes un peu « taillées sur le même patron ». Il fit sur le sujet un sermon, en 1888, à Ste Gudule, à Bruxelles.⁹

« Dans mes conférences passées – en France et en Angleterre-, j'ai dû me tenir dans les vues générales, parce que, là, l'heure de l'action décisive ne me paraissait pas venue. Je me suis contenté d'y exposer ma pensée principale à savoir que c'est aux gouvernements européens qu'incombe le devoir de supprimer l'esclavage, dans cette Afrique dont ils se sont emparés, et que ce n'est qu'à leur défaut qu'il y faut employer les associations privées. Chez vous, c'est différent: vous êtes en présence de provinces qui agonisent, pour répéter la parole que je vous ai déjà dite, en vous parlant du Haut-Congo. Il faut donc leur venir sans retard en aide, et agir non pas demain, mais aujourd'hui, sous peine de voir tout périr. Du reste en répondant à cet appel, VOUS répondrez aux désirs de votre Roi, et non seulement à ses désirs, mais à ses lois mêmes. Il me suffira pour vous le prouver de vous lire ces deux articles de l'Acte Constitutif approuvé par Lui, à Berlin, pour la fondation de l'Etat du Congo, et accepté ensuite par toute l'Europe comme base de la Constitution des nouveaux Etats africains »

(Citations des Articles 6 et 9 du Chapitre I de l'Acte de Berlin)

⁹ « *L'Esclavage Africain, Conférence sur l'Esclavage dans le Haut-Congo faite à Sainte-Gudule de Bruxelles par le Cardinal Lavignerie* », 1888, Société Antiesclavagiste, Bruxelles, Procure des Missions d'Afrique, Paris.

« Tout ce que l'on peut désirer est là. La prohibition formelle de la traite, le châtement de ceux qui la pratiquent, la liberté et la protection de toutes les œuvres chrétiennes établies pour l'abolir. En France et en Angleterre j'ai rappelé les conventions du Congrès de Vienne et de la Conférence de Vérone, où la Belgique d'ailleurs n'assistait pas. Ici je n'en veux même pas parler. L'Acte Constitutif du Congo est plus formel encore. Mais avec une telle loi, comment expliquer ces provinces dévastées, ces malheurs des noirs, tels, selon l'expression d'un écrivain anglais «qu'on n'en trouve point de pareils sous le ciel?» Comment, Mes Très Chers Frères? D'une manière bien simple mais qui, hélas, retombe encore sur vous en partie; c'est que les gouvernants ne peuvent tout faire, que leurs ressources si larges qu'elles paraissent, s'épuisent, enfin, que, lorsqu'ils ont fait tout ce qu'elles permettaient, ils s'arrêtent par un principe de sagesse et de justice distributive. Il leur suffit, pour avoir rempli leur devoir, d'avoir ainsi indiqué le but et montré le chemin de l'honneur. Quand ils ont fait tout ce qui est en eux, c'est aux peuples à suppléer à leur glorieuse impuissance et quand il s'agit d'une œuvre religieuse, comme celle-ci, aux catholiques. Et vous, chrétiens de la Belgique, rappelez-vous l'apologue du Sauveur Cum autem dormirent homines. Ne pouvant faire tout à la fois, ayant obtenu trop peu de vous, il a fallu concentrer tous ses efforts sur le Bas-Congo, laisser, pour un temps, le Haut-Congo sans un seul administrateur belge et en fin de compte abandonner ainsi, momentanément, à «l'ennemi» cette portion de l'Etat Indépendant. C'est ainsi que l'ivraie a pu être semée, mais devant cette marée sanglante qui monte, je viens, moi, comme Pasteur, faire ce qu'un autre ne peut faire et vous crier avec l'Apôtre : il faut sortir de ce sommeil qui vous déshonorerait désormais ».

Bref ! Les moyens manquent à Léopold pour qu'il puisse accomplir la Mission pour laquelle le Tout-Puissant compte sur lui. Il est donc du devoir des Belges de les lui donner, ou du moins de l'aider à les obtenir... par exemple en approuvant que l'EIC prenne quelques libertés avec d'autres articles de l'Acte, ceux relatifs à la liberté du commerce...

L'éloquence de Monseigneur aura un autre résultat encore. Puisque l'œuvre du Roi avait aussi manifestement le soutien de l'Eglise, le chef du cabinet catholique, Auguste Beernaert, proposa aux Chambres l'intervention financière de la Belgique, qui se concrétisa par le prêt de 25 millions de juillet 1890.

Les services de l'EIC avaient en effet élaboré les plans d'une grande campagne militaire impliquant notamment la mise en place de moyens de transport par rail, car il serait fait largement appel à l'artillerie. Les travaux d'infrastructure justifiaient à la fois des coûts élevés (donc la « nouvelle politique économique » et les écarts d'avec Berlin) et la poursuite de la politique de « temporisation ». Il est inutile de se demander si ces plans grandioses étaient autre chose que du *bluff*, car dans la pratique, ils ne servirent à rien.

Pour finir, il fut effectivement mis fin à cette la colonisation concurrente de l'esclavagisme Ngwana par la campagne militaire de 1893/94, dite « campagne arabe ». Celle-ci ne fut cependant en rien décidée par Léopold II, qui n'eut pas à engager les grandes dépenses militaires dont il avait été question surtout pour justifier les libertés prises avec l'Acte de Berlin. Tippu-Tipp avait pris sa retraite en 1890, et ses successeurs n'eurent ni son habileté, ni ses connaissances. Ils cherchèrent l'affrontement avec l'EIC, et furent battu, en grande partie à cause de l'appui que les faibles troupes coloniales reçurent de « tonga » retournés, comme Ngongo Leteta et Mpanya Mutombo.

Dhanis, le « vainqueur des Arabes » fut couvert d'honneur, avant de connaître à son tour la disgrâce. La chance avait permis à Léopold II de paraître tenir sa promesse, alors qu'il n'eut en fait aucune part dans les événements !

L'occasion était trop belle pour qu'on la perdît. On fit une épopée. Dans le livre du Vicomte Charles Terlinden intitulé « *Histoire Militaire des Belges* », paru en 1931, on peut lire

ces lignes noblement grandiloquentes:

« La campagne antiesclavagiste fut une véritable guerre coloniale où, de 1891 à 1894, une poignée de chefs blancs, aidés de troupes indigènes peu nombreuses et d'auxiliaires dépourvus de valeur militaires, luttèrent sur trois théâtres différents contre des forces redoutables

(Les « auxiliaires dépourvus de valeur », à savoir les hommes de Ngongo-Leteta gagnèrent au minimum deux batailles essentielles à Chige et Nyangwe, de l'aveu même de Dhanis !)

« C'est au cours de cette campagne que se place l'épisode sublime du sergent De Bruyne, captif de Sefu et envoyé par celui-ci pour parlementer avec les Belges. Déçu dans son espoir de paix, Sefu fit périr dans d'affreux supplices le brave petit sergent, dont la conduite rivalise avec les plus beaux exemples qu'aient enregistrés les annales de l'humanité.

(C'est exact, bien que la grandiloquence du passage soit écœurante)

« Les officiers belges avaient participé à cette campagne comme à une nouvelle croisade ».

(Voilà le leitmotiv, le thème de fond ; Dhanis après Godefroid de Bouillon, la croisade est décidément une spécialité belge ! Impression que corrobore l'utilisation incessante du mot « arabes » pour désigner les Ngwana)

« Obéissant au plus noble idéal, ils avaient, avec enthousiasme, bravé les plus grands périls et supporté toutes les privations, toutes les souffrances. Leur valeur, leur sens de la guerre et l'habileté de leurs conceptions stratégiques leur avaient permis, en dix-neuf mois, de briser la puissance formidable des Arabes, d'affranchir la partie orientale du Congo d'une domination odieuse et faire disparaître de la face du monde le honteux fléau de l'esclavage. »

La lutte contre les esclavagistes « arabes » devint une des justifications, LA justification même, de la création de l'Etat Indépendant du Congo. On l'employa sans cesse, et à toutes les sauces, pendant quatre-vingts ans. Les raisons précises de la colonisation en furent partiellement occultées. L'image du « pauvre esclave » finit par envahir toute la scène. Un des premiers stéréotypes s'impose, fonctionnant comme un alibi : un être à protéger, des autres et de lui-même.

On a déjà savouré, sous la plume de Charles Terlinden, la version héroïco-militaire de cette épopée. En voici, par la voix du RP Cambier¹⁰, de Scheut, le commentaire missionnaire :

« Hier matin, nous avons aperçu dans le lointain, se dirigeant vers nous, une longue caravane. Serait-ce un blanc de Lusambo se dirigeant vers Loulouabourg ? Mais voici la tête de la colonne : pas de charges, donc pas de blanc. C'est une troupe de trois cents esclaves achetés par les Nzappos chez Mpania-Mutombo hommes, femmes, enfants, payés qui par un carré d'étoffe, qui par une petite croix de cuivre rouge. Quelques-uns paraissent robustes, la plupart sont éreintés de fatigue, plusieurs mourront avant deux jours, tous manifestent dans leur regard fixe, hébété, stupide, une indifférence à faire peur. Que leur importe, en effet, d'être esclaves de Mpania, ou ceux des Nzappos ? J'ose dire plus : que leur importe d'être libres ou esclaves ? Sans doute, ils préfèrent le maître doux et humain, qui les nourrit abondamment et ne les surcharge pas de travail, au tyran qui ne leur laisse aucun repos et prend plaisir à les frapper sans raison. Mais la liberté, allez donc leur parler de cela ! Les pauvres ouvriront de grands yeux, une bouche plus grande encore, et vous demanderont si la liberté vaut mieux

¹⁰ Emeri CAMBIER, est né à Flobecq (Hainaut), le 2 Janvier 1865. Ordonné prêtre le 20 Novembre 1887, il arrive au Congo en 1888, et à Luluabourg en 1891. Il fut l'un des quatre premiers Scheutistes au Congo et le premier à célébrer la messe dans le Kasai. En 1904 il est placé comme Préfet Apostolique à la tête de la nouvelle Préfecture Apostolique du Haut-Kasai. Décoré de l'Ordre Royal du Lion. Il représente assez bien le type d'un certain apostolat de choc, qui n'hésite pas à faire le coup de feu ou à s'occuper d'affaires temporelles. Des scandales divers amènent les Scheutistes à le rappeler en 1912. Il ne revit jamais le Congo et mourut en Belgique en 1943.

qu'une racine de manioc.

« Je sais qu'à parler de la sorte je vais stupéfier plus d'un philanthrope de cabinet. Je ne suis que missionnaire, et j'aime les noirs, puisque je leur donne ma vie. Eh bien, j'affirme que le législateur qui voudrait actuellement édicter la suppression complète de l'esclavage donnerait dans la plus folle des utopies, et serait plus cruel pour le noir que ses maîtres inhumains. Empêcher les razzias d'esclaves, s'opposer à la traite, punir les maîtres trop méchants à la bonne heure ! Mais allez donc dire à un esclave que désormais il n'appartient plus à son maître vous lui donnerez une liberté dont il ne voudra pas, parce que cette liberté, ce sera pour lui la mort par la faim. L'esclavage est tellement inhérent à sa personne, à son mode d'existence et de vie, qu'une longue éducation peut seule le former à se passer de maître pour avoir de quoi se remplir le ventre. » « Et c'est là le but que nous, missionnaires, nous poursuivons, conjointement avec un but encore plus relevé, celui de faire de ces malheureux des enfants de l'Eglise et des héritiers du Ciel. Toutes nos ressources vont donc à racheter des esclaves. A Saint-Joseph de Loulouabourg, nous en avons douze cents, hommes, femmes et enfants. »¹¹

L'autorité civile peut en profiter pour peindre un tableau contrasté, tout à l'honneur de « Boula-Matari » :

« Dans la société noire primitive, de tout temps, il y a eu des chefs, des sujets et des esclaves. Les chefs étaient tout, les sujets peu de chose, et les esclaves rien du tout. Il n'est guère difficile de s'imaginer les relations entre ces différentes personnes s pour un «oui» ou pour un «non», un chef envoyait à la mort, ou en prison, ou au supplice, un de ses sujets ; pour un «oui» ou pour un «non », un des sujets martyrisait ou tuait son esclave, pour peu que le chef n'eût déjà pas ordonné auparavant son massacre. Les chefs étaient rares, les sujets, peu nombreux, les esclaves, foule. Aussi les malheureux payaient-ils un rude tribut à la barbarie de leurs maîtres. (...)

« C'est à cette charmante période que les Blancs sont venus, il y a eu hier cinquante ans. Et voyez maintenant.

*« Il y a encore des chefs, il y a des sujets, il n'y a plus que des esclaves domestiques, très rares du reste. Tous sont égaux devant la loi que nous avons instaurée. La justice est la même pour tous, comme l'impartialité, comme le sincère intérêt que nous portons à tous. Les luttes intertribales n'existent plus, et les vieux chefs meurent, entourés de respect, même s'ils sont presque ou tout à fait gâteux, si impatients que soient leurs héritiers de leur succéder au pouvoir. Et vous avez encore tous, présents à la mémoire, les noms des glorieux chefs qui ont mené la campagne antiesclavagiste. Ne serait-il acquis que ce simple résultat - la paix et la tranquillité intérieures - cela justifierait, à lui seul, la présence du Bula-Matari. »*¹²

Et il est extrêmement rare – cela ne se produira même que tardivement – de voir la question historique de l'esclavage posée correctement, en y incluant la traite atlantique : « Pendant les 150 années qui suivirent, le Congo fut l'enjeu des rivalités entre Européens sur le sol d'Afrique. Les explorateurs et missionnaires avaient ouvert la première brèche. Derrière eux pénétrèrent les grandes compagnies. La traite des noirs prit alors des proportions redoutables, mais toutes les tentatives humanitaires pour enrayer ces pratiques effroyables se heurtèrent aux grandes puissances financières de ce temps. Les remèdes que propose en 1815 le Congrès de Vienne à cette situation furent balayés par les profits extraordinaires qui se réalisaient alors dans les marchés d'esclaves. Combien de grandes firmes commerciales en

¹¹ CAMBIER, in *Missions en Chine et au Congo* Bruxelles, Congrégation du Cœur Immaculé de Marie 1895-97, pp.21,t 22.

¹² JOSET Georges, *Le vrai visage du Congo*, Bruxelles, La Lecture au Foyer, Ed. Universelle, 1936, pp. 23 et 24.

*Europe qui s'abritent aujourd'hui derrière la plus honnête des façades ne doivent-elles pas leur fortune initiale à ce monstrueux «commerce d'èbène» ?*¹³

Bien entendu, et en toute objectivité, l'élimination de l'esclavage dans la partie Est du Congo, qui fut le résultat tangible de la campagne contre les Ngwana, fut un bienfait pour les populations locales. On est néanmoins un peu gêné de lire les propos qui se tiennent pour ainsi dire à chaque page de la volumineuse littérature qui a été publiée à ce sujet.

D'abord à cause de son amnésie. En 1888, quand Lavigerie faisait retentir, de ses premiers sermons sur l'esclavage, les voûtes des principales cathédrales d'Europe, l'esclavage n'était aboli aux Etats-Unis que depuis une vingtaine d'année, et il était à peine sur le point de l'être au Brésil. Et la traite atlantique a duré pratiquement quatre cents ans. En comparaison, la mainmise Ngwana sur la partie orientale du Congo n'a même pas duré un demi-siècle. Leur arrivée dans le Maniema a dû se produire vers 1850 et, vers 1875, Tippu-Tipp faisait effectivement figure de chef d'un état en formation dans cette partie du Congo. Etat qui n'était ni plus, ni moins esclavagiste que ne l'avaient été des nations chrétiennes comme l'Espagne ou le Portugal... Tout cela est passé sous silence, oublié....

Oublié, parce que cet oubli permet un manichéisme facile, où le chrétien aux mains impeccablement pures s'oppose au mahométhan aux serres crochues souillées de sang. Car, pour rendre l'appel à la Croisade encore plus éloquemment convaincant, on fera de l'esclavagisme (et accessoirement de la cruauté, du sadisme, de la sensualité morbide ...) des caractéristiques intrinsèques de l'Islam. La plupart des ouvrages consacrés à la question s'ouvrent sur un chapitre qui fait de l'esclavagisme un trait, non d'un certain nombre d'individus, qui se trouvaient être musulmans - ce qui n'aurait été que la constatation d'un fait *dans ce cas-là*, à mettre en parallèle avec de multiples autres faits de même nature commis, *dans d'autres cas*, par des chrétiens - non pas même de la majorité des musulmans, ce qui à la rigueur aurait pu passer encore pour une exagération polémique comme il s'en commet dans des discours de propagande, mais de l'Islam en soi, et dans son ensemble.

Voici par exemple comment débute un ouvrage de Mr. Alexis, qui n'est ni meilleur ni pire qu'un autre : c'est le « couplet standard » :

« L'invasion de l'Afrique par les Arabes a commencé il y a douze siècles, à l'époque même où Mahomet lança à la conquête du monde ses fanatiques sectaires. « Absolument opposées au christianisme, qui prêche l'abnégation pour soi-même et la charité pour le prochain, les doctrines du Coran accordent tout aux passions humaines: elles flattent l'orgueil et l'égoïsme du plus fort; elles l'autorisent à réduire le plus faible en esclavage, à le traiter comme un vil bétail, en le faisant servir à ses jouissances de toute nature, avec droit de vie et de mort lorsqu'il lui devient inutile ou gênant.

*« On comprend par là comment l'islamisme, fanatisant ses adeptes, a pu se répandre par le fer et le feu dans la moitié de l'Ancien Continent. On trouve aujourd'hui des Arabes ou des peuples « arabisés » et musulmans dans toute l'Asie, dans la Malaisie, dans la partie méridionale de l'Europe, en Turquie, où Constantinople est leur capitale; ils dominent sur les deux tiers du Continent africain, où leurs progrès ne cesseront que par l'action des puissances européennes, intéressées désormais à sauvegarder les possessions nouvelles qu'elles y ont acquises ».*¹⁴

Enfin, parce que, comme Alexis qui prend élégamment ce virage sur l'aile au dernier paragraphe, Léopold II revêtra de ces belles raisons humanistes, voire religieuses, le corps de ses objectifs qui sont de nature plus substantielle.

¹³ LATOUCHE John et CAUVIN André, *Congo*, Bruxelles-Amsterdam, Elsevier, 1949, P. 31.

¹⁴ ALEXIS-M. G. : *Soldats et Missionnaires au Congo, de 1891 à 1894*, Desclé de Brouwer et Cie, 1896, p. 6.

Au départ, en fait, s'il dérouille la cotte de maille de Godefroid de Bouillon et enfourche le destrier de la Croisade, c'est avant tout dans un but financier. Le dégel des Catholiques¹⁵ à son endroit lui a fait comprendre qu'avec la lutte contre l'esclavage, il tient peut-être l'occasion, s'il manœuvre bien, de se débarrasser de la liberté du commerce imposée à Berlin qu'il subit comme un carcan. Une croisade, c'est une guerre, et qui dit guerre dit dépenses. Les Catholiques ne le suivent pas dans ses projets militaires en Belgique, qu'ils trouvent dispendieux, mais là, c'est Lavigerie, un prélat de premier rang, qui embouche la trompette et sonne la charge ! Il va s'empresse de faire passer sa « nouvelle politique économique » à la faveur de la lutte contre l'esclavage. Si on attend de lui une croisade, on doit lui accorder alors de se procurer « le nerf de la guerre ».

A posteriori, quand les hostilités eurent été déclenchées par Saïd, Sefu, Mtagamwoyo et consort mais tournèrent en faveur de Dhanis, il fut également satisfait d'être débarrassé d'une colonisation concurrente à la sienne, objectif qu'Alexis suggère également, à mots à peine couverts, dans son dernier paragraphe.

Et, toujours à posteriori, Léopold II se laissera encenser et féliciter pour sa « subtile manœuvre de temporisation », qui avait consisté au départ à conclure une alliance avec Tippu-Tipp. Celui-ci se retira en 1890 et il est certain que la position de Dhanis fut bien meilleure en n'ayant pas en face de lui le vieux Ngwana, subtil, intelligent et bien informé, mais un conglomérat de chefs dont aucun ne le valait et dont certains étaient même passablement bêtes. Il reste que, très clairement, la guerre éclata sans que Léopold l'ait voulu et se déroula entièrement hors de son contrôle.

La conscience de tous était satisfaite. La colonisation était œuvre hautement morale et libératrice. L'œuvre de Léopold II était noble et humanitaire. Pendant quelques années, son front sera auréolé de cette réputation qui le rendra presque insoupçonnable.

Léopold II se trouva donc encombré, avec Dhanis, d'un « héros national » qui avait des côtés encombrants. Et ceux-ci ne sont pas étrangers à ce qui nous occupe ici, à savoir l'improvisation de l'expédition de 1897, son échec et la responsabilité que Bodart (mais aussi le roi) imputa à Dhanis dans celui-ci.

Que s'est-il vraiment passé pendant la « campagne arabe » ? Le Congo des années 1890 était alors livré à plusieurs puissances concurrentes : l'EIC, les pénétrations esclavagistes (non seulement « arabes », mais aussi portugaises). Dans la pratique, l'État captura pour son compte la dynamique des bandes armées et les bouleversements qu'elles introduisaient au sein des sociétés de « frontière ». Là où ces influences se rencontraient et s'affrontaient, toute une série d'acteurs, représentant en principe des maîtres fort lointains (Léopold II, le sultan de Zanzibar ou celui d'Ujiji...), agissaient en réalité de manière fort indépendante. C'est évident pour les « tonga », comme Gongo Lutete ou Mpania Mutombo. Mais ce l'est également pour les officiers blancs qui seront les vedettes de la « campagne arabe », les Dhanis, Lothaire, Doorme... Plus tard on dira d'eux qu'ils « avaient pris les mœurs arabes » qu'ils étaient censés combattre. Cette accusation implicite est fort sensible dans certains passages de Bodart, notamment celui qui concerne le passage, parmi les troupes, d'une certaine « dame » et de son importante suite et qui fait très « harem du Sultan »... Celui-ci étant, en l'occurrence, Dhanis.

15 Précisons : de la hiérarchie catholique, qui avait été réticente devant le caractère « laïc » de l'AIA. Ses relations avec Beernaert et le Parti Catholique sont alors excellentes. Léopold II, en 1894, versera des larmes en plein Conseil des Ministres à cause du départ annoncé de Beernaert. Cela n'empêchera d'ailleurs pas leurs relations de tourner à l'aigre quelques années plus tard.

On aurait toutefois tort de croire que cela n'a qu'un sens graveleux ... Cela concerne aussi le recrutement de leurs hommes, certaines formes de clientélisme, etc... Le procédé prouva son efficacité aux mains de quelques officiers imaginatifs et décidés, mais il fut aussi difficilement conciliable avec l'image éclairée, anti-esclavagiste, que cherchait à se donner l'État

Suivant l'observation désabusée de Paul Le Marinel, les officiers de l'école «anti-arabe», les Dhanis, Lothaire, Michaux, artisans de la politique offensive de 1892, s'étaient en réalité métamorphosés en «néo-Arabs», chacun agissant à sa mode, comme autant de petits rois. «Ah ! *Que ces victoires sur les Arabes nous coûtent cher ! Elles ont détruit l'œuvre utile de l'ennemi, sans faire disparaître l'action malfaisante de cet ennemi, elles ont détruit l'admirable discipline des nôtres, en leur permettant d'adopter les mœurs de l'adversaire !*¹⁶». Ces notes n'étaient pas destinées à être publiées. Dans les souvenirs qu'il livra quelques années plus tard¹⁷, Le Marinel se montra fort discret, mais il garda un silence éloquent sur Dhanis, alors officiellement consacré comme héros des campagnes anti-esclavagistes, consécration qui était, en grande partie, une sorte de compensation pour sa disgrâce imméritée après les affaires des Baoni.

Les uns comme les autres agissaient alors en pratique en « seigneur de la guerre », c'est-à-dire comme les châtelains pillards du X^e siècle. Et, pris dans cette logique, les Missionnaires firent de même, dans des proportions variables, tenant parfois aux circonstances, parfois au fait que le « style Templier » leur paraissait ou non une manière valable de défendre le Christianisme. Et il fallut ensuite de vingt à trente ans pour plier le régime d'arbitraire et d'exactions qui s'ensuivit aux normes d'un État colonial « moderne ».

Choix stratégiques désastreux

Quoi qu'il en soit, Dhanis fut fêté, en tant que « Vainqueur des Arabes », comme une sorte de nouveau Godefroid de Bouillon et, après tout, les résultats étaient là : Godefroid avait pris Jérusalem et Francis avait débarrassé l'EIC de la concurrence Ngwana. On ne se montra pas regardants sur leurs méthodes.

Le problème, c'est que Dhanis semble y avoir puisé la conviction que la recette pourrait servir à nouveau dans l'expédition du Nil, alors qu'il s'agissait d'une guerre très différente !

L'enjeu, c'était le Soudan, que la révolte des Mahdistes avait arraché aux visées turques, égyptiennes et britanniques. Lorsque le Foreign Office fit savoir qu'à ses yeux « *l'Égypte s'arrêtait désormais à Ouadi Halfa* », cela signifiait que, pour la principale puissance coloniale, le Soudan redevenait une terre sans maître, une *res nullius* colonisable par qui réussirait à s'en emparer. Le Soudan, c'est le Nil... Déjà l'œil de Léopold s'allumait de convoitise à l'idée de la double couronne des Pharaons...

Il poussa un premier pion sur l'échiquier en envoyant Stanley au secours d'Emin Pacha, en passant par le Congo, qui n'était pas forcément le chemin le plus évident. Encore fallait-il « transformer l'essai » en infligeant aux Mahdistes une défaite décisive ou au moins sévère. A ce prix, l'Etat Indépendant pourrait faire valoir des droits dans un éventuel partage du Soudan.

Le seul point commun entre Ngwana et Mahdistes était qu'il s'agissait dans les deux cas de musulmans qualifiés d'« Arabes ». Pour le reste, les deux guerres étaient très différentes et, en particulier, il ne s'agissait plus de se battre au Congo, mais de porter la

¹⁶ P. LE MARINEL, p.324; et encore, pp.325, 327

¹⁷ « *La découverte et l'occupation des régions du Kasai, du Luba et du Katanga* », Mouvement géographique, 28 janvier 1906, cols.37-42)

guerre en terre étrangère, après une très longue marche, équivalant pour une bonne partie des troupes à la traversée du Congo à pied, et par les chemins les plus difficiles.

En fait, il aurait fallu disposer alors des infrastructures dont il avait été question pour la campagne Ngwana et dont les improvisations de Dhanis et consorts avaient permis de faire l'économie. L'EIC n'avait tout simplement pas les moyens de faire la guerre qui serait nécessaire à la politique qu'envisageait son Souverain. Platement dit : Léopold voulait mordre plus qu'il ne pourrait mâcher.

A moins que...

Il semble bien que Dhanis ait contribué à son propre malheur en jouant les matamores. Un soldat vainqueur évite rarement les récits du genre « Comment j'ai gagné la guerre à moi tout seul ». En dehors de quelques succès de salon, il s'en est aussi servi auprès de Léopold II pour lui vanter ce qu'il appelait sa « politique de ralliement ». Il ne cessera de le rappeler dans ses rapports, même lorsqu'il n'aura plus d'illusions sur ses chances de retrouver les bonnes grâces du roi.

Toujours est-il que, négligeant toutes les différences entre les deux campagnes, il se dit capable de rééditer sur le Haut-Nil ses exploits de la campagne « arabe ». Cela impliquait le recours à ces manières de faire qui déplaisaient à Le Marinel, comme aller à la guerre en s'entourant de femmes, de boys, de serviteurs, de bagages inutiles... Cela signifiait aussi admettre que chaque officier et chaque chef traditionnel « rallié » traite sa troupe un peu comme il l'entendait, y compris pas des passe-droits et du favoritisme... Ceci alors qu'on devrait affronter de longues marches en terrain difficile, hostile avec de sévères difficultés de ravitaillement plus que prévisibles... La chose est hors de doute : lui aussi voulut mordre un morceau qu'il ne pourrait mâcher.

Léopold II accepta pourtant son plan, sans doute parce que, sans cela, il lui aurait fallu renoncer à ses rêves d'accroissement du Congo. Mais il le fit d'une manière dramatiquement inconséquente.

Il nomma bien Dhanis Commandant Supérieur de l'expédition et Vice-Gouverneur Général, mais il en resta là.

Il est pourtant bien évident que parier sur les capacités de Dhanis pour un coup aussi risqué aurait impliqué de lui donner la haute main en toute matière. Il aurait fallu faire de lui une sorte de proconsul aux pouvoirs quasi dictatoriaux, maître de tout et en particulier de choisir ses officiers et leurs affectations. Même ainsi, il aurait eu toutes les chances d'échouer, mais il n'aurait eu à s'en prendre qu'à lui-même.

Au contraire, le Roi s'ingénia à le contrarier. Alors que Dhanis aurait souhaité être entouré de ses compagnons de la « campagne arabe » et avoir Mathieu comme second, on lui imposa toute une panoplie d'officiers peut-être méritants, mais n'ayant jamais vu l'Afrique, et dont certains avaient des instructions secrètes. De plus, Léopold II, une fois l'expédition décidée, ne cessa de houspiller tout le monde, impatient d'apprendre que l'on s'était mis en route et que l'on remportait des succès.

C'est incontestablement dans cette décision inconséquente de Léopold II : parier sur les talents de Dhanis tout en l'empêchant d'en user, que se trouve la principale cause de l'échec et de la révolte de Ndirfi.

Léopold II ne voulut jamais le reconnaître et le traita au contraire en bouc émissaire, multipliant même les marques de mépris les plus mesquines, alors même que l'officier se battait encore.

Témoignages

Quatre personnes ayant vécu tout ou partie de la guerre avec les Baoni ont laissé des écrits qui nous en parlent.

- Le *carnet de route* du Lieutenant Nicolas Verhellen.
- Le livre « *Le Prix d'un Empire* » du Dr. Joseph Meyers.
- La *lettre du RP Auguste Achte* à Mgr. Livinhac, relatant sa capture par les Baoni et ses entretiens avec eux, y compris un récit de leur révolte.
- Les *deux carnets* du Capitaine Bodart (l'un étant plus ou moins un brouillon de l'autre), dont il est question ici.

Seuls Verhellen et Bodart sont des témoins oculaires. Le Dr. Meyers a rejoint l'expédition peu après le début de la révolte. Il a dû aussitôt assister Dhanis en pleine phase dépressive et a donc alors pu recueillir ses confidences « à chaud ». Les propos tenus par Mulamba au P. Achte ont dû être dits approximativement à la même époque.

Tous les autres récits, même anciens, sont beaucoup plus indirects ou concernent d'autres épisodes que Ndirfi.

Les quatre récits unanimes sur les causes de la révolte : conditions de vie et de marche excessivement difficiles ayant entraîné des morts, dureté et même cruauté des officiers européens, égoïsme de ceux-ci qui s'approprièrent les provisions en laissant les indigènes le ventre creux. Au moins une phrase de Verhellen laisse passer un certain racisme. Les autres sont plutôt compatissants.

Verhellen émet rarement des appréciations sur le commandement général de l'expédition. Mulamba, par Achte interposé, met tous les Blancs dans le même sac : tous des forbans. Meyers plaide la cause de Dhanis, cependant que Bodart l'accuse de tous les malheurs de l'expédition.

Le livre du Dr. Meyers, rédigé en 1913, ne parut qu'en 1943 et son titre est tout un programme : « *Le Prix d'un Empire* », quel est-il ? C'est le sang humain, abondamment versé. Il constate d'ailleurs, à la fin du livre, qu'il est parti avec beaucoup d'hommes, et qu'il en ramène bien peu.

Il serait étonnant, impossible même, qu'un homme ayant de telles idées défende Dhanis, s'il le considérait, si peu que ce soit, comme responsable de ce bain de sang. Or, dès le lendemain de la Première Guerre Mondiale, contacté par Léo Lejeune qui doit compiler un recueil de témoignages sur « la tradition coloniale belge »¹⁸, et alors qu'il a déjà « *Le Prix d'un Empire* » dans son tiroir depuis 1913, il se borne à lui communiquer le texte du « carnet de route » de Verhellen¹⁹ et à l'exhorter à défendre la mémoire de Dhanis, victime de la plus noire ingratitude de la part de Léopold II. « *Je cherche surtout à rendre hommage au baron Dhanis qui, après la campagne arabe, après la répression de la révolte, tomba en disgrâce et en mourut. Essayez à votre tour de montrer la cruelle injustice commise à son égard... Il faut que l'on sache que le baron Dhanis, le second fondateur du Congo, n'a été payé que d'ingratitude...* »

L'entre-deux-guerres est la période faste entre toutes des publications consacrées aux pionniers de l'EIC. Les plaintes concernant cette « ingratitude » royale y sont quasi-générales et, presque toujours, c'est le sort de Dhanis qui en est cité comme exemple. Seul, le baron Carton de Wiart, secrétaire de Léopold II trouvera la formule délicate permettant de critiquer

¹⁸ Qui paraîtra sous le titre « *Le Vieux Congo - Souvenirs recueillis par Léo Lejeune* », aux éditions de l'Expansion belge, à Bruxelles, en 1930.

¹⁹ Moyennant quelques coupures, et en en préservant l'anonymat.

un roi, chose délicate, en disant que l'ingratitude est « *un défaut chez un homme, une qualité chez un roi* »²⁰.

« La Voix de son Maître »

On émet ces critiques avec des circonlocutions, des précautions oratoires et de majuscules de respect, mais on les émet, et même on lâche le mot cru. Et l'ingratitude la plus caractérisée, de l'avis général, a été celle dont le Roi fit preuve envers Dhanis. Il y a à ce sujet une unanimité pour ainsi dire générale.

Il s'est cependant trouvé un officier, le commandant Bodart précisément, pour se livrer, en temps opportun, c'est-à-dire quand la disgrâce du « Vainqueur des Arabes » était encore toute fraîche, pour déballer à son sujet un certain nombre de détails croustillants (notamment sur son abondant harem de beautés congolaises) et de critiques de nature plus directement militaires, ce qui ne pouvait que plaire à Léopold II.

A la Cour d'un roi absolu, tous les courtisans ont vent très rapidement du moindre signe de disgrâce de l'un d'entre eux. Le Congo, certes, est bien plus grand que Versailles, mais le personnel européen de l'EIC, au grand complet, était moins nombreux que la cour de Louis XIV.

L'on sut donc très vite que le Maître était très fâché qu'on lui ait gâché son expédition vers le Bahr el- Ghazal et que Dhanis était la cible privilégiée de son courroux. On ne manqua pas d'en tenir compte pour choisir sa ligne de conduite, pour choisir ses mots dans la rédaction de ses rapports, pour s'orienter, enfin, d'une manière qui favorisât un beau plan de carrière. Il ne faut d'ailleurs pas tout mettre au compte de l'esprit courtisan et flagorneur : Dhanis avait profité ostensiblement de sa gloire de « vainqueur des Arabes » et fait de l'ombre à beaucoup de monde, dans un milieu militaire où le tableau d'avancement faisait l'objet de jalousies dignes des demoiselles du corps de ballet.

Pierre Salmon explique fort bien qu'Henri Bodart se trouvait alors dans une position délicate. Elle était due à quelques paroles maladroitement, mais que l'on pouvait interpréter comme révélateurs de projets de désertion en présence de l'ennemi, de quelques autres erreurs de commandements et de divergences profondes avec Dhanis sur la conduite à tenir après la défaite d'Ekwanga. Peut-être faut-il ajouter que le Commissaire Général Jacques, tout en appréciant ses compétences, avait noté aussi son caractère ombrageux, très critique, inquiet et soupçonneux, qui nuisait à ses bonnes relations avec ses camarades et qu'il avait fréquemment des ennuis de santé, ce qui bien sûr n'était pas de sa faute, mais pouvaient facilement lui valoir une réputation de « tire au flanc ». Enfin, par une allusion qu'il fait à « son scapulaire et son chapelet », il laisse entendre qu'il était catholique pratiquant, et comme tel en butte à l'hostilité de compagnons d'armes athées, sceptiques ou agnostiques.

A tort ou à raison, il pouvait s'estimer menacé par un blâme de son supérieur hiérarchique. Il pouvait donc juger qu'il aurait intérêt à ce que Dhanis soit diminué dans l'esprit des hautes sphères de l'E.I.C (ce qui, en pratique, veut dire : Léopold II). Une accusation portée par un procureur peu crédible a moins de chance d'avoir des suites...

Il faut remarquer ici que le titre de « carnets » conféré aux écrits de Bodart par Salmon ne doit pas être pris au sens de « journal ». Ce ne sont pas des notes prises au jour le jour et reproduites ensuite sans modification. Au contraire, le fait que les deux « carnets » concernent les mêmes événements et que l'un soit le « brouillon » de l'autre, montrent que le récit a fait

²⁰ CARTON DE WIART E. (Bon.): « Léopold II, Souvenirs des dernières années, 1901- 1909 » Bruxelles, Goemaere, 1944.

l'objet d'un travail de réécriture, de mise en perspective, avec un objectif bien défini. Et ce but nous est connu : contribuer à discréditer Dhanis et diminuer ainsi la menace que le Commandant Supérieur pourrait faire peser sur Bodart.

Cette réécriture n'est pas forcément une falsification. Mais l'auteur de tels textes échappe difficilement à la tentation de jouer les Cassandre et même le Dr. Meyers n'y échappe pas toujours. A l'en croire, durant les conversations qu'il eut, durant le trajet par bateau vers le « Haut », avec différents responsables et vétérans de l'EIC, ceux-ci lui auraient exposé presque exactement quelles seraient les causes de la révolte et comment elle se déroulerait !

En quoi la publication, en 1977, des carnets de Bodart a-t-elle accru nos connaissances sur la révolte de Ndirfi ? J'ai envie de répondre, de façon lapidaire « *Ce qui est bon n'est pas nouveau, et ce qui est nouveau n'est pas bon* ».

Par rapport à ce que nous savions par Verhellen, Meyers et Achte, sur la dureté extrême de la « terrible route », ses dangers, les difficultés de ravitaillement, la famine allant jusqu'aux morts d'inanition, le manque d'équité et la brutalité des officiers, ...enfin sur tout ce qui a justifié la mutinerie aux yeux des soldats, nous connaissons quelques détails macabres de plus, mais rien d'essentiel ne vient s'ajouter à ce que nous savions déjà.

Il en va de même pour « l'arabisation » de Dhanis et les problèmes supplémentaires apportés par les femmes, enfants, boys, bagages qui grossissaient démesurément les colonnes, alors que les vivres maquaient et qu'il eût fallu aller vite. Il en va de même pour les privilèges de certaines troupes, qui ne pouvaient qu'amener la zizanie. Là aussi, nos connaissances s'accroissent de quelques détails pittoresques, mais rien de plus.

Par contre, chez Bodart beaucoup plus que chez Verhellen, on se rend compte que les officiers s'étaient mis à soupçonner que certains ordres, notamment ceux donnés au Cdt. Leroi) devaient être différents, et peut-être même contradictoires avec ceux de Dhanis. Cela a dû alourdir encore l'atmosphère d'angoisse qui pesait sur l'armée.

Ce qui est vraiment « nouveau » par rapport aux autres documents, c'est le faisceau d'accusations, presque le réquisitoire, qui vise Dhanis personnellement, non pas à propos de sa vie personnelle, mais à propos de ses capacités de commandement. Ces accusations prennent le contrepied de l'opinion dominante qui condamne « l'ingratitude de Léopold II.

Mais ces accusations sentent un peu fort le plaidoyer pro domo, l'eau bénite dour et l'opportuniste, et le manque d'assurance de Bodart donne à penser, car il recourt très souvent à la prétention, cette figure de style qui consiste à parler de quelque chose après avoir annoncé que l'on ne va pas en parler¹. Elle permet de ne pas prendre l'entière responsabilité de ses propos et se reconnaît à l'emploi de formules particulières d'introduction comme « *Ai-je besoin de vous dire...* », ou encore « *Je ne voudrais pas accuser le Commandant de...* ». Or, il accuse bel et bien et il s'adresse au VGG Wangermée, donc à un supérieur hiérarchique habilité à sévir ou à demander des sanctions...

Sans doute a-t-il jugé, sachant que le roi avait rejeté Dhanis, que le moment était propice à une manœuvre qui ne visait essentiellement qu'à se protéger lui-même. Sans doute n'était-il pas conscient de ce que, ce faisant, il allait aussi contribuer à une manœuvre bien plus vaste : tendre un écran de fumée fait de fautes accumulées des exécutants, pour dissimuler la responsabilité la plus grave et la plus fondamentale de celui qui avait conçu le projet démentiel et inexécutable de faire entrer la Force Publique en force au Soudan.

Il n'y avait en tout cas rien dans ce texte qui justifiât de nous servir, en guise de conclusion d'une « analyse », un texte de propagande mensongère, issu de la plume de Léopold II lui-même.

Guy De Boeck

Académie royale des Sciences d'Outre-Mer
Classe des Sciences morales et politiques, N.S., XLIV-3, Bruxelles, 1977

La révolte des Batetela
de l'expédition du Haut-Ituri (1897)

Témoignages inédits

PAR

Pierre SALMON

Membre associé de l'Académie Royale
des Sciences d'Outre-Mer

Membre associé
de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer (Paris)

Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen
Klasse voor Morele en Politieke Wetenschappen, N.R., XLIV-3, Brussel, 1977

RESUME

En 1896, Léopold II réunit dans l'Est de l'E.I.C. la plus grande expédition qui ait jamais été assemblée en Afrique au cours du XIX^e siècle. L'expédition, placée sous les ordres du Baron Dhanis, a comme objectif officiel l'enclave de Lado que le Roi conserve le droit de faire occuper. Son objectif réel est la conquête des régions situées au Nord de l'enclave au-delà de Fachoda et à proximité de Khartoum. Pendant que Dhanis recrute ses troupes aux Falls et dans le Maniéma, Chaltin se dirige vers la ligne faitière Congo-Nil. Sans nouvelles de Dhanis, il poursuit sa marche et, le 17 février 1897, écrase les Madhistes à Redjaf.

Pendant ce temps, le 14 février, l'avant-garde de l'expédition se soulève et massacre la plupart de ses officiers. Le 18 mars, les soldats batetela révoltés écrasent la colonne Dhanis à Ekwanga. Celle-ci, en pleine déroute, évacue successivement Irumu et Mawambi.

Une contre-offensive est menée à partir d'Avakubi, dès le 7 mai 1897, par le commandant Henry. Le 15 juillet 1897, celui-ci écrase une partie des révoltés sur la Haute-Lindi. Des groupes de rebelles continueront cependant à pratiquer une guerre d'embuscades jusqu'en 1900 dans l'Est du Congo.

Des témoignages inédits — notamment les extraits d'un journal personnel du capitaine-commandant de 2^e classe Henri Bodart — permettent aujourd'hui à l'historien de reconstituer l'histoire et de cerner les causes principales de la révolte des Batetela de l'expédition du Haut-Ituri.

ITINERAIRE DES REVOLTES DE DIRFI A KABAMBARE

D'après A LEJEUNE - CHOQUET



I. INTRODUCTION

Léopold II rêvait d'étendre l'Etat Indépendant du Congo jusqu'au bassin du Nil. C'est pourquoi il lança dès 1891 vers le Nord-Est l'expédition Van Kerckhoven, « qui était, comme le note J. Stengers, la plus grosse expédition qu'il eût jamais montée » (1). Le Roi jouait sur la rivalité anglo-française et misait tour à tour sur la Grande-Bretagne et la France.

La convention anglo-congolaise du 12 mai 1894 donna à Léopold II la cession « à bail » de toute la rive gauche du Haut-Nil au Sud du 10^e parallèle dans le but évident de couper à la France la route du Nil (2). Mais le gouvernement belge ne pouvait tolérer un conflit avec une puissance garante de sa neutralité: la pression diplomatique exercée par la France l'amena à demander au Roi de s'incliner. Le 14 août 1894, la convention franco-congolaise annula pratiquement les effets de la convention anglo-congolaise du 12 mai en fixant comme frontière entre l'Etat Indépendant du Congo et le Congo français le thalweg du Bomu jusqu'à sa source: les troupes congolaises doivent ainsi non seulement renoncer à occuper l'Est du Bahr-el-Ghazal, mais encore évacuer les territoires situés sur la rive droite du Bomu; elles conservent le droit d'occuper la partie Sud du Bahr-el-Ghazal — qui sera plus tard appelée enclave de Lado (3).

En 1896, Léopold II réunit dans l'Est de l'Etat Indépendant du Congo la plus grande expédition qui ait jamais été assemblée en Afrique au cours du XIX^e siècle. L'expédition, placée sous les ordres du Baron Dhanis, a comme objectif officiel l'enclave de Lado que le Roi conserve le droit de faire occuper. Son objectif réel est la conquête des régions situées au Nord de l'enclave au-delà de Fachoda et à proximité de Khartoum (4). A la même époque, le Roi engage des pourparlers avec le gouvernement italien — dont les troupes ont subi en mars 1896 une grave défaite à Adoua — pour obtenir la cession à bail de l'Erythrée.

Son empire africain pourrait ainsi s'étendre des rives du Congo jusqu'à la mer Rouge (5).

Pendant que Dhanis recrute des troupes aux Falls et dans le Maniéma, Chaltin quitte Djabir (août 1896) et gagne Niangara (octobre 1896). Le 31 octobre, il reçoit l'ordre du Gouverneur Général Wahis de ne pas attendre l'arrivée au Kibali de la colonne Dhanis et de marcher le plus vite possible sur Lado où l'on craint une arrivée prochaine des troupes britanniques (6).

Chaltin rassemble les troupes régulières dont il dispose — contingents haoussa et indigènes — et s'assure également la collaboration d'auxiliaires zande. En novembre 1896, il rejoint Dungu où on met au point les derniers préparatifs. Le 13 décembre, la colonne quitte Dungu pour Surur par la vallée du Kibali; elle y arrive le 23 décembre. Le 30, une lettre de Dhanis fait part à Chaltin des grandes difficultés rencontrées dans l'Aruwimi par l'avant-garde de l'expédition (7).

Le 1^{er} janvier 1897, la colonne Chaltin se dirige vers les monts Dirfi, à la ligne faitière Congo-Nil, où Dhanis avait prévu six mois plus tôt de rejoindre Chaltin. Le 25 janvier, un courrier de Dhanis propose qu'on l'attende à Rimo, à Ganda ou encore au pied du mont Korobé (8).

Chaltin poursuit sa marche et arrive le 1^{er} février au mont Korobé. Pas de nouvelle de Dhanis! Chaltin rejoint Bedden le 14 février. Ce jour-là, l'avant-garde de Dhanis se révoltait et massacrait la plupart de ses officiers. Le 17 février, la colonne Chaltin attaque victorieusement les Mahdistes à Redjaf. Le 18, elle entre dans la ville abandonnée par les vaincus. Le 26, elle occupe Lado. Toujours pas de nouvelle de Dhanis! Le 16 mars seulement, un courrier apprendra à Chaltin la révolte de l'avant-garde de l'expédition (9). Sans cette mutinerie, les troupes de l'Etat Indépendant du Congo seraient vraisemblablement arrivées les premières à Fachoda!

En ce qui concerne la révolte de l'expédition du Haut-Ituri, l'historien disposait jusqu'à ce jour de deux sources principales: 1) le témoignage du lieutenant Nicolas Verhellen (10), basé sur les notes de son carnet de route et intitulé *L'expédition Dhanis. Interview de M. le lieutenant Verhellen. Récit détaillé de la sédition de l'avant-garde de l'expédition du Haut-Ituri et du massacre de ses officiers* paru dans *l'Etoile Belge* à Bruxelles

le 31 juillet 1897 (11); 2) le témoignage du docteur Joseph Meyers rédigé en 1913 et intitulé *Le Prix d'un Empire* qui ne fut publié chez Charles Dessart à Bruxelles qu'en 1943 (12).

Le département des Affaires Etrangères, section des Archives Africaines possède un dossier groupant les papiers du major Henri Bodart. On y trouve deux témoignages inédits concernant la révolte des Batetela de 1897: 1) *Journal personnel de H. Bodart relatif à son expédition des Stanley Falls à Kilo du 12 octobre 1896 au 26 avril 1897* (un carnet manuscrit, 120 pages) (13); 2) *Ma participation à l'expédition du Haut-Ituri. Notes et renseignements du 12 octobre 1896 au 12 mai 1897. Extraits d'un journal personnel adressé au Gouverneur Général relatant les faits principaux ayant trait à la présence du capitaine-commandant de 2^e classe H. Bodart au corps expéditionnaire du Haut-Ituri* (N'Kutu, janvier 1898) (Minute manuscrite, 113 pages) (14).

Avant d'examiner la valeur de ces témoignages, nous retraceons brièvement les principales étapes de la carrière de son auteur.

Henri Louis Frédéric Adolphe BODART, fils de Frédéric Arsène BODART et de Zélie Henriette Thérèse MARCHAL, est né à Fromelennes, dans les Ardennes françaises, le 3 novembre 1859. Engagé, le 24 novembre 1873, au 9^e Régiment de Ligne, il est nommé caporal le 11 janvier 1876, sergent le 4 janvier 1877, sergent-fourrier le 11 décembre 1878, premier sergent le 21 février 1880, sergent-major le 18 octobre 1880 et sous-lieutenant par arrêté royal du 29 septembre 1883. Désigné pour le 14^e Régiment de Ligne par disposition ministérielle du 30 septembre 1883, il est mis en non-activité par mesure d'ordre par arrêté royal du 4 mars 1888 et rappelé à l'activité par arrêté royal du 2 octobre 1888. Il prend rang d'ancienneté à partir du 27 avril 1884 et est désigné pour le 1^{er} Régiment de Ligne par disposition ministérielle du 5 octobre 1888. Nommé lieutenant par arrêté royal du 21 juillet 1889, il est détaché provisoirement à l'Institut Cartographique Militaire par disposition ministérielle du 7 juillet 1893. Il est nommé, durant son séjour en Afrique, capitaine en second de 2^e classe par arrêté royal du 25 mars 1898 (15).

Henri Bodart est admis au service de l'Etat Indépendant du Congo et nommé lieutenant de la Force Publique le 25 juillet 1893 (16). Il s'embarque le même jour à Rotterdam sur le « Koningin Wilhelmina ». Arrivé à Boma le 17 août 1893, il est désigné, le 19 août, pour la résidence de Semio dans le Haut-Uele et part de Boma le 22 août. De Semio, il gagne Rafai, puis se dirige au Nord-Est sur Bakari, et revient à Semio en janvier 1894. Peu après, il tombe malade et rejoint le Bas. Le 1^{er} juin 1894, il se trouve à bord du « Ville d'Anvers », sur le fleuve Congo, à quelques heures de Léopoldville (17). Arrivé à Boma le 5 juillet, il prend le commandement de la compagnie d'instruction et de dépôt de Boma le 13 juillet. Il est nommé capitaine le 1^{er} octobre 1894 — avec prise de rang dans la hiérarchie à la date du 29 septembre 1893. Le 1^{er} mai 1895, il quitte Boma pour reprendre la direction du camp de Zambi, dans le Mayumbe. Il rejoint son nouveau poste le 27 mai. Mais une blessure accidentelle à un œil le contraint de rentrer à Boma le 7 août 1895. Il s'y embarque le 17 août pour Cabinda. Le 20 août, il monte à bord du « San Thomé » qui rejoint Lisbonne le 10 septembre. Henri Bodart doit ensuite subir en Belgique une intervention chirurgicale pour remédier à une perforation de la cornée (18).

Le 6 février 1896, le capitaine Bodart entame son second terme au service de l'Etat Indépendant du Congo et s'embarque à Anvers sur le « Léopoldville ». Arrivé à Boma le 28 février, il est désigné pour commander le camp d'instruction des Bangalas le 6 mars. Il quitte Boma le 9 du même mois. Le 7 avril, à Lukungu, il est atteint d'une fièvre bilieuse. Le 23 mai 1896, il arrive à Nouvelle-Anvers d'où il repart le 2 juin pour rejoindre le camp d'instruction d'Umangi le 5 juin. Sa désignation pour le district des Bangalas est confirmée le 11 juin 1896. Mais ce commandement sera de courte durée puisque le 19 août 1896, il est désigné par le Gouverneur Général Wahis pour le district des Stanley Falls et attaché, au début de septembre, à l'expédition du Haut-Ituri. Il quitte Umangi le 21 septembre et rejoint les Falls le 26 (19).

Le 12 octobre 1896, Bodart quitte la station des Falls à la tête d'une colonne de recrues pour gagner Avakubi, Kilonga Longa (Mawambi) et Irumu. Le 20 décembre 1896, il est nommé capitaine-commandant de 2^e classe et son traitement est porté à

8.000 F. Le 25 janvier 1897, il remonte la rive droite de l'Ituri et atteint Kilo le 5 février. Le 1^{er} mars, il reçoit l'Etoile de Service. A la suite du massacre de l'avant-garde de l'expédition par les Batetela, il reçoit, le 5 mars, l'ordre de se replier sur Ekwanga. Le 18 mars, il participe au combat d'Ekwanga et bat en retraite vers Avakubi. Un grave différend sur la conduite des opérations militaires l'oppose à ce moment au Vice-Gouverneur Général Baron Dhanis. Durant la retraite, le capitaine Bodart regrette devant ses compagnons que le commandant Julien n'ait pas donné aux troupes l'ordre de battre en retraite la veille du combat d'Ekwanga. Cette réflexion imprudente fait croire aux autres officiers qu'il a voulu les abandonner durant la nuit qui a précédé l'affaire d'Ekwanga! Le 2 ou le 3 avril, Bodart atteint Avakubi où il tombe malade. Puis il rejoint Basoko et atteint les Falls le 25 avril. Il redescend à Boma le 23 juin. Il cherche à justifier sa conduite durant l'expédition du Haut-Ituri auprès du Vice-Gouverneur Général Wangermée et se défend d'avoir jamais pensé à abandonner ses compagnons en présence des révoltés (20).

Le 30 juin 1897, le capitaine Bodart est désigné pour le district du Lac Léopold II. Il part de Boma le 1^{er} juillet 1897 et arrive à N'Kutu le 8 septembre. Il est désigné pour prendre le commandement du poste d'Inongo le 10 septembre. Il rejoint N'Kutu le 1^{er} novembre. Lors de son séjour dans ce poste, il rédige en janvier 1898 son rapport justificatif concernant sa participation à l'expédition du Haut-Ituri du 12 octobre 1896 au 12 mai 1897 (21).

Le 2 mars 1898, Henri Bodart adresse au Gouverneur Général Fuchs (22) son rapport accompagné de la lettre suivante:

Force Publique
Compagnie du Lac Léopold II

N'Kutu, le 2 mars 1898.

Monsieur le Gouverneur Général,

Jusqu'à ce jour je me suis tu par devoir et par un certain reste de générosité. Je ne suis pas loin de supposer que ce silence volontaire a été interprété diversement et qu'on en fait une arme, un argument contre moi. Ecœuré, démoralisé par l'injustice et l'humiliation, je me décide aujourd'hui à sortir du mutisme profond gardé jusqu'à ce jour non pour

crier grâce, Monsieur le Gouverneur Général, non pour tenter de vous apitoyer sur mon atroce situation, mais pour vous dire que ma culpabilité est si légère lors des événements de mars 1897, si fort équivoque si on songe aux circonstances atténuantes, qu'elle devient douteuse, surtout si je rappelle mes calculs et mes prévisions dont on n'a pas voulu tenir compte, les déceptions éprouvées, les souffrances endurées, la conduite de certains.

Si on me frappe trop rudement, il m'est bien permis de me défendre, voilà pourquoi j'insiste, Monsieur le Gouverneur Général, faisant état de mes agissements pendant les sombres événements auxquels je fus mêlé; si par devoir, « c'était l'intérêt de l'Etat », je me suis abstenu de commentaires, si par pitié, par générosité pour M. le Vice-Gouverneur Dhanis, je me suis tu, ne voulant pas l'accabler dans le malheur et l'infortune, à cette heure, ma réserve et ma courtoisie se tournent contre moi, car on m'écarte systématiquement de tout ce que je suis en droit d'attendre ou d'espérer. Je me vois donc dans l'obligation de venir protester près de vous, protestant fièrement, Monsieur le Gouverneur Général, contre l'opinion et l'appréciation que certains paraissent avoir, ici et en haut lieu, de cette conduite et de cette attitude.

En conséquence, Monsieur le Gouverneur Général, j'ai l'honneur de vous faire parvenir quelques extraits d'un journal personnel relatant les faits principaux ayant trait à ma présence au corps expéditionnaire du Haut-Ituri; dans ces feuilles, dès les premiers jours, vous y trouverez l'impression dominante, je ne m'en cache pas, beaucoup de pessimisme, malheureusement justifié par la suite des événements, mes remarques et mes observations n'étant jamais faites légèrement.

Le Capitaine-Commandant de 2^e classe

(sé) BODART (23)

Durant son séjour au district du Lac Léopold II, Bodart accompagne le Commissaire Général Jacques (24) dans sa reconnaissance de la Haute Lukenie. Celui-ci estime à cette époque que le capitaine Bodart « pourrait exercer n'importe quel commandement »; cependant, il le trouve « naturellement enclin à la critique ». Il souligne que « son caractère, ombrageux et aigri par les déconvenues, influe d'une façon pénible sur ses relations avec son entourage » (25).

Henri Bodart quitte N'Kutu le 4 septembre 1898 et rentre malade à Boma le 22 du même mois. Le Gouverneur Général Fuchs remarque dans ses notes biographiques qu'il est « actif », « intelligent » et « capable de bons services lorsqu'il est bien dirigé » (26). Le 22 septembre, Bodart est démissionné de son

grade et de ses fonctions pour cause de maladie. Il souffre alors d'un engorgement du foie et de rhumatismes chroniques. Le 23 septembre, il monte à bord du « Bruxellesville » et rentre en Belgique le 13 octobre 1898.

Le 6 avril 1899, Henri Bodart commence son troisième terme au service de l'Etat Indépendant du Congo en qualité de capitaine-commandant de 1^{re} classe (avec nomination en date du 1^{er} avril 1899). Son traitement est porté à 9 000 F. Il s'embarque le 6 avril à Anvers sur le « Léopoldville » et arrive à Boma le 26 avril. Il est désigné le lendemain pour commander le camp d'instruction de Yumbi. Il part de Boma le 11 mai et arrive à Léopoldville le 13 mai. Il gagne ensuite Lisala où il est désigné pour commander à titre intérimaire le corps de réserve du camp de Lisala à partir du 28 juillet 1899. Le 1^{er} septembre, son traitement est porté à 10 000 F (27).

Le 28 septembre 1899, il écrit une lettre au Vice-Gouverneur Général Wangermée où il sollicite en termes vifs son rapatriement immédiat en Belgique. En effet, il constate qu'il est dépassé dans l'ordre du Lion par des officiers moins anciens en service et moins élevés en grade à la Colonie comme dans la métropole (28). Le Vice-Gouverneur Général, outré du ton de la lettre, le rappelle à l'ordre. Le 28 novembre 1899, le commandant Bodart lui écrit à nouveau pour lui signaler qu'il n'a pas voulu le menacer de dévoiler ses déconvenues en Afrique. En effet, il se sent tenu par le secret professionnel en ce qui concerne les événements du Haut-Ituri (29).

Le 13 décembre 1899, le capitaine-commandant Bodart descend malade à Boma. Ses troubles oculaires empirent. Le 31 décembre 1899, il s'embarque à Boma sur l'« Anversville » et rentre définitivement en Belgique le 26 janvier 1900 (30).

Henri Bodart rentre au 1^{er} Régiment de Ligne le 23 mars 1900. Il est décoré de la médaille commémorative du règne de S.M. Léopold II par arrêté royal du 4 décembre 1905. Il est nommé Chevalier de l'Ordre de la Couronne par arrêté royal du 13 novembre 1913. Il est pensionné le 30 mars 1914 et est nommé capitaine-commandant de réserve le 4 mai 1914. Il est admis à reprendre du service en qualité de capitaine-commandant de réserve pour la durée de la guerre et désigné pour le corps de volontaires par disposition ministérielle du 19 août

1914. Il est pensionné définitivement le 6 avril 1915 et décoré de la Croix militaire de 1^{re} classe par arrêté royal du 25 février 1916. Nommé major d'infanterie à titre honoraire par arrêté royal du 10 juillet 1926, il décède à Gand le 4 janvier 1932 (31).

Examinons maintenant les deux témoignages inédits de H. Bodart concernant la révolte des Batetela de 1897. Trois remarques importantes sont à faire de prime abord. Tout d'abord, il faut souligner que le *Journal personnel de H. Bodart relatif à son expédition des Stanley Falls à Kilo du 12 octobre 1896 au 22 avril 1897* (un carnet manuscrit, 120 pages) (32) constitue en quelque sorte le brouillon de *Ma participation à l'expédition du Haut-Ituri. Notes et renseignements du 12 octobre 1896 au 12 mai 1897. Extraits d'un journal personnel adressé au Gouverneur Général relatant les faits principaux ayant trait à la présence du capitaine-commandant de 2^e classe H. Bodart au corps expéditionnaire du Haut-Ituri* (N'Kutu, janvier 1898) (Minute manuscrite, 113 pages) (33). En effet, après une lecture attentive du *Journal personnel* de H. Bodart, nous avons constaté que tous les événements qu'il y rapporte se retrouvent à peu près mot pour mot dans la version améliorée qu'il a intitulé *Ma participation à l'expédition du Haut-Ituri*.

En second lieu, il faut remarquer que le journal personnel original de Henri Bodart, où il écrivait ses remarques et ses impressions au jour le jour, a été perdu lors de la débâcle d'Ekwanga le 18 mars 1897 (34). « Si j'avais en ma possession, note le commandant Bodart en janvier 1898, certaines pages perdues là-bas en ces jours de rude épreuve, elles simplifieraient la tâche que je m'impose à cette heure, car parmi elles je retrouverais foule d'impressions, de détails de circonstance pris sur le vif, soit à l'étape, dans la forêt, soit dans les postes et les stations où nous devons forcément passer ou séjourner. Aujourd'hui ni dates, ni noms, j'ai perdu ou oublié le meilleur de mes souvenirs » (35). Néanmoins, Henri Bodart s'efforce au cours de cette nouvelle rédaction de retracer les événements tels qu'ils se sont déroulés quelques mois plus tôt. « Force, écrit-il, m'est de fournir ces notes telles quelles, ne voulant reproduire des impressions et des remarques personnelles un peu hasardées (*sic*), de là les hâchures et le décousu » (36).

Troisième remarque. Le commandant Bodart rédige ses notes dans le but de justifier son attitude durant les événements qui ont précédé et suivi directement le combat d'Ekwanga. En effet, le Vice-Gouverneur Général Baron Dhanis lui reproche d'avoir battu en retraite d'une façon précipitée d'Ekwanga vers Irumu et d'Irumu vers Mawambi. En outre, suite à certains propos tenus à la légère par Henri Bodart, certains Européens l'accusent d'avoir voulu quitter le camp pendant la nuit la veille de l'affaire d'Ekwanga.

Le commandant Bodart répond à ces accusations. Il dénonce avec amertume les intrigues, les potins et la tendance au dénigrement de certains milieux (37). Il relève les erreurs du commandant supérieur de l'expédition du Haut-Ituri. Toutefois, il évite de tomber dans la délation (38) et s'efforce de narrer les faits tels qu'ils se sont passés. Il se défend avec vigueur: « Jamais, écrit-il, on ne m'obligera à reconnaître, à avouer une vilénie dont un officier est incapable! Qu'on me brise, je ne marchandé pas avec ma conscience et ma fierté » (39). Il souligne qu'il ne veut accuser personne mais simplement réfuter l'exagération manifeste des faits mis à sa charge « dans quelque dossier secret confidentiel » (40). Mais il est temps de lui laisser maintenant la parole en présentant un résumé succinct de son récit.

II. LE TÉMOIGNAGE INÉDIT DU CAPITAINE-COMMANDANT H. BODART CONCERNANT L'EXPÉDITION DU HAUT-ITURI

A la fin du mois d'août 1896, le capitaine Bodart reçoit des instructions de Boma lui enjoignant de remettre le commandement du camp d'Umangi, dans le district de Nouvelle-Anvers, au capitaine-commandant Wilverth (41). Henri Bodart considère cette relève comme une « mesure disciplinaire », un « affront aussi injuste qu'inutile » (42).

Au commencement de septembre 1896, lors du voyage d'inspection du Gouverneur Général Wahis (43), il est désigné pour être attaché à l'expédition du Haut-Ituri. Quelques jours plus tard, il quitte le camp d'Umangi et rejoint le district des Stanley Falls pour se mettre à la disposition du Vice-Gouverneur Général Dhanis (44). Il arrive aux Falls le 26 septembre. Il y trouve Dhanis, entouré de quelques officiers et sous-officiers, peu de troupes régulières et beaucoup d'auxiliaires (surtout des Bango-Bango). « Les effectifs rassemblés à ce point, note Henri Bodart, n'avaient rien de remarquable comme instruction. Nouvellement équipés et vus à distance, ils pouvaient faire illusion et produire assez bon effet... Lorsque les troupes avaient pris contact avec les Européens chargés de leur commandement, on formait un détachement. Dire que nos troupes connaissaient leurs chefs est certainement exagéré. Tout au plus, si au départ, reconnaissaient-ils ceux-ci, le voyage et les étapes en commun devant seulement par la suite combler cette lacune » (45).

La veille du départ, on remit à chaque homme des armes, des munitions, dix kg de riz et des pièces de cotonnades devant servir d'étoffes de troc pour éviter la création de dépôts de vivres. Le commandement estimait qu'on pourrait se ravitailler dans les campements arabes et les nombreux villages indigènes échelonnés sur la route.

Le jour du départ, le 12 octobre 1896, dès l'aube, la colonne se mettait en route. « En avant pour Khartoum! A la grâce de

Dieu et du hasard » (46). Le capitaine Bodart, en voyant partir plusieurs détachements, entrevoyait déjà vaguement qu'on courait au devant d'une catastrophe!

On se trouvait alors en pleine saison des pluies. La route à suivre était composée de collines escarpées au sol argileux, de marais et de bas fonds où les hommes devaient patauger durant des heures. Il fallait traverser en pirogue ou en radeau de larges rivières — la Tchopo, la Lindi — dont le débit avait doublé par suite des pluies torrentielles. Les gués étaient impraticables. « Je ne cite que pour mémoire les bains forcés, les étapes dans la fange, les ondées subites et journalières, le alertes lors du passage dans des contrées réputées peu sûres » (47).

Entre la station des Falls et le poste de Kilinga, Bodart parvient à se procurer quelques vivres (maïs vert, riz trié, bananes et poules). Il n'y avait pas de gibier. Cependant, les rivières étaient poissonneuses, mais les soldats n'avaient ni pièges, ni filets à leur disposition. Dans les quelques minuscules villages ou campements arabes, on ne trouvait ni chèvres, ni poules. Le ravitaillement faisait défaut par suite du passage de nombreux détachements vers le Nord, du maraudage effectué par les porteurs, les boys et les femmes et de l'annonce de l'arrivée prochaine de Fimbo Mingui (M. Dhanis) — les chefs de villages étant désireux d'offrir à ce dernier les cadeaux traditionnels en vivres de choix. Après plus de 30 jours de marche, depuis les Falls jusqu'à Avakubi, Bodart n'arrive à trouver qu'une douzaine de petites poules maigres. En outre, certains agents européens peu expérimentés avaient malmené des nyamparas, chargés de la direction de quelques petits défrichements nouvellement créés; ceux-ci s'efforçaient du reste, vu la proximité d'un poste de l'Etat, de cacher l'importance de leurs plantations pour éviter de devoir livrer trop de vivres. En dépit des ordres donnés en prévision du passage des colonnes, on ne constatait aucune extension des cultures. « Inutile de parler de l'hostilité sourde qui persistera longtemps encore à l'égard de l'Européen en général et contre les agents de l'Etat en particulier! » (48).

La route de l'expédition n'avait donc été reconnue que de façon superficielle. Les détachements de passage pouvaient tout au plus se ravitailler tant bien que mal dans les stations de l'Etat le long de l'Ituri. Là aussi rien n'avait été prévu pour

garnir sérieusement les magasins. Partout les vivres manquaient!

Au départ des Falls, chaque Européen avait reçu une caisse de vivres, 1 dame-jeanne de vin de 10 litres, un photophore, 6 kg de farine et un ballot d'étoffes ordinaires destinées au troc de vivres en cas d'imprévu!

Le cadre indigène était absolument insuffisant et sans ascendant sur la troupe par suite de son manque d'instruction. Si quelques rares soldats ayant déjà fait la guerre étaient de vrais sujets d'élite qui montrèrent plus tard leur intrépidité au feu, si les indigènes de l'Itimbiri, les Likwangula, possédaient des aptitudes militaires et témoignaient d'une grande fidélité envers les Blancs, toutes les troupes faisant partie de l'expédition étaient loin d'avoir la même valeur: l'instruction avait souvent été négligée — certains soldats n'avaient jamais vu un Albini.

Le capitaine Bodart était parti avec une cinquantaine de soldats incorporés douze jours avant le départ! Ceux-ci n'avaient jamais tiré un coup de fusil! Il disposait d'un caporal sénégalais à moitié fou dont personne n'avait voulu! En route, au commencement de décembre, une trentaine de soldats indigènes furent incorporés dans son détachement. Néanmoins, ses recrues devaient se comporter relativement bien à Ekwanga et lui rester fidèles au milieu des plus rudes épreuves.

« En général, et à peu d'exceptions, note Henri Bodart, le soldat noir aime se battre sous les ordres du chef qu'il a appris à connaître surtout lorsque celui-ci donne l'exemple au feu, s'il est tolérant pour une irrégularité parfois légère, et surtout s'il se montre indulgent à bon escient. Lors des différends entre races opposées, trancher vivement, châtier impartialement! N'employer le fouet que très rarement et seulement comme stimulant de l'amour-propre. Ne jamais brutaliser le cadre fût-il d'une insoumission absolue. Eviter soigneusement le moindre geste offensant même à l'adresse du plus obscur caporal. En route, soigner vos gens malades ou blessés, voir aussi les femmes et les enfants si vous pouvez. Ces procédés vous attacheront le personnel sous vos ordres, même les étrangers » (49).

Le capitaine Bodart remarque que beaucoup de soldats n'aiment pas le combat défensif et répugnent à s'enfermer dans une zériba ou toute autre enceinte fortifiée. Il préfèrent le combat offensif sous bois. Il souligne que la composition des con-

tingents et des colonnes décidée aux Falls l'avait inquiété car, depuis la révolte de Luluabourg, il se méfiait des Batetela et des autres tribus de leur région. Il avait pu observer de près, au camp de Zambi, « l'esprit de classe ou de race, l'indiscipline, l'irascibilité de cette belle race » (50); il avait prudemment fait part de ses craintes au Vice-Gouverneur Général Dhanis, le lendemain de son arrivée au Falls bien que « le sachant trop personnel, trop arrêté en ses vues, ses projets et ses décisions » (51). Mais le chef de l'expédition du Haut-Ituri témoignait de la confiance la plus absolue envers les Batetela dont il appréciait le courage et la valeur réellement remarquables. « Rappelant les origines de la sédition de Luluabourg, les causes réelles ainsi qu'on les commente ici, il ajouta qu'il parviendrait peut-être à ramener les mutins à nous si, se trouvant dans leur région, il pouvait les prévenir de ses intentions, disant même qu'il n'en doutait pas! » (52).

« J'avoue, écrit Henri Bodart, que cette glorieuse présomption tant soit peu mêlée de naïveté me parut si extraordinaire qu'elle m'ahurit quelque peu d'autant plus, je l'avoue franchement maintenant que je ne connaissais nullement mon chef si ce n'était par le bruit fait en Belgique autour de son nom et de la campagne arabe. Je l'écoutais alors très attentivement, voulant avoir quelque notion de la valeur de ses principes, de ses idées et de ses vues. Cette folle confiance me parut si étrange alors car j'avais déjà compris et constaté que bien des détails importants d'organisation étaient quelque peu en contradiction avec tout ce que j'avais pu étudier ou observer en Belgique comme aussi dans les bouquins que songeant à cette belle confiance, à cette fragilité de vues présidant à des destinées inconnues et importantes, déconcerté par ce mélange de naïveté et de suffisance, je restai stupéfait, me gardant toutefois de laisser paraître ou deviner l'agitation de mes pensées » (53).

M. Dhanis regrettait l'absence en ces jours difficiles de ses vieux compagnons absents ou disparus les Ponthier (54), de Wouters (55), Lothaire (56), Doorme (57), Hambursin (58), et se plaignait de ce que son entourage immédiat ne lui était que d'un recours médiocre.

Après avoir traversé la Tchopo, Bodart entre en pays hostile. Le terrain est accidenté, coupé de fourrés inextricables et de nom-

breux ruisseaux coulant au fond de ravins étroits au fond desquels des porteurs roulaient de temps à autre avec leurs charges!

« L'Urumbui! tel est le nom de ce maudit pays; les gens y sont aussi sauvages et aussi inhospitaliers que les halliers qui les abritent! Malheur à l'homme isolé! La petite flèche empoisonnée, atrocement barbelée, a vite fait de changer en une minute l'être le plus vigoureux en un cadavre rigide! Les nombreux débris d'ossements rencontrés par ces routes de lancinante mémoire, les lambeaux d'uniforme gisant à côté ou non loin de ces restes en disaient long sur les us et coutumes de ces féroces sylvains de la première conquête! » (59).

Le sol était formé d'une couche d'argile épaisse et rougeâtre crevée à certains endroits par les premières assises du roc. L'humidité des sous-bois rendait les sentiers très glissants. Toutefois, de nombreuses petites entailles pratiquées par les indigènes couraient le long des sentiers en corniche. On marchait à la file indienne en cherchant à éviter les faux pas.

Les rares postes arabes situés le long de cette route étaient chargés de l'organisation du portage. Mais ils n'étaient pas parvenus à se concilier les natifs. Pour fournir les porteurs aux Blancs de passage, les auxiliaires devaient faire irruption dans les villages de la région, ligoter les habitants qui n'avaient pas eu le temps de s'enfuir et les ramener au campement. Ces opérations ne se faisaient pas sans pertes: de part et d'autre, de nombreux hommes restaient sur le carreau!

« Une fois entre nos mains, note Henri Bodart, il fallait user de vigilance et redoubler de surveillance pour empêcher les porteurs ainsi racolés de s'éclipser; souvent, lorsque la distance entre les deux relais n'était pas excessive, un nyampara du poste accompagnait les charges de chaque caravane, bien entendu lorsque les porteurs connaissaient depuis quelque temps leur conducteur. Alors il y avait chance de voir arriver tous les bagages à l'étape. C'était l'exception! Généralement, voici ce qui se passait. Corde au cou, les porteurs passaient la nuit dans une hutte sous la surveillance de trois ou quatre sentinelles — celles-ci chargées d'empêcher les évasions toujours très nombreuses. Le matin, dès l'aube, suivant la force de chacun, on faisait la répartition des charges; un soldat responsable de l'homme et du colis était attaché à chacun des porteurs. Ce soldat devait

donc arriver à l'étape, convoyant le porteur et la charge; si, profitant de la distraction de son surveillant, le porteur parvenait à s'enfuir en abandonnant son fardeau, le cornac devait le charrier jusqu'au campement du jour; nos gens pouvaient naturellement prendre toutes les précautions usitées en circonstance, en usage ici, pour éviter des désertions et la corvée inévitable leur incombant de ce chef; généralement, ils se contentaient de lier dextrement l'homme à la charge tout en le tenant en laisse; défense rigoureuse de brutaliser ou de malmener ces gens. Malgré ces précautions, journellement, nombre de natifs parvenaient encore à s'enfuir! Excités par le mauvais tour que les bassendjis leur jouaient, nos gens poursuivaient ces fugitifs sous bois, parvenant parfois à les rattraper: souvent, toujours à notre insu, les fuyards ont été malmenés après l'insuccès de leur tentative, nos soldats, je dois l'avouer, ignorant les sentiments d'humanité. Les boursouflures, les plaies dont les coupables revenaient couverts, prouvaient suffisamment que les menaces et les corrections ne peuvent de sitôt changer le moral, la sauvagerie, la férocité de la brute sommeillant toujours, jamais vaincue » (60).

Une immense kyrielle de femmes et de boys accompagnait le détachement. Sous-bois, la colonne s'allongeait dès lors indéfiniment. La surveillance des porteurs s'avérait difficile. Toutefois, grâce aux précautions prises, la marche était assez régulière. Certains faits regrettables se passaient néanmoins.

« Certain jour, en route, écrit Henri Bodart, j'entends des coups de feu à la tête et en queue de la colonne. M'étant informé du motif de cette pétarade insolite, j'appris que les soldats avaient tiré sur des porteurs en fuite et que trois de ces misérables étaient tués! Ceci me parut très naturel de la part de mes sauvages à peine dégrossis. Evidemment je fis donner le fouet aux coupables — était-ce suffisant? —, avertissant mes gens et les auteurs de ces abominations que je les pendrais haut et court à la première occasion ainsi que le premier qui tenterait encore d'éprouver la justesse de son fusil sur ces pauvres diables. J'ai rendu compte de ces faits regrettables au chef de poste le plus voisin. Impossible de songer à nourrir ces misérables! Nos gens manquaient déjà de vivres. Les Arabes qui les occupaient ne les soignaient pas. Très souvent ces misérables devaient marcher deux ou trois jours en n'ayant pas même de pieds de bananes,

une racine à ronger pour tromper la faim qui les dévorait » (61).

Le capitaine Bodart se voit ainsi dans l'obligation, au cours du trajet de Kilinga à Kapamba, d'abandonner beaucoup de charges de service par suite du manque de porteurs. Toutefois, il est vraisemblable qu'elles arrivèrent par la suite car on ne lui fit jamais aucun reproche à ce sujet.

Henri Bodart se demande alors pourquoi on fait suivre à l'expédition la route du Nord-Est au lieu d'emprunter la route Avakubi-M'Bélie et, ensuite, la voie de l'Uele. Il se souvient que le regretté lieutenant In de Betou (62) avait été chargé d'une mission dans cette région vraisemblablement en vue de reconnaître cette route. « Je me demande sans cesse, il est vrai que c'est à peine inutile de se mettre martel en tête, pourquoi n'a-t-on pas emprunté la voie de l'Uellé ou tout au moins n'a-t-on pas expédié le matériel de guerre et le ravitaillement par là, certainement une partie de ces impedimenta. A-t-on voulu simplement créer une nouvelle voie d'opérations, alors le passage du Mont Cenis par l'armée de Bonaparte n'était que jeu d'enfants près de ce que nous allions tenter? A-t-on craint d'empiéter sur les moyens d'action mis en œuvre par Monsieur le Commissaire général Chaltin (63)? A-t-on voulu éviter des tiraillements, des protestations, un conflit entre les deux commandants de colonnes? La voie M'Bélie restait ouverte; celle-là était relativement bien supérieure à celle que nous empruntions. A ce sujet, en septembre 1896, j'ai entendu feu le commandant Lange (64) revenant d'une reconnaissance vers là (*sic*); il était absolument convaincu » (65).

Henri Bodart s'interroge aussi sur la mission du commandant Leroi (66): « Qu'est venu faire M. le Commandant Leroi à l'expédition du Haut-Ituri, arrivant avec des instructions particulières qu'il ne communique à personne? Elles devaient être très importantes, car contrairement aux ordres donnés par le Commandant en chef, M. Leroi ne s'arrête pas à Tamara où la concentration momentanée des divers échelons de la colonne devait s'opérer! Pourquoi cette vertigineuse course au clocher vers Lado — et nullement justifiée? Sans doute pour rejoindre plus rapidement la colonne Chaltin, prendre le commandement des deux troupes, puis marcher précipitamment vers Lado sans

attendre le gros, s'emparer de ce point, y installer les gens de l'Etat... attachant ainsi une belle plume à son chapeau! Il est mort, le brave garçon! Il est mort, emportant son secret avec lui. Dieu lui pardonne, le pauvre! » (67).

Selon Bodart, l'entente entre le Vice-Gouverneur Général Dhanis et le commandant Leroi était loin d'être parfaite: aux Falls déjà, une sourde animosité paraissait régner entre les deux chefs. Par la suite, certains ont reproché au commandant Leroi d'avoir donné l'ordre aux femmes et aux boys encombrant les colonnes de rester en arrière, mais il faut reconnaître que les femmes de l'avant-garde incitaient les soldats à la révolte. Henri Bodart remarque que dans certaines régions, les officiers de l'Etat ne toléraient pas la présence de femmes indigènes dans les colonnes. On fermait plus ou moins les yeux sur la présence de quelques rôdeuses irrégulières. « Pas de bouches inutiles, c'est ce qui a été compris et appliqué aux contingents de l'Uellé grâce aux sages prévisions du distingué Commissaire Général Chaltin dirigeant alors les opérations vers Redjaf. Un blanc pour 80 ou 100 hommes, 8 ou 10 femmes par détachement » (68).

Le capitaine Bodart regrette que le Vice-Gouverneur Général n'ait pas profité du grand ascendant dont il jouissait, lors du rassemblement des troupes aux Falls, pour avertir les soldats de la nécessité où on était de se séparer momentanément des femmes. Ces dernières auraient pu rejoindre l'expédition à Dungu, à Lado ou au camp que l'on projetait d'établir sur le Kibali. Certes, il y aurait eu des protestations surtout parmi les contingents provenant de la zone arabe. Mais en fournissant aux ménagères la nourriture et une légère indemnité, on aurait pu aboutir à un compromis donnant satisfaction à tous. En outre, la présence des femmes à l'arrière aurait peut-être empêché la révolte des soldats. On a préféré laisser certains soldats traîner quatre ou cinq femmes, autant de boys, et, en outre, des cohortes de boyesses et d'enfants. « Lors des appels, j'ai souvent constaté les ennuis que provoquaient la présence de ces hordes. Impossible d'en vérifier le nombre et de contrôler, car les irréguliers se cachaient dès que notre présence était signalée, les soldats s'avertissant mutuellement de notre arrivée lors des recherches. En route, les soldats finissaient par se grouper par nationalités, voyageant à leur aise en compagnie de leurs nombreuses épouses et des suivantes de

ces dames, celles-ci portant toutes les nippes constituant le modeste avoir de la communauté. Tous ces groupes étaient entremêlés sur le sentier, s'arrêtant quand bon leur semblait, prolongeant les haltes à plaisir, très rétifs sitôt que pour une cause quelconque on devait requérir un homme parmi eux (charge en souffrance, malade à porter, etc.) » (69).

Le capitaine Bodart ne manquait pas de sévir lorsqu'il constatait des abus. Mais, lorsque les détachements arrivaient au lieu de campement, femmes et boys partaient en maraude, traversaient les plantations, foulaient le riz non encore mûr, abattaient les bananiers dont les régimes n'étaient pas encore comestibles, déterraient le manioc trop jeune, volaient les poules et commettaient de multiples dégâts. La discipline souffrait énormément de cet état de choses.

Au fur et mesure que l'expédition s'enfonce vers le Nord, ses membres constatent que le manque de vivres s'accroît. « Si le commandant supérieur de l'expédition du Haut-Ituri, remarque Henri Bodart, avait quelque peu consulté ou étudié le récit des voyages de Stanley, les rapports de l'expédition VKH, il ne se serait pas aventuré aussi légèrement dans une contrée excessivement accidentée, inconnue et hostile. S'il avait calqué sa conduite sur celle des chefs de certaines expéditions étrangères, prenant au besoin exemple chez nos maîtres en matière du genre, ces Messieurs les Anglais, nul doute que bien des facteurs de désorganisation eussent été prévus et éliminés à temps » (70).

La fidélité des auxiliaires, chargés du transport des ballots et des charges des Européens, paraissait sujette à caution: en effet, on trouvait parmi eux des hommes dangereux dont M. Dhanis voulait débarrasser la zone arabe. Ces auxiliaires devaient du reste compter sur le bon vouloir des indigènes. Or les populations localisées près des sources et des premiers affluents de l'Ituri étaient franchement hostiles. Les auxiliaires — Arabisés ou indigènes — étaient chargés du portage et du ravitaillement en vivres; mais, dans les régions de l'Ituri, porteurs et vivres faisaient, comme on l'a vu, depuis longtemps défaut. Déjà, à Avakubi, on constata que beaucoup de colis étaient fort avariés par suite de l'humidité qui pourrissait le contenu des caisses et des ballots de vivres et d'étoffes.

A la fin du mois d'octobre 1896, le capitaine Bodart passe au poste provisoire de Kandole, occupé par le sous-lieutenant Tilmont (71). Le 1^{er} novembre, il prononce des paroles prophétiques, lors d'une rasade offerte par le chef de poste: « A la santé des camarades de l'avant-garde, à la santé de ceux que nous ne reverrons jamais! » (72).

Henri Bodart, de Kilonga Longa (Mawambi) à Irumu, fait plus de 50 heures de marche en 12 étapes. Il ne rencontre pas une patate, un épi de maïs, une racine de manioc! Il n'existe pas un seul défrichement entre ces deux centres. Le poste d'Epulu vient seulement d'être réoccupé par des auxiliaires. La famine fait son apparition. « Nos hommes ont beaucoup souffert de la faim. Que doit-il en être des misérables porteurs? L'auxiliaire principal de la Lindi, Aluta, en a fourni des centaines, faisant le portage entre Avakubi et Kilonga. Combien ont pu rejoindre leur pays? Journallement, entre Kilonga Longa et Irumu, nous rencontrions 7 à 8 cadavres étendus le long du sentier; les abords des campements étaient souillés par les débris humains et les corps en putréfaction; il fallait même aller loin pour trouver (de) l'eau non contaminée par ces horreurs! Dans les huttes, que les porteurs et nos hommes improvisaient le soir pour les abandonner le matin, plusieurs fois, j'ai vu des cadavres sous un de ces abris, les corps dans la position où la mort était venue les prendre, étendus à côté des débris et des cendres du petit feu près duquel en général les Noirs se couchent pour dormir et atténuer les effets de la trop grande fraîcheur de la nuit. C'était affreux, car chaque jour le même spectacle se représentait: les crânes gisaient généralement intacts, éparpillés un peu partout. Cette sinistre rencontre n'avait rien d'agréable. Je signale ce que nous remarquions, passant sous silence les odeurs pestilentielles surprises trop souvent au passage et caractéristiques aux débris humains en décomposition! Jamais je n'ai eu le courage de faire un pas vers le sous-bois pour reconnaître l'origine de ces poisons, l'essaim de grosses mouches, la direction de leur envol m'en disaient assez! Parfois l'agitation des broussailles brusquement écartées par le passage d'un corps signalait la présence des fauves occupés à quelque besogne répugnante et dérangés par le passage de la colonne » (73).

De nombreux carnassiers rôdaient sur la route et surtout aux abords des campements. La nuit, on entendait des vociférations et des coups de feu isolés signalant la présence d'un léopard.

Le 20 décembre 1896, Henri Bodart atteint Irumu, station située sur l'Ituri supérieur. Les magasins de vivres sont à peu près vides. Les rares caisses et ballots parvenus jusque là sont dans un état lamentable! Les maigres ressources dont disposent les soldats sont rapidement épuisées. Affamés, ces pauvres hères en viennent à piller les agglomérations situées à quelques lieues de la station. Le capitaine Bodart place des postes militaires pour protéger du pillage Kavalli et le village arabe situé sur la rive droite où l'on attendait l'arrivée prochaine du gros de la colonne Dhanis formé de 1 700 à 1 800 personnes. Malgré ces précautions, des maraudeurs traversaient la rivière en amont ou en aval pendant la nuit. Beaucoup périrent noyés dans les tourbillons de l'Ituri ou dévorés par les crocodiles.

Dès la fin de décembre 1896, Henri Bodart, se conformant aux instructions du chef de l'expédition, après avoir donné quelques jours de repos à ses hommes affamés et vêtus de cotonnades en loques, fait commencer le défrichement des abords de la station. Affaiblis par deux mois de marche pénible, gradés et soldats indigènes étaient de connivence pour dérouter la surveillance du cadre européen et travailler le moins possible. Bodart redouble d'attention et prescrit à ses officiers et sous-officiers une surveillance active. Il cherche à acheter des vivres (maïs et manioc) dans les localités de l'Est, mais ne parvient à en acquérir que fort peu. « La maigre récolte de haricots de la station, parcimonieusement répartie et précieusement ménagée fut uniquement réservée pour les Européens de la colonne. Ces précieux féculents nous furent d'un excellent appoint, compensant quelque peu la pauvreté du régime d'entraînement qui venait de nous être imposé et qu'il fallait reprendre incessamment. Pendant les premiers jours de janvier, quelques petites chèvres maigres venant de Kavalli parvinrent au poste, quelques paniers de farine de banane et 2 ou 3 kilos de sel indigène. Inutile de dire si ces chétives provisions furent les bienvenues, surtout le sel! Ce secours opportun permit alors de répartir journallement une biquette entre les dix agents alors réunis à Irumu! Les rations

n'étaient guère volumineuses. Inutile de le signaler, je crois » (74).

L'insuffisance du ravitaillement avait des répercussions sur le moral des Européens: les caractères s'aigrissaient, les discussions futiles dégénéraient en disputes!

M. Dhanis, ayant appris les graves difficultés rencontrées par les détachements qui empruntaient la route de Kilinga à Kapamba, résolut d'ouvrir une voie nouvelle plus praticable. Ses auxiliaires taillent à travers la brousse et améliorent les sentiers utilisables. Vers le 8 ou le 10 janvier 1897, l'avant-garde du gros de la colonne Dhanis, escortant quantité de coffres et de caisses de différents modèles, atteint Irumu. Le personnel de couleur, fort bien stylé et formé principalement de Zanzibarites et de Bakusu, jouissait de la confiance du commandant de l'expédition et se montrait très insolent à l'égard des agents subalternes; il écoutait les bavardages et les récriminations de toute nature pour en faire rapport à M. Dhanis.

Henri Bodart remarque que la présence d'une suite nombreuse s'impose au Maniema. Lors des réceptions et des entrées triomphales chez les Arabes, la présence de femmes semble indispensable pour égayer les fêtes. Le train habituel de la maison du chef de l'expédition comprenait quinze ou seize charmantes jeunes personnes triées sur le volet. Ces dernières toisaient insolemment la plupart des Européens. « Ici, note Bodart, femmes, maîtresses ou concubines ont même signification, même valeur » (75).

Henri Bodart voit avec étonnement l'arrivée à Irumu d'une de ces dames, enveloppée de couvertures de laine rouge et d'étoffes de soie sanguine, portée sur des hamacs par une douzaine d'hommes, et entourée d'une longue file de chanteurs, de musiciens et de griots soufflant dans des trompes et des flûtes criardes aux sons aigres ou frappant sur des tambours, des tambourins et des gongs aux sourdes et puissantes vibrations! « Dans le cortège de cette nouvelle reine de Saba, je remarquai cinq superbes colosses, comme on en rencontre encore aux bords de l'Itimbiri et en maints cantons de l'immense territoire de l'Etat; ceux-ci portaient le tatouage des Likwangula; ils étaient originaires du pays compris entre Ibembo et Bumba; excellents soldats d'une fidélité et d'un courage éprouvés, ces géants étaient spécialement

attachés pendant les marches au service de la noble personne que je venais de (voir) passer, lui formant son escorte, sa garde particulière. Après la litière suivait le défilé des charges personnelles de la grande dame, les malles transportées par deux ou trois porteurs, s.v.p., celles-ci espacées ou entremêlées parmi les conducteurs de chèvres, porteurs de paniers de riz, de poules, etc. etc. lui appartenant en propre » (76).

Une heure plus tard, le commandant en chef de l'expédition atteint à son tour Irumu. « Je le vis arriver presque seul, suivi par des femmes et beaucoup d'auxiliaires, ceux-ci tirant force coups de fusils, les femmes jetant des poignées de riz. Le commandant supérieur en avait jusque dans ses bottes: c'est la façon d'acclamer ici les gens titrés... Les Européens venaient derrière. Inutile de dire que je revis avec le plus grand plaisir tous ceux que je connaissais » (77).

M. Dhanis passe ensuite en revue les troupes rangées le long de la rive de l'Ituri. Il autorise ensuite tout le monde de prendre à discrétion de la nourriture dans les champs entourant le village arabe situé sur l'autre rive en face de la station. Ce fut la ruée sur les trois pirogues dont on disposait. « Nuit et jour le transbordement continuait, la pleine lune favorisant la manœuvre des embarcations comme aussi les recherches des centaines de grappilleurs restés dans les champs; plusieurs fois, les pirogues trop chargées chavirèrent et nombre de ces malheureux périrent! Combien, je l'ignore? les lamentations des femmes nous signalant seulement chaque matin les nouvelles victimes que la mort venait de faire. Il y avait trop de monde pour songer à s'enquérir des disparus; pour nous, les auxiliaires et leurs gens ne comptaient pas, cet égoïsme féroce, cette insouciance à leur égard n'avaient rien que de très naturel! Quelques-uns des leurs sont aussi restés dans les gouffres et les tourbillons de l'Ituri » (78).

Pour pallier le manque de vivres, M. Dhanis fait reprendre les défrichements autour de la station et envoie des détachements chasser dans les endroits giboyeux de la forêt. Cependant, le ravitaillement de la station reste insuffisant. Henri Bodart réclame vertement des vivres à Kandolo, le chef des auxiliaires du village. Celui-ci se plaint au commandant de l'expédition, prétendant en outre que Bodart l'a menacé de coups de bâton.

M. Dhanis fait alors des reproches à Bodart qui préfère passer sous silence les termes de cet entretien. Toutefois, le même jour, Kandolo fournit une centaine de paniers de riz décortiqué, de farine de maïs, d'arachides et de haricots ainsi qu'une quinzaine de chèvres et des poules.

Irumu se trouve au carrefour de deux routes. Celle de droite passe à proximité de Kavalli dans une région hostile où des vivres existent en quantité. L'autre route, à l'Ouest, longe la rive droite de l'Ituri vers le Nord jusqu'à Ekwanga. A cet endroit, on peut franchir la rivière à gué sans aucune difficulté. A 16 heures de marche de ce gué se trouve Kilo, « localité sans importance traversée par l'avant-garde et d'où nous rétrogradâmes quelques jours après que la certitude du massacre des Européens de la colonne Mathieu (79) nous y fut acquise » (80).

Le 25 janvier 1897, Bodart part d'Irumu avec sa petite colonne pour remonter la rive droite de l'Ituri, c'est-à-dire suivre la route Ekwanga-Kilo empruntée quelques mois avant par feu le lieutenant Docquier (81) pour reconnaître la région Nord-Est. Le capitaine Bodart est accompagné du lieutenant Derclaye (82). Il n'a pas obtenu de porteurs pour les bagages de son détachement. Ses hommes doivent donc transporter eux-mêmes toutes les charges. En outre, il n'a reçu qu'un ballot d'étoffes! « La situation s'assombrissait car déjà nous savions que le pillage seul procurerait à peine les vivres nécessaires aux colonnes en marche, naturellement bien au détriment de l'avenir » (83).

La colonne Bodart arrive à Kilo le 5 février 1897. Elle y trouve l'auxiliaire bakusu Lubilinga installé avec son personnel dans des huttes provisoires. Vers le 8 ou le 10 février, Henri Bodart reçoit l'ordre d'établir une station. Le lieutenant Derclaye en surveille l'exécution malgré le manque de cadre et de vivres. Tous les trois jours, les soldats partaient en razzia! Ce genre d'expédition avec des troupes inexpérimentées n'arrangeait rien en ce qui concerne le maintien de la discipline. Les hommes étaient éreintés, affamés et indisciplinés! On devait utiliser des moyens de coercition pour leur imposer silence! Joignez y « les plaintes, les récriminations des femmes et des enfants, l'excitation, des menées sourdes des Arabisés, quelques ordres maladroits ou exécutés trop intempestivement, le surmenage, la

disette, etc. etc., vous connaîtrez une partie de l'origine et plus certainement les causes primordiales de la révolte des troupes de l'avant-garde de l'expédition du Haut-Ituri (en) 1897! » (84).

Les soldats arrivaient en retard aux rassemblements, s'enfuyaient dans les herbes, discutaient les ordres sans manquer d'exposer leurs griefs: « Oui, me disaient-ils, les soldats de Fimbo Mingui — M. Dhanis — sont mieux habillés que nous; ils ne portent pas les charges; on ne les fait pas travailler comme nous! » (85).

Il était vrai que le Commandant de l'expédition du Haut-Ituri était entouré d'une sorte de garde prétorienne formée d'anciens soldats aguerris, Likwangula, Zanzibarites, gens de la Côte, encadrés par l'élite des sous-officiers noirs. « Cette troupe, "la garde", était peut-être un peu mieux surveillée que le vague ramassis qui me suivait! Jalousie d'hommes et de corps... je ne puis préciser. Seul et trop occupé avec mes braves pilous bangelima, je n'ai pas fait plus attention à ces gens qu'à d'autres. Ont-ils reçu des étoffes ou des distributions extraordinaires? Mes hommes l'ont-ils appris? Les autres se sont-ils vantés de ces largesses? Impossible (à) discerner » (86). Le seul grief valable était que les soldats de l'escorte ne devaient pas porter les bagages de M. Dhanis et des gens de sa suite. Cependant, entre Ufumia et Kavalli, le Commandant de l'expédition dut utiliser la force pour recruter des porteurs. Les auxiliaires lui ramenèrent, outre des prisonnières, quelques têtes de gros bétail et des chèvres.

« L'hostilité que les gens nous témoignaient dès Ufumia, note Henri Bodart, s'explique parfaitement car de tout temps les populations de ces régions ont été raziées ou malmenées par les Européens! Lorsque les provinces équatoriales étaient occupées par les Egyptiens, les vivres étaient peu abondants vers Wadelaï et les régions soumises en dépendant, les soldats soudanais y ayant enlevé tout le bétail et les chèvres. Pour nourrir son nombreux personnel et l'innombrable armée de femmes, boys, esclaves, etc. etc. triplant ou quintuplant ses effectifs déjà élevés, Emin (87) (le gouverneur khédival) dut prescrire des expéditions de ravitaillement dirigées principalement vers la région que nos colonnes doivent traverser plus tard. Réfugiés dans leurs montagnes, les naturels d'Ufumia, Kavalli, Mamula

Pagna, Kilo, etc. etc. ont été traqués et pourchassés sans trêve ni répit; leurs provisions de grains, leurs troupeaux de chèvres et de bœufs, tout leur a été enlevé à maintes reprises par les réguliers, les fonctionnaires, officiers et autres dirigeant ce genre d'opérations! On tuait les hommes, on emmenait les femmes et les enfants prisonniers, on brûlait les huttes, puis pour finir, en guise d'adieu, on ravageait les magnifiques plantations entourant les villages de ces belles populations. Plus tard, Stanley (88) est venu, passant avec sa colonne épuisée; lui aussi signale la sauvagerie et l'humeur farouche des tribus de cette région. Comme nous ses traîneurs reçoivent des flèches etc. etc. Cette tactique n'est nullement changée, car nous avons été accueillis d'une façon parfaitement identique: sentinelles attaquées pendant la nuit, hommes et femmes isolés massacrés traîtreusement, flèches empoisonnées lancées sur le camp endormi, etc. etc., bref toutes les amabilités dont ils sont susceptibles » (89).

L'avant-garde de l'expédition, installée à Ufumia en novembre 1896, avait commis dans cette région de nouvelles exactions plus ou moins justifiées par l'hostilité des habitants. De petites colonies s'étaient livrées à des razzias jusqu'aux environs des montagnes qui bordent le lac Albert. Un convoi de ravitaillement destiné à la station d'Irumu avait même été enlevé par des bandes indisciplinées malgré l'opposition de l'escorte de soldats et d'auxiliaires!

Les indigènes, exaspérés par l'enlèvement de jeunes femmes et de nombreuses têtes de bétail, refusaient de fournir des porteurs et avaient adopté une attitude hostile. « Grands et robustes, très agiles, se servant de l'arc et de la flèche empoisonnée, nous guettant de tous les fourrés avoisinant le sentier, les indigènes devenaient inquiétants, du moins nullement à dédaigner. Chaque soir, sur les collines et les ondulations de la plaine, dans le lointain, les feux de signal brillaient et les cris de rassemblement s'entrecroisaient dans la nuit; glissant silencieusement comme les fauves, le long des imperceptibles sentiers, courant sous les immenses graminées (*matitis*) dont la région est couverte, les naturels se rapprochaient du campement, venant s'embusquer à proximité d'un point de passage essentiel pour nos hommes. Tout ce qui s'écartait isolément (*sic*) du lieu de halte était massacré! Les courriers faiblement escortés, les malades, les

traînants, etc., avaient le même sort! Insaisissables et connaissant admirablement leur pays, les gens de la région nous faisaient une guerre de partisans très désagréable. Incapables de tenir en rase campagne, les indigènes employaient la seule tactique possible, bien appropriée à la nature du pays, à la portée de leurs armes... et aussi à leur courage! » (90).

Cependant, il faut souligner que le Vice-Gouverneur Général Dhanis avait donné des ordres très stricts pour maintenir à tout prix de bonnes relations avec les indigènes. Il avait demandé aux officiers européens de surveiller leur personnel, d'empêcher le maraudage des champs à main armée, d'éviter les incursions dans les contrées voisines — très proches des territoires britanniques — et de punir sévèrement les sévices exercés contre les indigènes. M. Dhanis avait convoqué à Irumu les chefs de la région — notamment Kavalli et Mamula Pagna — pour régler avec eux les différends éventuels. Il n'approuvait donc pas les mesures prises contre les populations par certains sous-ordres de l'avant-garde.

A la fin de janvier 1897, quelques jours après le départ de la colonne Bodart, le gros de l'expédition quitte Irumu et se met en marche vers le Nord, empruntant la route frayée par l'avant-garde, pour s'arrêter à Ufumia où se trouvaient immobilisés, faute de porteurs, le commandant Julien (91) et le lieutenant von Friesendorff (92).

Comme la politique de conciliation n'avait pas abouti, on autorisait de petites razzias contre les tribus voisines ouvertement hostiles. Celles-ci massacraient perfidement les soldats et ne fournissaient plus de porteurs. Kavalli envoyait encore quelques vivres, mais pas de porteurs. Ses gens craignaient, en effet, d'être massacrés par les auxiliaires massés à Ufumia. Ceux-ci pillaient les alentours et s'emparaient d'un certain nombre de femmes dont beaucoup avaient encore des enfants à la mamelle. « On remit la marmaille à Kavalli et des charges furent placées sur la tête de ces prisonnières. Comme la hauteur et l'épaisseur des herbes favorisaient singulièrement l'évasion des captives, elles furent étroitement surveillées; j'ignore ce qu'il a pu advenir à ces malheureuses après les événements auxquels je fus mêlé. J'en ai vu plusieurs à Kilo lors de l'installation des troupes de la colonne principale. Ont-elles été libérées là? Nous ont-elles

suivis pendant la marche rétrograde vers Ekwanga? Pendant la marche sont-elles parvenues à s'éclipser? » (93).

Installé à Kilo avec 280 hommes près de l'auxiliaire Lubilinga, Bodart fait construire des abris destinés aux soldats de l'expédition. La rareté des courriers venant du Nord lui paraît très étrange. Plus étrange encore l'ordre du chef de l'expédition lui prescrivant d'arrêter au poste les messagers et leurs dépêches tant à l'aller qu'au retour. « J'ai pu le comprendre après. C'est ainsi que certain billet particulier visant le Commandant Leroi n'a pu aller plus loin, mesure qui du moins sauva la vie à quelques soldats fidèles. Ceci se passait vers les 15-20 février 1897 » (94).

Isolé, sans nouvelles, de l'avant-garde ni de l'arrière, Henri Bodart prescrit, vers le 18 février, une reconnaissance vers le Nord-Est. Des rumeurs circulaient à ce moment concernant une erreur de direction de l'avant-garde qui aurait obliqué trop à l'Ouest. En outre, le sergent Cortvriendt (95), arrivé malade d'Andémobé depuis le 12 février, avait donné quelques renseignements au capitaine Bodart. Celui-ci charge un auxiliaire fidèle, Piana M'Bali, rival de Lubilinga — qui devait plus tard vraisemblablement passer à l'ennemi —, de pousser jusqu'à Tamara pour avertir le commandant Leroi de l'avance des diverses colonnes de l'expédition.

« Le commandant de l'expédition est arrivé à Kilo le 23 ou le 24 février 1897. Je ne me souviens plus exactement de la date, ayant perdu mon carnet de notes lors de la débâcle de mars. Quelques jours après l'installation de la colonne survient Piana M'Bali, rentrant inopinément après une simple absence de 7 ou 8 jours » (96). Celui-ci explique qu'après avoir repoussé une attaque des indigènes armés de flèches empoisonnées, il a entendu au matin du quatrième jour des salves de fusils rayés vers le Nord et le Nord-Ouest (sans doute à Tamara ou à Andémobé). Vu la faiblesse numérique de son détachement et l'accroissement des forces indigènes hostiles, il a préféré revenir faire son rapport.

Henri Bodart prévient M. Dhanis fort préoccupé du silence inconcevable du commandant Leroi. L'inquiétude régnait à l'Etat-major. En outre, l'état sanitaire des troupes laissait beaucoup à désirer par suite d'une épidémie de variole. Beaucoup de

bons soldats — entre autre des Haoussa — furent victimes de ce terrible fléau. « Tout l'immense personnel que la colonne traînait à sa suite était campé aux alentours du point central occupé par les Européens; disséminés un peu partout, sans ordre, ces gens s'abritaient sous de méchantes petites huttes malsaines construites hâtivement dans les hautes herbes bordant le sentier. Les déjections de toute nature, débris, etc. etc. souillèrent vite les abords de ces taudis humides et malpropres, certains ossements témoignaient du peu de soin mis dans les ensevelissements par les indigènes de la région; ces tristes débris étaient plus nombreux en divers points du sentier; fait plus révoltant, des cadavres à peine enfouis empestaient l'air. La maladie sévissait rudement parmi ces misérables. Malgré les dangers de la contamination, le parquage rigoureux des suspects et les mesures sévères prises pour arrêter ou enrayer l'extension du fléau, à chaque instant, on rencontrait de nombreux malades, les pustules ouvertes et sanguinolentes! Ces gens circulaient nus ou presque nus au milieu des valides, chancelants, s'appuyant sur des bâtons, en quête d'aliments. Pour mourir, ils se cachaient dans les fourrés, tombant là où la mort venait les surprendre. Beaucoup de cadavres de varioleux gisaient dans les hautes herbes, à quelques pas des huttes de leurs anciens compagnons indemnes, voire même dans les taudis où les derniers spasmes de l'agonie avaient mis fin à leurs souffrances » (97).

Le docteur était submergé par le nombre excessif des malades et l'importance des effectifs rassemblés à Kilo — 800 soldats, 1 500 à 1 600 auxiliaires, les femmes, les enfants, les boys, les porteurs et le personnel déjà installé avant l'arrivée de la colonne principale. Lors de la retraite qui suivit, on dut abandonner des morts et des mourants à chaque étape. « A Ekwanga, après la retraite des débris de la colonne et l'abandon de nos bagages, beaucoup de suspects passèrent dans l'autre camp, dès lors le fléau alla en diminuant bien que, à Avakubi, une légère recrudescence fut encore constatée. D'après ouï-dire, et c'est fort probable, les transfuges passés aux révoltés portèrent la contagion dans les rangs de ceux-ci; l'épidémie fit beaucoup de victimes parmi eux. Dans leur marche le long de la lisière de la grande forêt, vers les sources de la Lindi, etc., tous les jours ces brutes abandonnaient les malades incapables de suivre plus long-

temps: la petite vérole est si redoutée des Noirs qu'ils laissent généralement à leur triste sort tous ceux de leurs proches qui en sont atteints, se contentant de les mettre sous un abri, déposant à proximité du malade de l'eau et quelques aliments indispensables » (98).

Pour éviter que des bruits alarmants se répandent à l'arrière, M. Dhanis décide de ne plus faire assurer la transmission de la correspondance privée des agents. Les derniers jours de février se passent dans l'attente et dans l'anxiété. Enfin, au début du mois de mars 1897, M. Dhanis reçoit un billet laconique hâtivement rédigé par le sous-lieutenant De le Court (99): « Les Batetela de l'avant-garde se sont révoltés, massacrant tous les Blancs. Demain, je serai probablement attaqué! Envoyez-moi des renforts si vous le pouvez. Sinon, vous êtes avertis! » (100).

Henri Bodart n'est pas surpris par cette nouvelle. « Connaisant le regretté commandant Leroi pour l'avoir vu longtemps à Boma, je n'ai pu m'empêcher de songer aussitôt à quelque écart involontaire de sa part: mesures intempestives, trop rigoureuses ou maladroitement, peut-être encore tolérables ou suivies au Bas-Congo, mais certainement inadmissibles ici! Habitué à l'exécution régulière et à l'observation des ordres, service, discipline, etc., ne connaissant la conduite des troupes indigènes que par les exercices et les défilés, les détails entrevus au plateau de Boma, etc., alors qu'il suffit d'ouvrir les règlements et les magasins pour donner immédiatement satisfaction à la moindre réclamation. Le regretté commandant aura cru pouvoir exiger autant, sinon plus des bandes misérables et affamées dont il prenait le commandement, oubliant l'indiscipline, l'esprit de révolte mal dompté de certaines races »(101).

Le 4 mars, un courrier part de Kilo pour Irumu où il arrivera, après 32 heures de marche, le 6. Toujours le 4 mars, le désarmement des soldats de nationalité suspecte commence. Les Batetela, les Baluba, les Babuye, les Malele et les indigènes originaires du Tanganyika sont licenciés. Le capitaine Bodart regrette que l'on ait commis la faute de ne pas les envoyer rapidement sous escorte vers Avakubi et Basoko, ce qui aurait évité de les voir passer à l'ennemi, le 18 mars, lors de l'affaire d'Ekwanga.

Par ailleurs, comme on ne peut songer à emporter les charges véhiculées jusqu'à Kilo, l'ordre est donné de brûler ce qui n'est

pas de nécessité absolue. Le 5 mars, un nyampara apporte au capitaine Bodart un billet de M. Dhanis: « Nous battons en retraite par Ekwanga. Le capitaine Bodart prendra le commandement de l'avant-garde. On marchera 3 1/2 heures au plus aujourd'hui » (102). Bodart fait préparer promptement ses bagages, mais le désordre est grand dans le camp et il ne trouve pas de porteurs. Il se résout à abandonner une partie de ses vivres et de ses munitions. Les soldats bangelima finissent, non sans de vives protestations, par emporter une partie de ses bagages et 18 charges de cartouches. L'autre partie de ses bagages est pillée par les auxiliaires et les soldats de l'escorte de M. Dhanis. Ainsi allégé, Bodart reprend la route d'Ekwanga.

La retraite se fait dans la bousculade: femmes, boys, chèvres se mêlent aux soldats sur le sentier étroit et argileux rendu glissant par la pluie de la veille. Bodart fait la route avec l'armurier Crahay (103). « Les 6, 7 et 8, nous refîmes en sens inverse le voyage fait en février; toujours la même hostilité sourde chez l'indigène, partout les huttes sont incendiées; le vide s'élargit autour de la colonne; nos retardataires sont attaqués » (104).

Le 8 mars, Bodart atteint l'Ituri au gué d'Ekwanga. Il y trouve des Européens arrêtés, faute de porteurs, avec 65.000 cartouches et une trentaine de caisses de vivres! « A cet endroit, l'Ituri a une largeur de 180 mètres à la partie guéable; en amont et en aval du gué, le lit de la rivière se resserre rapidement, atteignant encore 80 à 100 mètres de largeur sur tout son parcours; profondeur variable ne descendant jamais en dessous de 3 mètres, courant violent, rocs, tourbillons, gouffres » (105).

Le 10 mars, M. Dhanis arrive avec le gros de ses forces au point de concentration. Il avait laissé à Kilo l'auxiliaire Lubilinga pour l'avertir des mouvements des Batetela, mais celui-ci ne donna aucun signe de vie et fit vraisemblablement cause commune avec les révoltés. Le capitaine Bodart se déclare singulièrement surpris de voir que le commandant de l'expédition a pris six jours pour parcourir les 16 heures de marche séparant Kilo d'Ekwanga. « Il ne m'appartient pas, note-t-il, de critiquer ici les vues et les manœuvres du chef en ce qui concerne la décision qu'il venait de prendre, ses instructions particulières et l'importance du commandement lui octroyant sans doute toute latitude, indépendance et pleine autorité; néanmoins, je le redis,

je trouve cette sage lenteur de marche extraordinaire. Peut-être l'expliquera-t-on en songeant aux *impedimenta* de tous genres, caisses, malles, femmes, boys, harems, malades, bétail, etc., suivant et alourdissant la colonne. Et encore! » (106).

Pendant deux jours, M. Dhanis donne aux troupes pleine liberté pour vaquer aux détails de leur installation. Le 12 mars, il prescrit un exercice de 2 heures tous les matins dont Bodart profite pour pousser l'instruction quelque peu rudimentaire de ses soldats. Il s'efforce d'en faire des pointeurs et des tireurs habiles. « A ce moment je comptais 112 hommes dans les rangs, le noyau pris aux Falls s'était grossi en cours de route d'un tas de volontaires envoyés par M. Dhanis, naturellement n'ayant jamais vu un fusil! A Irumu, on m'avait passé une dizaine de Baluba malingres, la plupart trop petits et trop jeunes: des enfants! Ceux-là connaissaient l'exercice. C'étaient les déchets de la garde et d'un autre détachement. Ces jeunes gamins passèrent à l'ennemi le jour de notre défaite avec un ensemble touchant: ils étaient tous de race baluba » (107).

Comme les vivres manquent, les soldats et les auxiliaires pillent les plantations des villages des alentours abandonnés prudemment par les Matongo. Ils dévalisent indistinctement les gens des tribus hostiles et les indigènes ralliés — comme par exemple, ceux de M'Saffiri qui effectuaient assez facilement le service de portage. « Ces maraudeurs dépouillèrent entièrement ces pauvres gens, se gorgeant à mi-chemin de la viande des chèvres volées. Impossible de connaître les auteurs de ces brigandages, les soldats des divers détachements se rejetant mutuellement l'accusation pesant sur eux » (108). D'ailleurs, dès le 12 mars, on constate que les vivres fournis par le pillage de la contrée sont épuisés. Le campement comprend à ce moment plus de 3 000 personnes!

Entre le 13 et le 15 mars, les soldats razzient des villages dépendant de Mamula Pagna, chef des Bokanié (109), qui fournissait des vivres et des porteurs à l'Arabisé Kandolo, Bakusu résidant à Irumu. Ceux-ci arrêtent l'expédition de vivres frais et de porteurs. Le 16 mars, 250 hommes environ partent encore vers l'Est; la plupart sont massacrés par les révoltés.

Le personnel disponible était employé, après les heures d'exercice, à l'abattage des troncs d'arbres restés debout après le

défrichement de la clairière par les gens de M'Saffiri. Toutefois, M. Dhanis ne donne aucun ordre pour organiser la défense du campement. Il reste « renfermé, dédaigneux, muet, indécis peut-être, en tout cas singulièrement irrésolu » (110). Rien n'est préparé en prévision d'une attaque pendant les huit jours qui précèdent l'affaire du 18 mars. La veille, cependant, il se décide à envoyer une patrouille en reconnaissance sur la route de Kilo.

Henri Bodart estime que la position d'Ekwanga était défavorable à tous points de vue. « La rive gauche de la rivière est peu élevée en face du campement que nous occupons, par contre, elle se relève en pente douce de notre côté; la haute futaie couvre les deux rives, encadrant à l'amont et à l'aval la clairière défrichée où officiers et troupes circulent à découvert. La clairière que nous occupons peut avoir 250 mètres de rive et 350 en profondeur. La forêt et la brousse l'enserrent, celles-ci sillonnées par quelques sentiers conduisant au campement. L'emplacement était très facile à investir par un adversaire quelque peu entreprenant ou audacieux; invisible et embusqué à la lisière, en peu de temps, il eut pu anéantir le détachement, sans grands risques ou pertes; cachés sous bois, abrités par les troncs d'arbres, observant facilement tout ce qui se passait au milieu de l'espace découvert que nous occupions, les tirailleurs ennemis auraient pu tirer à coups sûrs, choisissant même leurs victimes! A 150 mètres, la montée finit se terminant en une suite de monticules boisés bordant la rive; le sommet forme une espèce de plateau étroit fortement ondulé, parsemé de petits bouquets d'arbres clairsemés; sur les gradins s'étagaient les tentes et les troupes, la teinte claire des tentes se détachant admirablement sur le fond du paysage. Pourquoi n'a-t-on pas fait camper tout le monde en arrière du plateau où au moins les troupes eussent été relativement abritées? — C'était élémentaire. De plus on n'avait que le gué à surveiller en même temps que la forêt, c'est-à-dire (le) Nord et (le) Nord-Ouest. Groupant les troupes selon leur valeur, le commandant de l'expédition aurait certainement pu et dû les répartir en raison directe de l'importance du secteur à défendre, faire même simuler lors d'un exercice l'occupation de ces positions en vue des probabilités du lendemain, etc. etc. On n'en fit rien, aucune mesure ne fut prise ou ordonnée » (111).

Exaspéré par cette torpeur étrange de M. Dhanis, le capitaine Bodart ne mâche pas ses critiques. Il avait fait part de ses préoccupations le 14 ou le 15 mars au commandant Julien. Celui-ci « déplorait tout comme moi la conduite inexplicable de M. Dhanis, entrevoyant aussi la catastrophe prochaine où il devait rester » (112). Les deux officiers regrettaient que le commandant supérieur de l'expédition ne leur demande pas leur avis dans un conseil de guerre et ne s'entretienne qu'avec ses fidèles et ses auxiliaires, se fiant principalement aux ressources de son intelligence et de son expérience. Le commandant Julien était étreint par de sombres pressentiments: « Nous sommes f... perdus, me fit remarquer de suite le pauvre garçon! Il est trop tard, nous y resterons tous, tu verras, et Dhanis avec! Ils sont là-bas, montrant le Nord, et on ne bouge pas. C'est comme s'il n'y avait rien en l'air! — Bah! répondis-je, rien à faire, nous le savons et tôt ou tard il faudra bien y passer. Ici ou plus loin! » (113). Tous deux pensaient qu'il aurait fallu détruire l'artillerie et les munitions, puis se replier sur Avakubi ou sur Kilonga Longa, fortifier la station choisie et attendre des renforts. A Kilonga Longa, les plantations offraient énormément de ressources. La position était en outre excellente.

Le commandant supérieur de l'expédition estimait que la supériorité numérique qu'il possédait sur les rebelles — 732 soldats contre 600 à 650 mutins dont certains étaient malades — allait permettre de reprendre l'offensive. Le 16 ou le 17 mars, au cours d'un entretien au sujet de l'opportunité du changement de cantonnement, le capitaine Bodart lui fit remarquer qu'une agitation singulière régnait parmi les soldats: « Les troupes branlent dans le manche » (114). Mais M. Dhanis, croyant peut-être à quelque exagération, ne parut pas prendre garde à cet avertissement.

« Ce n'est pas uniquement au relâchement forcé de la discipline que j'attribue les causes d'agitation démoralisatrice que j'entrevois, mais surtout à ces bruits vagues, nouvelles vraies ou fausses, rumeurs extérieures colportées jusqu'ici, circulant parmi nos gens et impossibles à vérifier ou à faire cesser. Il est indéniable aujourd'hui que certains auxiliaires arabes ou autres trahissaient déjà notre cause, attendant impatiemment l'occasion de passer franchement à l'ennemi » (115). Nul doute qu'ils

étaient au courant des intentions de Lubilinga, resté à Kilo, et de Kandolo, qui résidait à Irumu.

Le capitaine Bodart se demandait souvent pourquoi M. Dhanis le tenait systématiquement à l'écart des délibérations importantes durant leur séjour à Ekwanga: « N'était-ce pas ma qualité de plus ancien officier dans l'armée belge qui m'aurait valu cette attitude sévère et quelque peu dédaigneuse du chef à mon égard? N'était-ce pas plutôt cela qui me faisait rejeter des abords du quartier général, qui sait? Était-ce le fâcheux souvenir d'une mésaventure lointaine pourtant fièrement et durement rachetée, je crois? Mon attitude, mes opinions donnaient-elles quelques soucis, portaient-elles ombrage à M. le Vice-Gouverneur Baron Dhanis? On ne me l'a jamais dit. Je ne l'ai jamais su. Mon scapulaire et mon chapelet avaient-ils le don de lui déplaire » (116).

En outre, plusieurs canons — 2 Krupp et 2 Nordenfeldt — et des ceintures porte-cartouches pour mitrailleuses Maxims se trouvaient à Irumu. Les canons parvinrent finalement à Ekwanga mais les indispensables ceintures pour mitrailleuses ne furent jamais retrouvées de sorte que le lieutenant Bernaerts (117) et le sergent De Baudenance (118) ne purent plus tard utiliser les deux pièces, déjà en batterie à proximité du gué. A Irumu, le lieutenant Lund (119) réclamait vainement des porteurs et des vivres à Kandolo. Ayant réussi un jour à s'en procurer, Lund remit personnellement les ceintures porte-cartouches pour mitrailleuses Maxims et fit des recommandations pressantes au nyampara chargé d'accompagner le convoi pour Ekwanga. Mais Kandolo, qui connaissait le contenu du colis, veilla à ce que les fameuses ceintures n'arrivent jamais à destination. Il est vrai que Kandolo, en qui M. Dhanis avait la plus grande confiance, devait passer à l'ennemi après l'abandon du poste d'Irumu par nos troupes.

Le 17 mars, veille de l'attaque des Batetela, un soldat haoussa, parti fourrager la veille sur la rive gauche, rentre sans armes et donnant les signes de la plus grande agitation. Interrogé par M. Dhanis, il déclare qu'il a échappé à un groupe de mutins à trois heures d'Ekwanga. Mais le commandant supérieur, confiant en l'auxiliaire Lubilinga qui doit le prévenir des mouvements

des Batetela, doute de la véracité du récit et pense que le soldat haoussa a confondu des indigènes avec des mutins.

Bodart, après un dernier entretien avec le commandant Julien de plus en plus pessimiste sur l'issue des événements, envoie vers 6 heures une patrouille de 4 nyamparas de M'Saffiri sur la rive gauche. « Vers 9.30 heures, 3 de ces braves rentraient au campement, essouffés et les vêtements en lambeaux; un des leurs manquait à l'appel, enlevé par les révoltés. Cette fois, c'était bien indéniable, d'autant plus que pour éviter de se heurter aux embuscades tendues, j'avais eu soin de bien recommander à la patrouille d'éviter le chemin habituel, par contre, d'emprunter le lacs de sentiers longeant la rivière. C'est ce qu'ils avaient fait. Donc toutes les routes aboutissant au gué étaient entre les mains des mutins! La démonstration était, je crois, suffisamment concluante » (120).

M. Dhanis ne prend pourtant aucune décision et ne réunit pas ses officiers pour leur demander leur avis. Le capitaine Bodart se rend alors chez lui pour lui demander de prescrire des mesures pour faire face au danger imminent. Il propose qu'un détachement de 30 ou 40 hommes commandé par un Européen soit placé durant la nuit en face du gué et que des sentinelles soient installées autour du campement. M. Dhanis se récrie: « Etes-vous fou? Mais vous allez alarmer tout le camp. Les hommes surexcités tireront les uns sur les autres! — Eh bien, si vous ne voulez pas ça, coûte que coûte, ai-je répondu, mais il faut néanmoins un poste, une garde cette nuit au gué! — Soit, ajouta-t-il encore, après un instant de réflexion, je vous l'accorde. Déplacez les hommes du petit poste surveillant le dépôt de vivres du hangar, mettez-les là-bas! Quel est l'officier qui sera de garde cette nuit? Pas de garde, inutile de coucher là, mais qui surveillera le poste, le visitant de temps en temps? — Moi! répondit le lieutenant Derclay. Et moi aussi! ai-je ajouté tout aussitôt » (121).

A la nuit tombante, Bodart prend 12 Bangelima, à peine dégrossis, et un nyampara très intelligent — ce qui lui restait de mieux dans ses soldats car 50 d'entre eux étaient partis la veille fourrager vers l'Est. Il les place en face du gué, cachés dans les hautes herbes, avec défense de se montrer ou de faire feu. Derclay et lui font des rondes à 21 heures, à minuit, à 2 heures et à 4 heures du matin. Tout est calme. Une pluie légère tombe

depuis minuit. On entend le tonnerre gronder sourdement vers l'Est. Henri Bodart, aux aguets, prête l'oreille aux bruits venant de la rive. « A chaque instant, trompé par les éclats et les roulements du tonnerre répercutés par les montagnes, je croyais saisir le bruit d'une fusillade perdue dans le lointain, même parfois reconnaître celui de salves régulières » (122).

Vient la journée du 18 mars. La pluie cesse à peine de tomber lorsque, vers 5.30 heures, la diane se fait entendre ainsi qu'un air funèbre! A peine la dernière note du clairon s'est-elle terminée qu'éclatent soudain 2 ou 3 coups de feu tirés rapidement du côté de la rivière. « Tiens, me dis-je immédiatement, sans doute un éléphant ou un léopard qui est venu tomber au milieu du campement! Mais au même instant, une dizaine de détonations partent simultanément à peu près au même endroit! Surpris, j'écoute, croyant entendre les vociférations des chasseurs, oubliant ma foi tout à fait les Batetela, lorsque immédiatement de la rive gauche et sur toute la ligne on ouvre un feu violent sur le campement à peine éveillé! Les balles sifflent, coupent les branches, ricochent, s'enfoncent dans le sol avec le son mat bien connu » (123).

Le capitaine Bodart parvient à rassembler une quarantaine de Bangelima — c'est tout ce qui reste de son détachement. Il revient à sa tente pour prendre ses fusils de chasse et ses munitions. Déjà le pillage commence. Une foule de soldats enlève le linge, les couvertures, les vivres. Bodart en frappe plusieurs à coups de crosse pour les écarter, mais ils reviennent plus nombreux à la charge.

Le combat s'engage mal puisque 300 hommes partis fourrager sur l'autre rive peuvent être considérés comme perdus. Dès le début, Bodart est frappé par le nombre relativement restreint de combattants. Certains soldats se sont éclipsés au commencement de l'engagement. Bodart et ses hommes descendent la pente pour parvenir à la rive au milieu d'une vive fusillade. Malgré des ordres stricts, les soldats ouvrent à leur tour le feu sur les gens de l'autre rive. Ils tirent au hasard dans la direction des révoltés. Bodart parvient à faire cesser le feu et cherche à se rapprocher le plus possible du gué. « Alors que je tentais de pousser mes Bangelima vers cette partie de la position, j'entendis sur notre gauche les commandements de « En avant! sur deux rangs! »,

puis le bruit de la course d'une troupe dévalant vers l'objectif que je cherchais à atteindre; c'étaient le commandant Julien, De le Court, Rewers (124), etc. etc., qui, en tête de leurs gens, venaient occuper et défendre le point de passage. La fusillade commença presque aussitôt, ardente, désordonnée! Pouvait-il en être autrement avec des troupes si jeunes et si piètrement encadrées? Pourtant là se trouvaient encore pas mal d'anciens soldats: ils firent une résistance héroïque et bien peu échappèrent » (125).

Le capitaine Bodart et les gens de son détachement progressent en s'abritant dans les taillis et gagnent la ligne de feu. Les soldats ayant déjà épuisé leurs munitions réclament des cartouches. La fusillade fait rage. Plusieurs soldats sont étendus morts ou blessés dans les broussailles voisines. On entend des râles et des gémissements sourds. Bodart remonte le versant avec ses hommes et gagne la réserve de munitions. On s'arrache les caisses de cartouches au milieu du sifflement des balles. A coups de crosse et de machette, on réussit à les ouvrir. Ayant assuré le réapprovisionnement de ses hommes, Bodart rejoint la ligne de feu et fait face à l'attaque que mènent les révoltés sur le flanc gauche du détachement Julien défendant le gué. Certains Bate-tela ont pris pied du côté des défenseurs tandis que les autres continuent leur fusillade sur le détachement Julien. Les balles tombent drues. Les soldats tombent. La résistance des défenseurs se poursuit. Le feu ennemi faiblit en face d'eux. En revanche, la fusillade augmente d'intensité en arrière de la gauche du front. Bodart se dirige avec une vingtaine de soldats vers l'endroit menacé par des groupes de révoltés. Puis jugeant que cette attaque est peu importante, il marche avec ses soldats vers la tente du commandant supérieur où le combat faisait rage.

Le capitaine Bodart place ses gens en ligne. « Tout en surveillant et en excitant mes braves Bangelima, je vins à passer près d'une tente faisant partie du baraquement du commandant de la colonne, un Européen blessé, le frère de M. Dhanis (126), gisait à terre, la cuisse traversée par une balle! Comme il semblait presque évanoui, je passai derrière la tente. Là se trouvait étendu le lieutenant Croneborg (127), renversé sur le dos, agitant un moignon sanglant auquel la main tenait encore par quelques tendons: une balle a dû lui fracasser le poignet, alors qu'il était

en joue, le même projectile lui désarticulant horriblement l'épaule gauche, une seconde balle l'ayant déjà atteint à la cuisse droite. Le pauvre garçon agitait ce bras mutilé; son regard me suivait semblant me reprocher son abandon. Pendant une seconde, j'eus l'intention de mettre fin aux souffrances du malheureux, mais je ne donnai pas suite à cette première impulsion, me souvenant qu'il n'appartient pas à un homme de disposer d'une existence humaine. A quelques pas de là, agenouillés derrière un amoncellement des cadavres de leurs camarades, 4 ou 5 Haoussa continuaient le feu sur les quelques révoltés qui se montraient à la lisière du bois, dissimulés à 50 ou 60 pas de nous derrière les troncs d'arbres. Alors que j'examinais Croneborg geignant près de moi, le feu augmente de vivacité chez les révoltés; çà tombait même ferme tout autour; étant debout et oubliant le danger, trop occupé du blessé, j'étais tout particulièrement visé. Voyant une de ces brutes m'ajuster, je fis la même chose, les deux détonations se confondant: l'autre était sur le flanc! Trouant le tronc d'arbre derrière lequel mon individu s'abritait, la balle était sans doute venue le toucher au bon endroit» (128).

Le capitaine Bodart souligne que les Batetela, remarquablement bien renseignés, avaient, avec une hardiesse et un mépris de la mort extraordinaire, attaqué les tentes du commandant supérieur de l'expédition du Haut-Ituri. Bodart, n'ayant plus une seule cartouche à utiliser pour son Mauser, brise cette arme devenue inutile et ramasse un Albini et un paquet de cartouches dans la ceinture d'un Haoussa tué. « L'attaque que nous repoussions, note Bodart, était dirigée principalement sur le Commandant de l'expédition et son entourage. Debout, un express en main, le Vice-Gouverneur faisait le coup de feu en simple soldat, abattant tout ce qui se montrait. Les balles passaient bien nombreuses autour de sa personne. Sa tente était criblée de centaines de trous faits par les balles! C'est miracle qu'il ne soit pas touché! Quelques hommes de son escorte, je crois, restaient encore près de lui, tirant sur tout ce qui se montrait en face d'eux. Finalement, brandissant son fusil, essayant d'entraîner le peu de monde lui restant, je le vis s'élancer en avant des siens, marchant à l'ennemi... il était seul! Au même moment, à côté, je faisais chose identique. Animant mes gens du geste et de la

voix par des « Bangelima, en avant » répétés, je me ruai à la lisière ennemie, espérant que nos gens suivraient. Courant comme un diable, je tenais la tête, ne songeant guère à me retourner; à vingt pas de l'ennemi, n'entendant rien du tumulte ordinaire d'une troupe chargeant furieusement, je m'aperçois que je suis... seul! Les bougres, après quelques pas, s'étaient arrêtés, m'abandonnant à ma folle entreprise. C'était donc fini » (129).

Le capitaine Bodart revient sur ses pas et rejoint M. Dhanis. Celui-ci donne l'ordre aux Européens de battre en retraite. Les troupes de l'expédition avaient, en effet, subi d'énormes pertes. Le commandant Julien venait d'être tué! La configuration topographique du terrain avait facilité l'attaque des rebelles.

Vers 8 heures, le capitaine Bodart parvient au sentier menant à Irumu qui est encombré d'une foule de femmes, de boys, d'auxiliaires et de soldats complètement découragés et refusant d'obéir aux ordres. La fusillade des rebelles continuait sur la gauche en vue de couper la retraite. La cohue démoralisée courait à vive allure le long de la piste. Vers 9 heures 30, Bodart rejoint une partie de ses hommes dans les ruines de l'ancien village de M'Saffiri, incendié par les indigènes. Il rencontre le lieutenant Bernaerts et le sous-lieutenant Lemoine (130) et leur demande d'avertir le Vice-Gouverneur qu'il va essayer de gagner Irumu le jour même pour tout préparer en vue de l'arrivée de la colonne en retraite. Henri Bodart avait, en effet, remarqué que la fusillade avait cessé, ce qui paraissait indiquer que les vainqueurs ne poursuivaient pas les fuyards et s'occupaient vraisemblablement de piller le riche butin abandonné. Bodart avait appris que M. Dhanis, entouré des officiers européens et de ses soldats zanzibarites, assurait le transport de son frère blessé.

Le capitaine Bodart et le sous-lieutenant Lemoine font route ensemble jusqu'à Irumu. Devant et derrière eux, on pouvait remarquer une interminable file formée par l'expédition en retraite. Vers 2 ou 3 heures de l'après-midi, ils rencontrent un courrier destiné à M. Dhanis et apprennent que le commandant Hambursin était arrivé à Irumu depuis l'avant-veille avec un détachement de 217 Baluba — malheureusement suspects eux aussi de pouvoir se révolter. Bodart renvoie le courrier à Hambursin pour le prévenir du désastre et lui demander de désarmer ses gens et de préparer la destruction des munitions. D'autre

part, pour empêcher l'invasion d'Irumu par une foule indisciplinée, il donne l'ordre aux soldats de s'installer près d'une rivière à l'emplacement d'une halte de caravanes et d'y attendre leurs camarades jusqu'au lendemain matin. Ereinté par les épreuves de la journée, Lemoine était resté en arrière. Bodart décide de l'attendre et se repose près du sentier. Vers 9 heures du soir, Lemoine et Bodart se remettent en route. Le 19 mars, vers 4 heures du matin, ils atteignent les bananeraies d'Irumu. Ils avertissent le commandant Hambursin des tragiques événements qui viennent de se produire à Ekwanga. Ce dernier décide d'envoyer des vivres à M. Dhanis et à ses compagnons. A 8 heures, Bodart commence à ouvrir des caisses de cartouches — il y avait environ 250 caisses — et à en faire jeter le contenu à la rivière. Mais le travail avance lentement car les soldats de M. Hambursin s'abstiennent d'y participer.

Vers 10 heures, les premiers combattants d'Ekwanga apparaissent. Ils rôdent dans le village en quête de vivres introuvables. La cohue des soldats, des auxiliaires, des femmes et des boys arrive à son tour. Le transport du contenu des caisses vers la rivière doit finalement être abandonné. Près de 200 caisses de cartouches devaient ainsi passer plus tard aux mains des révoltés.

Vers 1 heure de l'après-midi, Bodart et Hambursin se portent à la rencontre du Vice-Gouverneur Général. Celui-ci interpelle violemment Bodart: « C'est du propre, on en a vu de belles: des Blancs qui se sauvaient, d'autres qui jetaient leur fusil! » (131). Bodart lui rétorque: « Ce n'est pas moi! Je suis resté au feu un des derniers; du reste, j'étais près de vous! Pendant la retraite, vous sachant trop occupé pour donner les ordres secondaires qu'impliquait la situation, j'ai usé d'initiative, hâtant le pas pour avertir au plus tôt Irumu. Je ne suis pas en faute, d'autant plus qu'il n'y avait pas de poursuite. Les dernières balles sont tombées près de nous trois quarts d'heure après l'abandon de la position. J'ai fait ce que je devais faire, mon devoir! Si j'avais voulu m'esquiver du combat, c'était facile; il suffisait de rester à 50 ou 60 pas derrière mes hommes, puis (de) vous rejoindre lors du signal de la retraite. Agissant ainsi, je n'aurais pas reçu deux balles dans mes culottes! » (132).

Vers 2 heures, le frère de M. Dhanis grièvement blessé arrive dans un hamac improvisé. Il est pansé par le docteur de l'expédition. A 3 heures surviennent le lieutenant Dewulf (133), le sergent De Baudenance et l'armurier Crahay. Les deux premiers avaient pris une part active à la défense du gué. Ils apprirent à Bodart la mort de Julien et de De le Court.

Dans l'après-midi du 19 mars, on distribue aux hommes les vivres des magasins. Certains soldats éventrent les tentes et les malles et se disputent leur contenu. « Comme à Ekwanga, les tentes sont lacérées; tout l'équipement du pauvre Hambursin disparaît, comme aussi ceux d'autres agents! Impossible de songer à arrêter cette meute, nous sommes débordés, notre autorité n'étant plus reconnue. Enervé par cette scène de brigandage, à certain moment, M. Dhanis sort de ses réflexions, s'empare d'une trique et fait une large distribution d'horions à ces pillards! Un soldat haoussa entre autres fut joliment rossé! Le sac finit faute de butin et aussi grâce à cette intervention de circonstance! » (134).

Vers 6 heures du soir, on se met en route avec la tombée de la nuit. Après quatre heures de marche, les troupes harassées s'étendent le long du sentier pour dormir. Vers minuit, le capitaine Bodart, se remémorant son altercation avec le Vice-Gouverneur Général, décide de poursuivre sa route. Il se met en quête de ses soldats et reprend la marche jusqu'à un petit village à moitié ruiné où il passe le restant de la nuit.

Le lendemain, vers 6 heures du matin, Bodart reprend la marche, précédé et suivi d'une foule hétéroclite. Vers 2 heures, il rencontre le lieutenant Lund convoyant le sergent Cortvriendt malade. Il décide de faire la route avec ceux-ci.

Quelques jours plus tard, le 23 ou le 24 mars, le petit groupe d'Européens, où se trouve Bodart, arrive au poste d'auxiliaires de l'Epulu dirigé par le nyampara Fundi Alimassi. Aux alentours du poste, on rencontre des caisses de munitions abandonnées, des malles éventrées, etc. Les pillards sont passés par là! Bodart fait jeter à l'eau des munitions d'artillerie et des cartouches abandonnées. Dans la soirée, un Bangelima l'avertit qu'il a entendu des Arabes comploter le massacre des Européens et des soldats isolés; ils doivent attaquer le campement aussitôt que la lune sera haute. Le capitaine Bodart met ses camarades au courant du

complot et installe une forte garde autour de leur campement. Mais la nuit se passe normalement. Les Arabes ne bougent pas. Si le complot n'était pas imaginaire, les précautions prises par Bodart les avaient sans doute surpris.

« Le matin, réunissant tout ce qui était à l'Épulu, je dis à ces gens que nous devons rester là pour attendre l'arrivée de Fimbo Mingui et des Blancs... Un grognement sourd suivi d'un murmure général fut la seule réponse. Et tout aussitôt chacun de partir, cherchant à gagner le sentier de Kilonga Longa, les uns à travers bois, les autres en s'esquivant rapidement derrière les maisons. Folie de songer à retenir ces drôles inconscients et indisciplinés! Mes hommes firent comme eux, la faim et le pillage ayant enlevé toute notion d'obéissance et de devoir à ces brutes affolées! » (135).

Bodart, qui ne dispose plus que de quelques nyamparas et de quatre soldats, se concerta avec Lund sur la conduite à tenir. Bodart décide de reprendre la route de Kilonga Longa (Mawambi) et charge Lund, qui escorte un malade, d'attendre le Vice-Gouverneur Général pour l'avertir du complot fomenté par les Arabes. Bodart marche pendant plusieurs jours avec ses derniers compagnons et atteint Kilonga Longa le 25 ou le 26 mars. « Vers 11 heures; je fis mon entrée au poste; tous les fuyards étaient dispersés dans les champs ou dans les chaumières désertes du village arabe tout abandonné; les bananiers coupés et les débris de toute nature jonchant le sol indiquaient suffisamment la présence et le passage des pillards d'Irumu. Aucun auxiliaire à voir dans les environs; tous avaient fui au loin craignant la vengeance ou les sévices de nos gens qui certainement pour un motif quelconque ne se seraient pas fait faute d'ouvrir le feu sur eux en récompense de nombreuses trahisons dont quelques-unes trop récentes et surtout à cause de leur participation secrète ou indirecte, voire même intéressée aux derniers événements » (136).

Le capitaine Bodart met le sous-lieutenant Friart (137) au courant de la situation et le prévient de l'arrivée prochaine des débris de la colonne. Friart prépare méthodiquement l'évacuation du poste et maintient ses soldats dans l'obéissance. Un peu plus tard, le commandant Hambursin et le sous-lieutenant Christiaens (138), qui précédaient le gros de la colonne, viennent

aider Friart et Bodart à prendre des mesures pour éviter le pillage du magasin de la station. Mais les pillards commencent à affluer. On leur distribue quelques étoffes. Rien n'y fait. La nuit à peine tombée, ils profitent de l'obscurité pour forcer l'enclos des chèvres et les égorger. C'est en vain que les Européens cherchent à s'opposer au pillage. Un vent de révolte souffle parmi les soldats qui pénètrent dans les habitations des Blancs et enlèvent tout ce qui est à leur convenance. Ils creusent un trou dans le pisé de la muraille du magasin, sans éveiller l'attention de la sentinelle ou de connivence avec elle, et le vident à peu près entièrement! Ils mettent leur butin en sûreté — avec leurs femmes — sur la rive gauche. Bodart parvient à empêcher ses gens de se joindre au pillage. « N'empêche, ajoute-t-il, que je leur ai vu grignoter certains os sur la nature et l'origine desquelles je ne me suis nullement trompé! » (139).

Le lendemain, les Européens détruisent tout ce qui ne peut être emporté: 180 000 cartouches sont noyées. Par la suite, une partie de ces munitions devait être repêchée lors de la réoccupation de Kilonga Longa par le commandant Henry.

Cependant, après le départ du capitaine Bodart du poste de l'Epulu, MM. Dhanis et Hambursin avaient rejoint cette station avec le gros des troupes en retraite. Le lieutenant Lund avait averti le Vice-Gouverneur Général du complot fomenté par les Arabes. Mais, comme il s'exprimait dans un français assez rudimentaire, M. Dhanis ne comprit pas ce qu'il voulait dire. Le soir, pourtant, on tira un coup de feu dans la hutte où les Blancs étaient couchés. Le bruit d'une éventuelle attaque nocturne se répandit parmi les soldats. Mais le commandement européen ne prit pas au sérieux ces avertissements. La nuit se passa tranquillement. La colonne se remit en route. Un quart d'heure après le départ, une violente fusillade éclate près du campement que la colonne venait de quitter et où restaient encore une cinquantaine d'Haoussa. Ces derniers furent en grande partie massacrés par les Arabes de l'auxiliaire principal Fundi Alimassi.

La panique gagna les débris de la colonne démoralisée et dégénéra en un sauve-qui-peut général. Chacun essaya de prendre le large. Personne n'obéissait plus! « Gagnés par la terreur, les porteurs qui accompagnaient le frère de M. Dhanis refusent

d'accomplir leur service habituel et ils déposent le malheureux blessé dans la brousse, un peu au dehors du sentier; le pauvre garçon est abandonné en pleine connaissance. A peine les deux frères ont-ils le temps d'échanger quelques mots, les Européens entraînent le Commandant de l'expédition. Affreux! » (140).

A Kilonga Longa, pendant que ces événements se déroulaient, les officiers belges faisaient passer leur personnel sur la rive droite de l'Ituri. Ils donnaient également des ordres pour occuper les deux rives de cette rivière près de Moussa, à dix kilomètres en aval, où les troupes devraient par la suite traverser une seconde fois l'Ituri. A l'arrivée du gros de la colonne, une nouvelle altercation éclate entre le Vice-Gouverneur Général et le capitaine Bodart qui est relevé de son commandement. Séance tenante, il en fait la remise au commandant Hambursin.

Dans la matinée du 26 ou du 27 mars, M. Dhanis donne l'ordre aux débris de la colonne de descendre vers Avakubi. Vers 10 heures, une fusillade éclate en amont de la rive gauche: les révoltés sont-ils déjà là? L'effroi se propage rapidement. Revenant sur ses pas, Bodart constate qu'il s'agit d'une simple échauffourée engagée d'une rive à l'autre entre les troupes en retraite et les auxiliaires du chef de Mawambi. Les deux partis se rendent compte du malentendu et la fusillade cesse. La retraite se poursuit vers Avakubi.

Le Vice-Gouverneur Général fait passer les débris de la colonne sous les ordres d'officiers n'ayant pas pris part à la bataille d'Ekwanga. En cours de route, Bodart regrette devant ses compagnons que le commandant Julien n'ait pas donné aux troupes l'ordre de battre en retraite la veille du combat d'Ekwanga. Cette réflexion faite à la légère va se retourner contre lui et faire croire aux autres officiers qu'il a voulu partir pendant la nuit la veille de l'affaire d'Ekwanga!

Le 2 ou le 3 avril, Bodart atteint Avakubi. Il y est atteint d'une violente diarrhée tropicale, accompagnée d'accès de fièvre, contrecoup des rudes émotions éprouvées depuis Ekwanga. Il en souffrira durant sept semaines.

Dès leur arrivée, les rescapés de la colonne reçoivent d'abondantes distributions d'étoffes. La présence du commandant Henry reconforte ces soldats indisciplinés et surexcités. « Je

crois, note Henri Bodart, que sans lui la soldatesque eût commis des excès dont le premier et le moindre eût été certainement le pillage des magasins, l'excitation étant trop vive. Peu à peu le calme et l'espoir revinrent chez nos gens; seulement comme l'esprit de vengeance leur faisait suite, ils réclamèrent aussitôt les chefs qu'ils estimaient avant tout, les seuls, pensaient-ils, pouvant les conduire à la victoire, ceux dont les noms étaient alors pour eux un gage certain de succès: Lopembé! Malumalu! Bwana N'Déké! la trinité guerrière et glorieuse de l'époque congolaise la plus récente: Lothaire, Doorme, Henry! Cet hommage naïf n'a rien que de très flatteur pour ceux qui en étaient l'objet; en ces temps orageux, c'étaient les seuls noms en exerger; souvent dans le camp j'entendais dire à nos gens: « Quand Lopembé sera ici, nous irons attaquer les Batetela; nous sommes très forts; avec lui, nous les battons, nous les tuerons tous! ». Pour ces naïfs guerriers, en ces jours d'épreuves, Henry était simplement le vrai chef réel; je m'abstiens de commentaires, ne voulant pas aviver certaines plaies, des blessures trop vives » (141).

Le 6 avril, le capitaine Bodart reçoit une lettre de l'Inspecteur d'Etat Dhanis où ce dernier lui demande des explications au sujet de sa retraite précipitée d'Ekwanga vers Irumu et d'Irumu vers Mawambi. Selon M. Dhanis, cette retraite précipitée a contribué à démoraliser les soldats (142). Bodart répond le même jour à son supérieur. Il lui explique qu'après qu'il lui ait donné l'ordre de retraite à Ekwanga, il a pris la route d'Irumu déjà encombrée par des groupes de fuyards pour rejoindre les stations où se trouvaient des vivres et pour avertir les soldats. Il estime que « l'origine de cet épouvantable désastre réside dans le manque d'ordres et de précautions de sûreté les plus élémentaires: commencée sans ordre, la retraite a dégénéré en panique! Le pillage d'Irumu a encore plus excité les hommes! De là à ce que nous avons constaté, reste à s'incliner et à rechercher l'origine des responsabilités » (143).

Le 7 avril, Bodart est convoqué par M. Dhanis au poste de commandement. Il y trouve MM. Dhanis et Hambursin. Il répond avec calme aux questions qui lui sont posées. Comme l'Inspecteur d'Etat en vient à lui reprocher la mort de son malheureux frère, il perd patience et lui rétorque que c'est son

manque d'initiative et de décision qui a provoqué le désastre et la mort de nombreux Européens.

Le 8 avril, le capitaine Bodart se justifie auprès du commandant Hambursin. Celui-ci cherche à le calmer et regrette de le voir se laisser aller à un coup de tête.

« A quelques jours de là, nous reçûmes ordre de descendre vers (les) Falls, nos gens et un certain nombre de gradés européens restant à Avakubi. Plus tard, grossi des rescapés de l'avant-garde descendus par M'Bélie, renforcé par un groupe de cent hommes venus de Basoko, ce détachement réoccupa les postes abandonnés en amont, puis se mettant à la recherche des révoltés, il remporta le brillant succès qui valut sa superbe palme à son jeune commandant » (144).

Le capitaine Bodart, toujours atteint de dysenterie, rejoint Basoko. Grâce à la rencontre fortuite du steamer de la S.A.B., il arrive aux Falls le 25 avril. Il se repose dans cette station une quinzaine de jours. Il donne quelques renseignements sur l'atmosphère qui régnait alors aux Falls: « Le poste était en état de défense, le travail continuant sans relâche; on renforçait les ouvrages existants, les auxiliaires des environs fournissant des corvées. L'émoi était grand partout, surtout depuis l'arrivée de certaine lettre de M. le Vice-Gouverneur Baron Dhanis, jetant l'alarme dans tous les postes du fleuve! On commentait le texte de cette dépêche, principalement le fameux paragraphe! « Envoyez-moi des Blancs qui n'ont pas peur! ». J'ignore le contenu de ce document désormais célèbre. Seulement je me contenterai de rappeler les déclarations hostiles qu'il provoquait dans les conversations de l'époque. Pour donner le change aux esprits, M. Dhanis trouve plus logique de détourner l'attention qui se porte vers lui, rejetant en bloc la responsabilité générale de ses bévues et de ses fautes sur ses sous-ordres. J'ignore si quelques Messieurs ont eu peur. Par contre, je puis certifier loyalement que la démoralisation était réellement profonde parmi les agents. Trop de fautes avaient été commises et elles étaient loin d'être passées inaperçues! La confiance dans le chef n'existait plus ou du moins elle était trop ébranlée que pour songer à l'utiliser ou à la reconquérir de sitôt. Les hommes mêmes commentaient les fautes entrevues! Le long du chemin, plus d'une fois, j'entendis leurs appréciations! » (145).

Le capitaine Bodart est soigné pendant son séjour aux Falls par le docteur Meyers (146). « A certaines paroles, remarque Bodart, j'ai pu comprendre que le jeune médecin était plus ou moins au courant de quelques particularités de la compétence du chef et que de plus il possédait à un certain degré la confiance de M. Dhanis! » (147). Henri Bodart fait au docteur Meyers le récit des événements qui conduisirent à la catastrophe d'Ekwanga et à son différend avec M. Dhanis. Le docteur Meyers lui propose de chercher à arranger les choses avec ce dernier, mais le capitaine Bodart refuse son intervention craignant qu'on ne la considère comme une reconnaissance tacite d'une faute qu'il affirme n'avoir jamais commise.

Henri Bodart demande un peu plus tard au commandant Malfeyt (148) de pouvoir quitter les Falls pour se rendre à Boma où il espère être entendu par le Gouverneur Général. Le 10 juin, il arrive à Léopoldville, complètement guéri. Le 23 juin, il rejoint Boma où il apprend qu'il a été renvoyé à la disposition du gouvernement par M. Dhanis. Le 25 juin, il écrit au Vice-Gouverneur Général Wangermée (149) pour solliciter du service dans un poste « où le péril et le danger sont assez grands, assez durables, pour en sortir ou y rester, lavé de la souillure qui entache mon honneur » (150). Le 16 août, enfin, il écrit au commandant Malfeyt pour lui signaler que certains propos imprudents tenus par lui lors de la retraite vers Avakubi ont été singulièrement dénaturés par certains compagnons de route. Il retrace ses dernières entrevues avec le commandant Julien avant la bataille d'Ekwanga et se défend d'avoir jamais pensé à abandonner ses compagnons en présence des révoltés (151).

III. AUTRES TEMOIGNAGES CONCERNANT L'EXPEDITION DU HAUT-ITURI

Le docteur Joseph Meyers, dans *Le Prix d'un Empire*, corrobore sur bien des points la version du capitaine-commandant Bodart. En juin 1896, il rencontre le capitaine Doorme qui lui parle de la nouvelle expédition que le baron Dhanis doit conduire vers le Nil. Doorme ne lui cache pas ses appréhensions, « les préparatifs ordonnés par le chef n'ayant pu être exécutés comme il l'aurait fallu et les troupes mises à sa disposition n'ayant ni l'entraînement ni la discipline requis pour une entreprise de cette envergure » (152). Doorme s'inquiète de voir une grande expédition pénétrer dans une région inconnue. Soldats, femmes, boys et porteurs devront trouver leur subsistance sur place. Or « les villages indigènes assez peu peuplés ne peuvent fournir des provisions suffisantes et il faut donc se munir encore de vivres de réserve pour les Noirs, d'autant plus qu'on ne peut affamer les habitants des régions traversées et qu'il faut se concilier leurs bonnes grâces afin de maintenir les communications avec l'arrière » (153). Mais les routes n'ont pas été reconnues, des plantations vivrières n'ont pas été constituées, des gîtes d'étapes et des relais de porteurs n'ont pas été organisés par suite du manque de personnel et de ressources. En outre, « beaucoup de soldats de l'expédition appartiennent à des races qui se sont montrées rebelles et qui ont été longtemps sous l'influence arabe » (154) (Batetela, Bakusu, Bango-Bango, etc.).

Fin octobre 1896, aux Stanley Falls, le docteur Meyers rencontre le baron Dhanis en présence du commandant Malfeyt. Dhanis lui fait également part de ses appréhensions: « Je suis obligé de partir, dit-il, les ordres sont formels; hélas! ceux qui les donnent ne sont pas toujours au courant de la situation et je suis loin d'être tranquille. Je crains fort que les régions où les troupes doivent passer soient trop pauvres pour fournir les vivres nécessaires, les ordres que j'avais donnés à ce sujet n'ont pas été

complètement exécutés. Or les soldats noirs deviennent vite mécontents lorsqu'ils ne sont pas bien nourris et une partie de mes troupes n'a déjà que trop tendance à l'indiscipline. Et puis, trouverons-nous des porteurs en nombre suffisant? Pourrons-nous remplacer les défections? Satisfaire les auxiliaires qui doivent être traités bien aussi? Eviter les conflits entre eux et les soldats? D'autre part mon cadre d'officiers est peu fourni; j'aurais tant voulu attendre l'arrivée des anciens de la campagne arabe: Hambursin, Henry, Doorme, car je ne crois pas que je doive compter encore sur Lothaire; les soldats les connaissent et ont confiance en eux; au lieu de cela on m'envoie des officiers qui peuvent avoir de nombreuses et brillantes qualités mais qui n'ont jamais été en contact avec les soldats noirs, qui ne connaissent ni leurs habitudes ni leurs besoins en campagne, qui ne savent même pas leur langue. J'avais promis le commandement de l'avant-garde à Mathieu qui depuis plusieurs mois se débat dans toutes sortes de difficultés et voilà qu'on m'impose le commandant Leroi. Comment ces deux officiers pourront-ils s'accorder, étant aussi intransigeants l'un que l'autre? Je n'aurai avec moi que Julien dont on me dit le plus grand bien; les Haousas qu'il commande sont en général de bons soldats, mais leurs officiers ne les connaissent que depuis quelques jours et ne savent s'entretenir avec eux qu'au moyen de quelques mots de kiswahili qu'ils possèdent les uns et les autres. Qu'est-ce que tout cela va donner? » (155).

Comme le commandant Malfeyt s'efforce de donner un ton plus optimiste à la conversation, le Vice-Gouverneur Général Dhanis ajoute: « Ce n'est pas que je sois découragé, mais j'aurais voulu attendre encore un peu; j'ai de mauvais pressentiments, et vous savez qu'à cet égard, j'admets comme Shakespeare "qu'il y a beaucoup plus de choses dans le monde que n'en peut connaître notre philosophie" » (156).

« On peut mesurer, écrit A. Lejeune-Choquet, toute la témérité avec laquelle s'engagea par un pareil chemin, à travers l'inconnu, sans avoir préparé ses étapes et sans réserves de vivres, toute une armée de soldats noirs n'ayant de la discipline qu'une idée assez vague et commandée par des Européens en nombre insuffisant. Pendant trois mois, ce fut une marche dans la forêt sans soleil, sans route, parfois inextricable, où les bataillons se

frayaient un passage à coups de haches et où les hommes étaient souvent privés d'eau et mouraient de faim. Il s'agissait de milliers de soldats indisciplinés, parmi lesquels plusieurs bataillons de Batétélas, de ces mêmes Batetelas qui, deux années auparavant, s'étaient révoltés contre l'autorité de l'Etat après l'exécution militaire de leur chef Gongo Lutete. Les rares populations de la région se montrèrent hostiles, refusèrent de vendre des vivres, de fournir des porteurs et des guides. Forcés de pourvoir à la nourriture de leurs hommes, les officiers se virent, à chaque moment, obligés de livrer des combats et de prendre de force ce qu'on leur refusait de bonne grâce » (157).

Les conditions désastreuses dans lesquelles s'était engagée l'expédition n'échappèrent pas à l'attention des contemporains. En janvier 1897, un journal belge annonça la mort du baron Dhanis et d'une vingtaine de ses officiers (158). La nouvelle fut démentie par *Le Mouvement Géographique* du 7 février 1897. Voici le texte de cet article.

A PROPOS DE L'EXPÉDITION DHANIS

« Lorsqu'il y a quinze jours, on a fait courir le bruit du « massacre » du commandant Dhanis et de vingt-trois de ses officiers, on a dit pour donner quelque vraisemblance à la fausse nouvelle, que l'on ne parlait que de cela à Boma et Matadi. Cette information est d'invention bruxelloise, comme le reste de la nouvelle. En effet, les voyageurs d'Afrique rentrés par les derniers bateaux et notamment M. Hoffman, chef de service de la comptabilité de la S.A.B. descendu du Stanley-Pool et arrivé en Europe par la « Ville de Maceio » déclarent que, ni dans le Haut, ni dans le Bas Congo, il n'est question d'un échec survenu à l'expédition Dhanis non plus que de la mort de son chef. Ajoutons qu'une enquête a fait découvrir quel est le coupable inventeur de la sinistre nouvelle » (159).

Rappelons que le baron Dhanis avait le commandement de trois districts (Stanley Falls, Aruwimi et Uele). Il avait fixé comme point de concentration aux colonnes de l'Aruwimi-Uele et des Stanley Falls la localité de Ndirfi. Le rassemblement des colonnes devait se faire aux alentours du 15 février 1897 (160).

Mais, comme le remarque le Vice-Gouverneur Général Dhanis dans des notes inédites, « le commandant Chaltin passa par ce point avant la date fixée et, sans se préoccuper de l'autre colonne, continua sa marche vers le Nil » (161).

Nous avons vu que le corps parti des Stanley Falls se composait de deux colonnes: l'avant-garde, dirigée par le commandant Mathieu auquel était subordonné le commandant Leroi, et le gros de l'expédition, réparti en plusieurs sections, commandé par le Vice-Gouverneur Général Dhanis. « Ce dispositif de marche par groupes fractionnés, remarque le docteur Meyers, s'imposait pour faciliter le ravitaillement en vivres et en porteurs tout au moins jusqu'à l'arrivée sur le théâtre des opérations » (162).

Des notes personnelles inédites du baron Dhanis nous apprennent que le commandant Leroi lui avait été imposé. Ne voulant pas le laisser à la base des opérations de peur qu'il ne désorganise le service des ravitaillements, il décida de l'envoyer en avant. « Malheureusement, constate Dhanis, le commandant Leroi a eu une correspondance désagréable avec le commandant de l'avant-garde de l'expédition le commandant Mathieu, à la suite de laquelle celui-ci s'est suicidé. Le commandant Leroi a pris sa succession et par ses maladresses a provoqué la révolte » (163).

La révolte de l'avant-garde de l'expédition du Haut-Ituri a été décrite en détails par le lieutenant Verhellen (164). Rappelons ici les principaux faits.

Nicolas Verhellen, adjoint au commandant Leroi, partit avec celui-ci en octobre 1896 des Stanley Falls jusqu'à Avakubi. Il gagna ensuite Mawambi, Irumu, Kavalli, Ufumia et Andémobé (165).

L'avant-garde devait se composer de trois bataillons. Le premier était dirigé par le commandant Mathieu, le second par le commandant Julien et le troisième devait être commandé par le capitaine Doorme. Le premier bataillon, dont les soldats avaient été hâtivement recrutés dans la zone arabe, se composait d'un millier d'hommes, pour la plus grande partie, des Batetela et des Bakusu. Il se fraya un chemin dans une région inconnue et hostile, s'emparant de force des vivres que les indigènes refusaient de lui livrer. Arrivé à Andémobé, Mathieu fit une reconnaissance infructueuse pour retrouver la rivière Kibali. Vive-

ment affecté par cet échec, dans un accès de fièvre chaude, il se brûla la cervelle le 3 janvier 1897.

Le 5 janvier, le Commissaire Général Leroi et son escorte, dirigée par le lieutenant Verhellen, arrivèrent à Andémobé. Le commandant Leroi prit le commandement du premier bataillon. Il atteignit Tamara à la fin du mois de janvier, fit construire un pont sur le Kibali et se remit en marche vers le Nord.

Le 12 février, la 3^e compagnie, dirigée par le sous-lieutenant Spélier (166) et par le sergent Bricourt (167), atteignit Baranga, localité située à 6 ou 8 heures de marche au Sud-Ouest de Ndirfi. Le gros de la colonne, dirigé par le commandant Leroi suivait à huit heures de marche. La deuxième compagnie formait l'arrière-garde de la colonne à cinq heures de marche en arrière.

La sédition éclata le 14 février. Les soldats de la deuxième compagnie, dirigée par les sous-officiers Tagon (168) et Andrianne (169), massacrèrent les deux Européens. Ils marchèrent ensuite toute la nuit pour rejoindre le gros de la colonne qu'ils atteignirent le 15 février. Les mutins abattirent successivement le lieutenant Melen (170), le sous-intendant Inver (171) et le commandant Leroi.

Le lieutenant Verhellen et le docteur Vedy (172) parvinrent à s'échapper et à rejoindre le sous-lieutenant Spélier et le sergent Bricourt dont les soldats étaient restés fidèles. Ils gagnèrent Ndirfi, puis Surur, dans l'Uele, où ils arrivèrent le 3 mars.

Cependant les soldats révoltés, après avoir pillé le campement, rebroussèrent chemin vers le Sud. Ils atteignirent bientôt le poste de l'Obi où ils tuèrent le sergent Closet (173). Ils refluèrent ensuite sur Tamara et allèrent attaquer le lieutenant De le Court à Andémobé. Celui-ci parvint à s'échapper et à rejoindre les troupes du Vice-Gouverneur Général Dhanis (174).

Le lieutenant Verhellen a fort bien montré les causes probables de la révolte:

« Mécontentement des soldats à cause du surmenage. Les hommes avaient chacun 30 cartouches dans la cartouchière. Ceux de la 1^{re} compagnie, chaque soldat 2 cassettes de 180 cartouches, ceux qui n'avaient pas 2 cassettes de 180 cartouches portaient 2 charges de la compagnie. Il y avait 30 charges à porter depuis le 14 février (jour de la fuite des auxiliaires de Kandolo). Les soldats de la 2^e compagnie se trouvaient dans les mêmes con-

ditions. Tous nos soldats portaient aussi leurs bibelots personnels. L'on arrivait à l'étape généralement aux heures suivantes: escorte entre 9 h 30 et 10 h 30 du matin; 1^{re} compagnie entre 10 h 30 et 11 h 30 du matin. La 2^e compagnie et l'artillerie suivaient à un jour. A l'arrivée au campement, les hommes formaient les faisceaux et défrichaient immédiatement l'endroit nécessaire pour monter les tentes et un bout de terrain pour faire l'exercice. Cela terminé, ils pouvaient s'occuper de leurs campements personnels.

Journallement: Rappel pour l'exercice à 4 heures. Visite sanitaire immédiatement après. Exercice: maniement d'armes et tirailleurs de 4 à 5 heures. Inspection des armes et des munitions. A 5 h 30 parade de garde. Les sentinelles montaient de 6 heures à minuit. A minuit, l'Européen de garde faisait relever les sentinelles. Celles-ci montaient alors de minuit à 6 heures du matin. Les sentinelles étaient simples. Toutes les poules et chèvres prises devaient être remises aux Européens. Jamais on ne leur en donnait » (175).

Le baron Dhanis, dans ses notes personnelles relatives à la révolte de l'avant-garde, souligne que « le commandant Leroi, depuis le commencement de février, était averti de la marche du commandant Chaltin et, déclarant avoir reçu des ordres directs avant de partir de Bruxelles, surmena ses hommes dans un effort effréné d'arriver avant Chaltin. Il poussa ses soldats à la révolte » (176).

« Ainsi que je l'ai expliqué, remarque le Vice-Gouverneur Général, dans une lettre au Gouverneur Général, lettre dont j'ai envoyé copie de Kilo quelques jours avant notre retraite sur Ekwanga, tous mes ordres à l'avant-garde ont été méconnus. Je ne pouvais raisonnablement pas refuser le concours du Commissaire Général Leroi que je ne pouvais juger et qui devait passer à mes yeux pour un officier d'élite, esclave du devoir; je ne connaissais pas son caractère et c'est seulement après avoir rejoint le commandant Julien que j'ai appris qu'il avait manifesté l'intention de se rendre dare-dare à Lado. J'ai déjà antérieurement insisté sur ce point. Mes deux commandants de colonne (177) ont donc cru être autorisés à jouer un rôle indépendant et je dirai même personnel. Je n'ai pas eu les adjoints que j'ai demandés et en qui je pouvais avoir confiance » (178).

Le baron Dhanis constate que les commandants Leroi et Chaltin avaient reçu des instructions du Gouvernement qui n'étaient pas passées par la voie hiérarchique. « Si le commissaire Général Leroi avait suivi mes ordres, il n'aurait pas provoqué par une marche précipitée la désertion des porteurs, ni la fatigue des soldats, il aurait gardé sa liaison avec le commandant Julien, dont la présence, à la tête des Haoussa eût empêché la révolte. Si le commandant Chaltin m'avait attendu à Ndirfi, comme c'était prescrit, c'est-à-dire à l'endroit où la révolte a éclaté, celle-ci n'aurait pas pu se produire. Dans l'un comme dans l'autre cas, si elle s'était produite, elle eût été réprimée sur l'heure » (179).

Tous les révoltés qui furent pris au cours des campagnes qui suivirent insistèrent sur la sévérité excessive des officiers qui dirigeaient l'avant-garde: « On nous faisait travailler dur, et sous tous les prétextes; pour le moindre retard ou la plus légère peccadille de nous ou de nos femmes, on nous faisait porter de lourdes charges, nous étions roués de coups et ne recevions pour manger que les produits de la forêt ». « Aux auxiliaires, on avait enlevé jusqu'à leurs dernières poules, et à nous, nos boys et nos femmes » (180).

En octobre 1898, lors de négociations entamées avec les mutins, ceux-ci confirmèrent les griefs exposés plus haut.

« C'est Piani Kandolo qui est le seul grand chef, c'est lui qui a donné la réponse au nom de tous, aux propositions de paix. Piani Kandolo a dit en substance: « Nous nous sommes révoltés parce que nous étions traités comme des esclaves ».

Voici les principaux griefs:

1. défense de manger du bœuf, de la chèvre et même des poules; nous devions nous contenter des racines du bush;
2. on nous donnait du bâton en masse pour rien;
3. pour un rien nos camarades étaient amarrés et fusillés;
4. nous avions tous deux ou trois femmes, elles nous ont été enlevées pour être données aux jeunes soldats qui n'en avaient pas;
5. si une femme ou un boy s'attardait pour boire de l'eau en route, son maître le lendemain devait porter une lourde charge;
6. tandis que nous ne recevions rien, les gens de l'escorte de Fimbo Mingui recevaient des livres sterling, des étoffes, des

fez et du chop. Nous avons commencé la révolte (les Bakusu) et les autres nous ont suivis » (181).

Après le massacre de son avant-garde, le Vice-Gouverneur Général Dhanis, croyant pouvoir compter sur la fidélité de ses troupes — qui comprenaient un fort contingent de soldats de la côte —, décide d'attendre l'attaque des mutins à Ekwanga, sur l'Ituri.

Le 13 mars, il annonce au Gouverneur Général la révolte de l'avant-garde dirigée par le Commissaire Général Leroi. Il suppose justement que la compagnie de M. Spélier a pu échapper au massacre et se diriger vers Dungu. « Les rebelles, précise-t-il, sont actuellement dans les environs de Tamara. Se dirigeront-ils vers Gumbali, M'Bélie et Avakubi ou vers le Sud? Je tiens à avertir les chefs de poste d'Avakubi et de l'Uelle que d'ordinaire les rebelles se présentent à une dizaine se disant porteurs d'un courrier, présentent les armes, remettent le paquet et fusillent le Blanc. Les rebelles sont 700 ou un peu plus (peut-être 900, même 1 000), tous armés d'Albinis. Ils ont 130.000 cartouches, 4 Maxims, 1 canon Nordenfeldt. Le commandant Hambursin est près d'ici avec 200 hommes, mais je ne sais malheureusement pas de quelle race? J'ai donné ordre de désarmer tous les Bakusu et Batetela. Dès que j'ai des nouvelles du commandant Hambursin, je me porte en avant » (182).

Le 18 mars 1897, le combat d'Ekwanga s'achève par la déroute de l'expédition du Haut-Ituri (183). Le 19 mars, les troupes débandées arrivent à Irumu et pillent la station. La garnison d'Irumu se soulève et passe à l'ennemi (184). Le Vice-Gouverneur Général Dhanis se replie sur Mawambi. C'est de cette localité qu'il écrit au chef de poste d'Ibembo la lettre suivante:

« Mawambi, le 27 mars 1897.

Monsieur le Chef de poste d'Ibembo,

Les révoltés Bakusu, Batetela, Malela de l'avant-garde, auxquels se sont joints les Baluba, les Tanganyika et les auxiliaires ont plus de 1 500 fusils perfectionnés et 150 cartouches par arme au plus.

J'ai dû battre en retraite après avoir fait des pertes terribles et dû abandonner Irumu, Mawambi. J'espère maintenir Avakubi.

Il faut immédiatement recruter le plus de volontaires possible pour cette guerre des Falls; rien que des hommes solides, d'anciens soldats si possible.

Défiez-vous des soldats originaires de la zone arabe.

Avertissez le Commandant de la zone et le Commissaire de district, s'ils peuvent faire quelque chose, (de) m'envoyer des Barambo, des Zande, etc. Ils le feront, j'en suis persuadé.

Je n'ai plus rien, ni papier, ni encre.

L'inspecteur d'Etat

(Sé) Baron DHANIS » (185).

« Après la débâcle d'Irumu, écrit le docteur Meyers, on pouvait évaluer le nombre de révoltés à plus de six mille, dont deux mille armés de fusils Albini et à tir rapide, les autres ne possédant que des fusils à piston et des armes moins perfectionnées. Toutes les mitrailleuses, les canons, tout le matériel et les outils, tous les approvisionnements, toute la poudre et plus de trois cent mille cartouches étaient tombées aux mains des mutins » (186).

Après avoir abandonné Mawambi, Dhanis se replie sur Avakubi. Craignant l'extension de la révolte dans la zone arabe, il bat en retraite sur Avakubi. Il confie le commandement de la zone au commandant Henry qui vient d'arriver. Il rejoint par Basoko Stanley Falls où il arrive le 1^{er} mai 1897 (187).

Comme le souligne A. Lejeune-Choquet, « le désastre était complet, la grande expédition du Nil avait subi un échec tel, que dès ce moment, on comprit que les projets mystérieux qui avaient motivé son organisation devaient, momentanément, être abandonnés » (188).

Revenons maintenant au commandant Henry. Celui-ci avait été rattaché à l'Expédition du Haut-Ituri qu'il rejoignait par l'Aruwimi en organisant les transports. Le 22 mars 1897, un courrier daté du 4 mars lui apprend la révolte de l'avant-garde aux environs de Tamara sur le Kibali et l'attaque du poste de M. De le Court situé entre Kilo et Tamara (189). Le 1^{er} avril, Henry arrive à Avakubi où il rencontre le Vice-Gouverneur Général Dhanis. « Mauvaises nouvelles. L'expédition est en retraite avec tous les Blancs après avoir subi un échec très grave à Ekwanga. Les révoltés suivent » (190). Le 2 avril, « les Blancs

arrivent un à un. Les révoltés auraient 1 500 à 2 000 fusils et 250 000 cartouches. Il y aurait 828 anciens soldats » (191).

Le commandant Henry organise à Avakubi une position défensive pour barrer la route aux mutins en cas d'une éventuelle attaque des Falls. Il rallie les débris de l'expédition et s'efforce de rétablir la discipline parmi les soldats. Il réclame des troupes fraîches originaires de régions étrangères à la zone arabe pour réoccuper Kilonga Longa (Mawambi) (192).

Les révoltés, craignant de combattre dans la forêt, se dirigent sur le Maniéma par la vallée de la Semliki. On peut alors les évaluer à 828 réguliers et 1 000 irréguliers. Tous sont armés d'Albinis et possèdent environ 200 cartouches par arme (193).

Le 22 avril 1897, le R.P. Auguste Achte (194), missionnaire français, se rendant en visite auprès de ses catéchumènes au-delà de la Semliki, tombe entre les mains des soldats de Dhanis qu'il prend d'abord pour des réguliers. Le lendemain, rencontrant des Africains revêtus d'uniformes d'officiers belges et armés de revolvers, il se rend compte de la situation. Il est dépouillé de ses vêtements et croit sa dernière heure venue. Des nyamparas le conduisent auprès du chef Mulamba et de son conseiller Kandolo. Il leur explique qu'il est *padri mfranca* (prêtre français). Ces derniers, ayant appris par ses catéchumènes qu'il soigne les malades et qu'il n'a jamais frappé aucun Noir, lui laissent la vie sauve. Pendant quatre jours, il reste prisonnier des rebelles. Ceux-ci lui expliquent qu'ils veulent massacrer tous les Belges. Le R.P. Achte estime le nombre de rebelles, qui se disent 4 000 à 5 000, à environ 2 000. Ceux-ci lui dictent une lettre pour informer l'Europe de leurs projets d'avenir. Il s'agit, selon eux, d'un complot de tous les gens du Maniéma pour l'indépendance de leur pays. Le R.P. Achte et ses catéchumènes sont libérés le 26 avril et gagnent Katumba, puis Toro (195).

Dans un rapport envoyé au Gouverneur Général au sujet de cette affaire, le Commissaire de district a.i. Malfeyt écrit: « La conduite du R.P. Achte me donne lieu à penser que ce religieux aurait bien pu donner la pensée aux révoltés d'écrire à l' "Europe". Ce qui est étrange c'est que le R.P. Achte ne nous dit rien de ce que les révoltés lui ont communiqué. Qu'a-t-il fait de la lettre adressée à l' "Europe"? Quoi qu'il en soit le P. Achte est dans l'erreur quand il affirme qu'il y avait entente entre tous

les Manyémas pour la révolte. Il est compréhensible que les révoltés de l'Ituri répandent cette nouvelle pour se stimuler mutuellement, pour se donner du courage, mais nous avons toutes raisons de croire qu'il n'y avait pas entente entre ceux-ci et leurs compatriotes restés au pays. Il est possible que le Père Achte se serve du document dont il s'agit et cherche à apitoyer le monde sur le sort de nos Manyémas » (196).

Le 30 avril, la situation est redressée à Avakubi. Une reconnaissance effectuée par 40 soldats confirme que les rebelles se dirigent vers la vallée de la Semliki. Faute de porteurs, ils ont abandonné beaucoup de cartouches à Irumu. Le commandant Henry demande que le ravitaillement d'Avakubi soit assuré notamment en étoffes et en perles. Il dispose de 608 hommes et compte en rallier encore une centaine. Il remarque que « le paiement mensuel des hommes inévitable dans les circonstances actuelles exige beaucoup d'étoffes. De plus, les vivres commencent à devenir rares et chers à Avakubi » (197). C'est une raison supplémentaire de marcher bientôt vers Kilonga Longa. En laissant les malades à Avakubi et à Kilonga Longa, Henry compte pouvoir disposer de 500 hommes pour les opérations militaires dans la vallée de la Semliki. Il a demandé au chef de zone de la Makua-Uelle un renfort de 150 à 200 bons soldats. Alluta est venu lui rendre visite et l'a assuré de son dévouement envers l'Etat. Henry a réprimé une petite révolte menée par des Bakusu chez Kalunga. Il compte laisser M. Baras (198) à Avakubi et prendre avec lui MM. Derclaye, Friart, Kimpe (199), Rewers et Sauvage (200). Il demande, toutefois, l'envoi de quelques Européens expérimentés. Henry pense que tout danger d'attaque des Falls par les révoltés est écarté. Enfin, il rappelle à M. Dhanis que beaucoup de soldats sont engagés à raison de 8, 10, 12 et 15 F par mois. « Comme leur terme de service est très court, écrit le commandant Henry, il faudra aussi que Falls soit en mesure de payer ces hommes à l'expiration de leur terme de service. Toutefois, les soldats ne savent pas à combien ils ont droit. Je me suis abstenu de les en informer parce que je crains qu'on ne soit pas en mesure de les payer tous à l'expiration de leur terme (soit dans 6, 7, 8 mois). J'ai échelonné leurs termes de service de façon à en renvoyer quarante ou cinquante par mois dans quelques mois. D'ici là il y aura encore beaucoup de chan-

gements et d'imprévus et je vous dis la chose simplement pour vous avertir » (201).

Le sous-lieutenant Tilmont, installé à Boyula, envoie à la même époque au commandant Henry des informations de source bakusu suivant lesquelles les révoltés se seraient mis en rapport avec Rumaliza (202) lui demandant de prendre la direction de la rébellion. Ce dernier aurait accepté et envoyé des émissaires aux rebelles. — Cette nouvelle était en réalité absolument fautive puisque Rumaliza avait gagné trois ans plus tôt Zanzibar. — Suivant le sous-lieutenant Tilmont, le plan des rebelles qui occuperaient toujours Mawambi consisterait à attaquer bientôt Avakubi avec la complicité d'auxiliaires d'Alluta (203).

Le 5 mai, le commandant Henry écrit au sous-lieutenant Tilmont pour l'avertir que les renseignements qu'il lui a fournis ont été inventés de toutes pièces par ses informateurs. « Rumaliza est en ce moment à Zanzibar où il se soucie fort peu des révoltés » (204). Le prétendu plan des rebelles est invraisemblable. En effet, on sait de source à peu près sûre que les révoltés, craignant de traverser la forêt à cause de la famine et de combats éventuels avec les naturels de la région, ont gagné Kavalli et comptent se diriger sur la vallée de la Semliki (205).

Le 7 mai, le commandant Henry quitte Avakubi. Il occupe successivement Kitima, Kibonghi et Kilonga Longa (Mawambi) où il arrive le 17 mai. Il trouve la station abandonnée par les rebelles. Une vingtaine de soldats bangelima réfugiés dans la forêt confirment le départ des mutins vers la vallée de la Semliki. Henry s'efforce de détacher les Arabisés des révoltés en employant tous les moyens possibles. Il pense nommer Alluta chef de la contrée avec mission de réunir tous les auxiliaires restés fidèles et de leur reprendre les Albinis et les cartouches qu'ils pourraient avoir entre leurs mains. Il espère rallier MM. Van der Wielen et Sannaes (206) pour empêcher les mutins de se rendre en territoire anglais. Il compte alors couper en deux la colonne des révoltés et attaquer en premier lieu la colonne venant du Nord. « Dans le cas peu probable où les révoltés seraient déjà du côté du lac Albert Edouard la menace d'être attaqué par derrière les fera certainement s'arrêter et je verrai là-bas les dispositions à prendre. *Le poste du Kivu serait*

alors assez compromis mais je compte qu'il aura reçu à temps l'ordre de se fortifier » (207).

Le 31 mai, le commandant Henry annonce à l'Inspecteur d'Etat Dhanis qu'il partira le 4 juin de Kilonga Longa vers la Semliki. Il emmènera avec lui 500 à 550 soldats et 4 Européens (MM. Derclaye, Friart, Sauvage et Kimpe). Il laissera à Kilonga Longa M. Rewers avec 15 soldats. « J'ai pleine confiance dans la troupe. Je crois pouvoir vous affirmer que je compte sur elle absolument comme je comptais jadis sur mes soldats pendant la guerre arabe » (208). Henry note également que les auxiliaires n'ont pas participé à la révolte et errent par petits groupes un peu partout avec un assez grand nombre de soldats bangelima et likwangula. « Ce sont des débris dont nous ne pouvons pas nous occuper maintenant et qu'il sera très facile de rallier dans quelque temps » (209).

Le commandant Henry fait retirer de l'Ituri par ses soldats 155 caisses de cartouches et 250 caisses de fusils immergées par Hambursin lors de la retraite. Toutefois, certaines caisses complètement ensablées doivent être abandonnées. En outre, Henry apprend par des auxiliaires que « les cartouches d'Irumu ont été en grande partie détruites par les révoltés eux-mêmes » (210).

Pendant ce temps, le lieutenant Sannaes avait appris le 22 avril que des soldats et des auxiliaires révoltés se disposaient à marcher sur le poste de Karimi pour tuer les Blancs. Comme ce poste, situé dans une vallée, était indéfendable, il le quitta le 26 avril et rejoignit au-delà de la frontière le fort britannique de Katwé le 28 avril pour y assister à la mort du lieutenant Van der Wielen. Le 1^{er} mai, un groupe de mutins attaqua le fort britannique et était repoussé. Les défenseurs ne disposaient pourtant que de 44 soldats de la Force Publique, de 4 nyamparas et de 17 soldats britanniques. Sannaes décidait de gagner Toro où il rencontrait le capitaine anglais Sitwell et le R.P. Achte. Il rentrait ensuite à Katwé dont il repartait le 5 juin. Il arrivait chez M'Beni le 8 juin et à Mukuni le 14 où il échappait à une embuscade tendue par les rebelles grâce à l'arrivée opportune de la colonne dirigée par le commandant Henry (211).

Le 21 juin, celui-ci avertit le baron Dhanis que les rebelles sont passés à Kissenghé trois semaines plus tôt. « Leur marche

est très lente, ils ne font que des étapes de deux à trois heures et s'arrêtent pendant plusieurs jours dans des endroits où ils trouvent des vivres. A présent, ils doivent être arrivés dans la région montagneuse qui sépare la Libina du lac Albert Edouard. Ils ont fait la guerre aux indigènes partout où ils sont passés. Les auxiliaires de la région ne les ont pas suivis. Ceux-ci ont branlé ferme dans le marche mais ils y ont été forcés par les mutins » (212). Le ralliement du lieutenant Sannaes paraît à Henry de bon augure. Toutefois, il se méfie désormais des auxiliaires mais ne se risque pas à les attaquer de peur de perdre un temps précieux et de compromettre la sécurité de M. Rewers resté à Kilonga Longa. Les révoltés marchent sur Nyangwé et Kassongo. Le moral de la colonne est excellent malgré la famine qui règne depuis Avakubi! « Nous nous remettons en marche vers le Sud et comptons atteindre l'ennemi dans une quinzaine de jours. Nous l'attaquerons partout où nous le rencontrerons en cherchant avant tout à le surprendre. Cela ne nous sera pas bien difficile, je pense, car il est loin de se douter que nous sommes à sa poursuite avec des troupes importantes et bien déterminées. Bien qu'il soit absolument certain que les révoltés se dirigent sur Nyangwé-Kassongo, il est bon, je pense, que les postes situés en aval se tiennent sur leurs gardes parce que des groupes isolés peuvent échapper à notre étreinte, se perdre, errer à l'aventure et tomber sur des routes qui conduisent à ces postes » (213).

Le 28 juin, la colonne dirigée par Henry parvient à M'Beni. Elle suit un important groupe d'environ 1 200 mutins à la trace. Le 14 juillet, vers minuit, elle prend position sur la Haute-Lindi derrière une petite colline à 300 mètres du premier camp des révoltés. A cinq kilomètres se trouvait le second camp des révoltés. Le 15 juillet, à 5 heures du matin, le commandant Henry attaque le premier camp et met en fuite les rebelles. Il rassemble ses troupes sur la position conquise et, à 7 heures du matin, fait face à l'attaque impétueuse des mutins du second camp. Après trois heures d'un combat acharné au cours duquel le lieutenant Sannaes est blessé, les rebelles prennent la fuite en abandonnant 400 morts sur le terrain, 500 Albinis et 10 000 cartouches. Dans le carnet de route de Henry, on trouve cette phrase lapidaire:

« le 15, combat contre les révoltés; à deux reprises, victoire » (214).

Le commandant Henry ne peut se risquer avec des hommes très fatigués à poursuivre les rebelles. Il décide de rejoindre Avakubi où il parvient au début de septembre 1897 (215).

« La nouvelle de la victoire du commandant Henry, écrit le docteur Meyers, fut accueillie partout avec enthousiasme et la crainte d'une révolte générale qui malgré tout persistait dans certaines régions disparut aussitôt. Pourtant l'optimisme créé par cette victoire fut en partie la cause du peu d'empressement que mit le gouvernement à envoyer au commandant supérieur les renforts qu'il ne cessa de réclamer pendant toute la campagne qui va suivre et où il sera obligé de faire face aux plus graves dangers avec des moyens restreints » (216).

Dans un rapport non daté, le Vice-Gouverneur Général Dhanis exprime la même opinion: « La révolte aurait été terminée très rapidement, mais au Gouvernement Central, on croyait, après la victoire du commandant Henry sur les révoltés, que la révolte était réprimée. Ordre fut même donné à Dhanis d'envoyer ses troupes dans l'Uele. Il ne voulut pas en prendre la responsabilité » (217).

En effet, le commandant Henry n'avait écrasé qu'une partie des soldats révoltés. Trois groupes importants de rebelles dirigés respectivement par Changuvu, Saliboko et Kandolo allaient continuer à menacer la Province Orientale et à y pratiquer une guerre d'embuscades durant trois ans. Ce n'est qu'à la fin de l'année 1900 que les derniers Batetela, vaincus dans le Tanganyika, se réfugièrent en territoire allemand et remirent leurs armes aux autorités (218).

IV. CONCLUSION

Le Fonds Congo des Archives des Palais Royaux possède une note non datée et corrigée par le Roi Léopold II qui concerne la révolte des troupes congolaises dans le Maniéma (219). Cette pièce est datée de 1897 (?) par E. Vandewoude (220). Or le texte de cette même note recopié au net se trouve également dans la correspondance du Roi avec le baron E.C.S. Whettnall conservée aux Archives des Palais Royaux (221). Une autre note écrite par Léopold II, datée du 30 janvier, accompagne ce texte et donne des instructions en vue de sa diffusion (222). Cette pièce est datée du 30 janvier 1896 par E. Vandewoude (223). Comme le texte de la note précédente fait allusion à la reprise de Khartoum par les troupes britanniques, événement qui se déroula en 1898, il faut dater cette note du 30 janvier 1899. Quant à la note précédente relative à la révolte des troupes congolaises dans le Maniéma, elle a dû être écrite à la fin de l'année 1898 — vraisemblablement après la chute de Kabambare puisque le texte fait allusion à une offensive contre un des postes de l'Etat — ou au début de l'année 1899.

Voici ce texte, soigneusement revu par le Roi, qui donne le point de vue officiel de la plus haute autorité de l'E.I.C. sur la révolte des Batetela.

« Les derniers incidents qui se sont produits au Congo ne sont pas généralement attribués à leur vraie cause ni ramenés à leurs justes proportions et sont par suite l'objet d'appréciations en désaccord avec leur portée et leur origine. Des soldats miliciens, ne voulant plus se plier à la discipline ni refréner leurs instincts barbares, se sont soulevés contre leurs chefs, et, encouragés par quelques succès partiels, ont pris l'offensive contre un des postes de l'Etat. Les révoltés sont moins de deux mille et les populations ne sympathisent pas avec eux. Lorsque la révolte des Cipayes ensanglanta les Indes, il a fallu que, deux années durant, la Compagnie des Indes luttât pour rétablir son autorité. Les mutineries qui ont éclaté récemment parmi les mercenaires de

l'Uganda et de l'Unyoro ont nécessité la vigilance des autorités britanniques et ont rendu nécessaire le recours à la force des armes.

En définitive ce qu'on a appelé « la révolte du Congo » n'est rien de pareil, mais une rébellion de soldats, un de ces incidents malheureusement fréquents dans l'histoire coloniale. Il se conçoit que des hommes primitifs ne soient pas du jour au lendemain assimilés par la civilisation et aient des retours à leur nature première. Le temps est nécessaire pour avoir raison de leurs instincts et de leur barbarie et pour les conquérir définitivement au sentiment du devoir et aux idées de discipline et de respect de l'autorité.

S'il a fallu treize ans à l'Empire Britannique — aujourd'hui bien plus puissant que l'ancien Empire Romain — avec ses admirables soldats blancs, pour reprendre Khartoum aux Derviches et tirer vengeance du meurtre de Gordon; si l'on tient compte de la possibilité, pour les soldats révoltés du Congo, de chercher refuge dans les forêts, où ils ne peuvent être poursuivis, d'éviter les batailles rangées, et de pratiquer une guerre d'escarmouches, d'embuscades et de surprises, contre lesquelles nos officiers ne se prémunissent peut-être pas suffisamment, l'on s'explique que la lutte se prolonge, encore que le résultat final n'en soit pas douteux, mais l'instant arrivera où, privés de munitions, obligés de se disperser pour cause de subsistance, ils seront fatalement amenés à se soumettre, et où l'Etat pourra reprendre dans le Manyema la tâche civilisatrice qu'il n'a cessé un instant de poursuivre dans ses autres districts, en dépit de cet arrêt momentané.

L'Etat eut mal reconnu la confiance que, à Berlin comme à Bruxelles, les Puissances ont placée en lui, s'il n'avait pas fait partout sur son territoire de rapides efforts pour dompter la barbarie. Il entend rester à la hauteur de sa mission et ne considère pas que les difficultés qui peuvent surgir momentanément le relèvent du rôle humanitaire qui lui a été assigné, convaincu qu'avec les moyens dont il dispose, il est en mesure de faire face aux événements, il estime de son devoir d'aller de l'avant et d'étendre, de plus en plus, dans les territoires placés sous son administration, son action sur les indigènes en vue d'améliorer leur condition matérielle et morale.

De grands résultats sont déjà acquis et de plus grands suivront encore malgré les difficultés qui pourraient s'amonceler. La civilisation et le progrès en sauront triompher » (224).

V. ANNEXES

Nous présentons en annexes le texte *in extenso* de deux lettres provenant des Papiers Josué Henry de la Lindi qui donnent quelques renseignements supplémentaires sur la révolte des Batetela de l'expédition du Haut-Ituri (1897).

ANNEXE I

Lettre de J. Hennaux (225), qui avait participé à la défense du passage de l'Ituri avec la colonne Dhanis, donnant des renseignements sur les dates des combats en réponse aux questions posées par Henry pour Vangèle (226).

« Ixelles, le 22 janvier 1904.

Mon cher Henry,

Ta lettre m'est parvenue grâce à l'obligeance du patron de la Fontaine qui vient de me la faire porter.

Je réponds donc aussi exactement que possible aux questions que tu me poses pour Vangèle:

1. Le massacre de l'avant-garde a dû avoir lieu le 15 février;
2. l'attaque du poste de De le Court huit jours après; De le Court a reçu ce jour deux coups de feu; des plombs (fusil de chasse) dans la cuisse droite; une balle qui n'a emporté qu'une partie de son vêtement en indigo-drill;
3. l'attaque d'Ekwanga, 19 mars, le jour ou le lendemain de la saint Alexandre (Derclaye s'appelle de ce nom et avait été fêté la veille par moi);
4. nous avons mis pour franchir la distance d'Ekwanga à Irumu 16 heures mais *sans trop* nous reposer;
5. Irumu évacué le 21 ou 22;
6. évacuation de Mawambi? Ici mes souvenirs sont très flous.

Cordialement
(sé) J. HENNAUX
Boulevard Militaire 63
Ixelles ».

Le texte de cette lettre appelle diverses rectifications concernant les dates des combats. Tout d'abord, la sédition de l'avant-garde éclata le 14 février. Le massacre des Européens eut lieu les 14 et 15 février. Le combat d'Ekwanga eut lieu le 18 mars, jour de la saint Alexandre dans le calendrier de 1897 (Derclaye s'appelait exactement François Alexandre). La distance d'Ekwanga à Irumu — 16 heures de marche — est exacte. L'évacuation d'Irumu eut lieu le 19 mars et celle de Mawambi le 28 mars. On voit que les souvenirs du docteur J. Hennaux sont très flous puisque toutes les dates qu'il donne — moins de sept ans après les événements — sont inexactes.

ANNEXE II

Lettre de E. Lemoine, qui avait participé à la défense du passage de l'Ituri avec la colonne Dhanis, donnant des renseignements sur les dates des combats en réponse aux questions posées par Henry (227). Remarquons que Madame A. Thuriaux-Hennebert, dans son *Inventaire Papiers Josué Henry de la Lindi*, attribue cette lettre à Paul Le Marinel (228). Cette identification est inexacte puisque ce dernier se trouvait en Belgique à l'époque de la révolte des Batetela. En outre, M. Ph. Maréchal certifie que la signature de ce document n'est pas celle de Paul Le Marinel (229). Il ne peut donc s'agir que de E. Lemoine qui faisait partie de l'expédition du Haut-Ituri.

« Cibly, le 27.1.04.

Mon cher Henry,

Tu voudras bien m'excuser si j'ai pris quelques jours avant de te répondre; j'ai été tenu avec une noce.

Ci-dessous tout ce que tu demandes:

1. Quelle est la date exacte ou approximative du massacre des Européens de l'avant-garde Leroi, etc.? Quels sont les noms des Européens et quels sont les endroits où les révoltés les ont tués?

— Un courrier de Leroi daté du 6.2 dit qu'il se rend directement à Ndirfi et y arrivera vers le 12 dito. Leroi, Melen, (Sannaes?), Bricourt, Andrienne, Tagon sont tués à l'avant. Inver tué à 12 jours d'Andemobé (un poste). Closet tué à 8 jours au Nord d'Andemobé (a été simplement fusillé). Commandant Mathieu, In de Betou, Millard (230),

Docquier et Van Lint (231) qui faisaient également partie de l'avant-garde, étaient morts avant la révolte. Verhellen, Vedy et Spélier, pointe d'avant-garde, ont rejoint Gumbari.

2. Quelle est la date exacte de l'attaque d'Andemobé et si le sous-lieutenant De le Court a été blessé?

— De le Court a été attaqué le 1^{er} mars. Sans être cependant blessé, il a été touché par quantité de balles, ses effets formaient dentelles. Il s'est défendu *avec héroïsme*.

3. Comment la nouvelle est-elle parvenue à Dhanis? Où se trouvait-il? Quelles mesures a-t-il prises?

— Le 2 mars par courrier de De le Court (Billet vraiment militaire). A Kilo. Parti le 5 dito. Replié sur Ekwanga!!! Arrivé le 10 dito.

4. Quelle est la date exacte du combat d'Ekwanga?

— Le 18 mars à 6 heures du matin. Julien, De le Court et Croneborg tués. Louis Dhanis blessé.

5. Quelles sont les dates exactes de l'évacuation d'Irumu et de Mawambi?

— D'Irumu le 19 à 5 1/2 heures du soir.

De Mawambi le 28 dito.

6. A combien de lieues ou de journées de marche d'Irumu Ekwanga se trouvait-il?

— A deux bonnes journées. Retraite à 7 1/2 heures du matin; nous sommes arrivés le lendemain après-midi. Nous y avons trouvé Hambursin, Glorie (232), von Friesendorff, Lund, Kimpe et Cortvriendt.

7. Le combat d'Ekwanga a-t-il eu lieu sur la rive droite ou sur la rive gauche de l'Ituri?

— Sur la rive droite.

8. Ekwanga était-il un poste commandé par un Européen?

— C'était un poste auxiliaire occupé par les Arabes Amici et M'Saffiri.

Et c'est tout ce que tu me demandes, je crois du moins.

Entretiens, reçois mon cher Henry, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

(sé) E. LEMOINE »

La teneur de cette lettre se révèle très intéressante. Toutes les dates paraissent exactes et confirment celles de Henri Bodart sauf la date relative à l'évacuation de Mawambi. Bodart situe celle-ci le 26 ou le 27 mars; Lemoine, le 28 mars. Nous pensons que Lemoine a raison, Bodart avouant du reste son hésitation. En ce qui concerne les événements, on peut relever quelques inexactitudes: Sannaes (dont le nom est d'ailleurs mis entre parenthèses et suivi d'un point d'interrogation) n'a pas été tué au cours de la révolte de l'avant-garde. Bricourt non plus (il est mort d'hématurie le 22 mars 1898). Millard, mort comme le dit

Lemoine avant la révolte, n'était pas attaché à l'expédition du Haut-Ituri, mais était chef de poste à Niangara dans l'Uele. De le Court a été blessé légèrement au témoignage du docteur Hennaux. Tous les autres renseignements donnés par Lemoine sont parfaitement exacts et confirment les dires de Henri Bodart. Ils proviennent vraisemblablement d'un carnet de route rédigé au jour le jour par Lemoine. Remarquons pour conclure la critique implicite de Dhanis faite par Lemoine lorsqu'il note: « Replié sur Ekwanga!!! ». Il paraît ainsi partager les vues de Henri Bodart à propos des erreurs commises dans la conduite des opérations militaires par le Commandant de l'Expédition.

NOTES

- (1) STENGERS (J.): Aux origines de Fachoda. L'expédition Monteil, dans *Revue Belge de philologie et d'histoire* (t. XXXVIII, Bruxelles, p. 370).
- (2) STENGERS (J.) (*op. cit.*, p. 1040).
- (3) STENGERS (J.) (*op. cit.*, p. 1052 sqq.); STENGERS (J.): The Congo Free State and the Belgian Congo before 1914, dans *Colonialism in Africa 1870-1960* (vol. 1, *The History and Politics of Colonialism 1870-1914*, édité par L.G. GANN et P. DUIGNAN, Cambridge, 1969, p. 277).
- (4) Cfr STENGERS (J.) (*op. cit.*, p. 277).
- (5) Cfr STENGERS (J.) (*op. cit.*, p. 277).
- (6) Cfr LOTAR (L.): La grande chronique de l'Uele, dans *Mémoires in-8° de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut royal colonial belge* (t. XIV, fasc. 1, Bruxelles, 1946, p. 253).
- (7) Cfr LOTAR (L.) (*op. cit.*, p. 254-256).
- (8) Cfr LOTAR (L.) (*op. cit.*, p. 256).
- (9) Cfr LOTAR (L.) (*op. cit.*, p. 257-277).
- (10) Cfr LACROIX (A.): Verhellen Nicolas, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 948-950).
- (11) Ce récit a été reproduit *in extenso* dans *Les Vétérans Coloniaux* (18ème année, n° 7-8, Bruxelles, juillet-août 1946, p. 28-30; n° 9, Bruxelles, septembre 1946, p. 12-14).
- (12) Voir la troisième édition entièrement revue et corrigée de cet ouvrage qui a paru aux Presses Académiques Européennes à Bruxelles en 1964.
- (13) Cfr A.E.A.A. (Affaires Etrangères. Archives Africaines) / port. 382/1.
- (14) Cfr A.E.A.A. / port. 382/2.
- (15) Cfr A.M.R.A. / R.M. (Archives du Musée Royal de l'Armée et d'Histoire Militaire / Registre Matricule) 10.721. Cfr aussi A.E.A.A. / R.M. (Affaires Etrangères. Archives Africaines / Registre Matricule) 1132 (866), qui résume avec certaines erreurs de dates ces premières étapes de la carrière de Henri Bodart. Cfr encore COOSEMANS (M.): Bodart Henri, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 67-69), qui date erronément l'engagement de Bodart au 9ème Régiment de Ligne du 25 novembre 1875.
- (16) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1132 (866). Il bénéficiait alors d'une indemnité de 2.400 frs. par an.
- (17) Pour ce dernier détail, voir SALMON (P.): Les carnets de campagne de Georges Bricusse (6 février 1894 - 18 juillet 1896), dans *Travaux de la mission interdisciplinaire des Ueles* (8ème Section) (n° 10, publ. CEMUBAC, n° 76, Bruxelles, 1966, p. 25-26).
- (18) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1132 (866); COOSEMANS (M.) (*op. cit.*, col. 68-69), où plusieurs dates doivent être rectifiées.
- (19) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1132 (866); A.E.A.A. / Dossier Personnel SPA 171 (K 23); COOSEMANS (M.) (*op. cit.*, col. 68).
- (20) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1132 (866); A.E.A.A. / Dossier Personnel SPA 171 (K 23); A.E.A.A. / port. 382/1 et 2; Notice sur les services de H. Bodart au Congo, dans *La Belgique militaire* (29ème année, n° 1454, Bruxelles, 9 avril 1899, p. 432-433) (A.E.A.A. / port. 382/5). - Le capitaine Bodart reçoit vers cette époque la lettre circulaire du Roi-Souverain Léopold II, datée de Bruxelles, le 16 juin 1897, et adressée à chacun de ses officiers pour les remercier et les encourager (A.E.A.A. / port. 382/3). - Remarquons encore que le Vice-Gouverneur Général Wangermée demanda au commissaire de district MALFEYT qu'une enquête soit faite au sujet de la conduite du capitaine Bodart pendant la retraite d'Ekwanga-Mawambi. M. Malfeyt lui répondit que, d'après les dires de certains officiers, Bodart aurait proposé au commandant Julien, la veille du combat d'Ekwanga, de partir avec lui en laissant l'Inspecteur d'Etat M. Dhanis en plan. Cfr Lettre datée de Stanley Falls, le 24 juillet 1897, du commissaire de district MALFEYT au Gouverneur Général à Boma (CONFIDENTIEL. ORIGINAL). Voir A.E.A.A. / Dossier Personnel SPA 171 (K 23).

(21) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1132 (866); A.E.A.A. / port. 382/2; COOSEMANS (M.) (*op. cit.*, col. 68).

(22) Cfr DELLICOUR (F.): Fuchs Félix, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 389-394).

(23) Lettre datée de N'Kutu, le 2 mars 1898, du capitaine-commandant de 2ème classe BODART au Gouverneur Général FUCHS (MINUTE). Voir A.E.A.A. / Dossier Personnel SPA 171 (K 23). - La minute de la même lettre datée de janvier 1898 accompagne le rapport de Bodart sur sa participation à l'expédition du Haut-Ituri (A.E.A.A. / port. 382/2).

(24) Cfr ENGELS (A.): Jacques de Dixmude Jules (Baron), dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 497-504).

(25) Etat de notes du 1er semestre 1898 par le Commissaire Général JACQUES. Voir Dossier Personnel SPA 171 (K 23).

(26) Notes biographiques de Bodart du 22 septembre 1898 par le Gouverneur Général FUCHS. Voir Dossier Personnel SPA 171 (K 23).

(27) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1132 (866); COOSEMANS (M.) (*op. cit.*, col. 69-70).

(28) Cfr Lettre n° 276 datée du camp de Lisala, le 28 septembre 1899, du capitaine-commandant de 1ère classe BODART au Vice-Gouverneur Général WAN-GERMEE à Boma (MINUTE) (A.E.A.A. / port. 382/6).

(29) Cfr Lettre n° 298 datée du camp de Lisala, le 28 novembre 1899, du capitaine-commandant de 1ère classe BODART au Vice-Gouverneur Général WAN-GERMEE à Boma (MINUTE) (A.E.A.A. / port. 382/6).

(30) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1132 (866); COOSEMANS (M.) (*op. cit.*, p. 70), qui date erronément le retour en Belgique de Bodart du 22 janvier 1900.

(31) Cfr A.M.R.A. / R.M. 10.721. - COOSEMANS (M.) (*op. cit.*, p. 70) date erronément sa mort du 4 janvier 1931.

(32) Cfr A.E.A.A. / port. 382/1.

(33) Cfr A.E.A.A. / port. 382/2.

(34) Cfr BODART (H.): Ma participation à l'expédition du Haut-Ituri. Notes et renseignements du 12 octobre 1896 au 12 mai 1897. Extraits d'un journal personnel adressé au Gouverneur Général relatant les faits principaux ayant trait à la présence du capitaine-commandant de 2ème classe H. Bodart au corps expéditionnaire du Haut-Ituri (N'Kutu, janvier, 1898, p. 43, MINUTE MANUSCRITE, A.E.A.A. / port. 382/2).

(35) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 58) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(36) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 9) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(37) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 16 et p. 26) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(38) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 15) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(39) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 16) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(40) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 105) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(41) Cfr COOSEMANS (M.): Wilverth Etienne, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome III, Bruxelles, 1952, col. 926-928).

(42) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 3) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(43) Cfr DELLICOUR (F.): Wahis Théophile, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 939-946).

(44) Cfr COMELIAU (M.-L.): Dhanis Francis, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 311-326).

(45) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 3) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(46) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 3) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(47) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 18) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(48) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 4) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(49) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 5) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(50) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 6) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(51) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 6) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(52) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 6) (A.E.A.A. / port. 382/2). - Cfr aussi STORME (R.P.M.): La mutinerie militaire au Kasai en 1895, dans *Mémoires de la Classe des Sciences Morales et Politiques de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer* (N.S., t. XXXVIII, 4, Bruxelles, 1970, p. 35-36), qui remarque

justement que, dans la Force Publique, bien que le décret du 30 juillet 1891 ait imposé un nouveau mode de recrutement « par des engagements volontaires et par des levées annuelles » dans les limites du contingent fixé par le Roi, « il y eut évidemment beaucoup plus de jeunes gens obligés au service que de volontaires. En pratique, ce furent les chefs qui désignèrent les recrues: esclaves domestiques, esclaves capturés chez des voisins hostiles, sujets insoumis ou dangereux ». Comme la campagne arabe avait coûté très cher en effectifs, on recruta beaucoup de soldats indigènes parmi les esclaves libérés des Arabes et les prisonniers de guerre (Babuyi du Tanganyika, Baluba, Basonge et surtout Batetela). - Le R.P.M. STORME (*op. cit.*, p. 50-51) constate également que « la révolte de 1895 à Lulua-bourg est aussi connue sous le nom de "révolte des Batetela", bien que cette appellation puisse prêter à confusion: d'abord, elle semble signifier que la révolte est le seul fait des Batetela; ensuite, l'histoire connaît sous ce même nom la mutinerie des soldats de l'expédition du Nil sous DHANIS en 1897 ». Beaucoup de Batetela orientaux, qui faisaient partie de l'ethnie des Mongo, avaient été, au cours du XIXe siècle, entraînés vers le Sud par les bandes des traitants arabes. Toutefois, comme le remarque le R.P.M. STORME (*op. cit.*, p. 59-62), il faut distinguer les Batetela au sens strict et les Batetela au sens large (c'est-à-dire les prisonniers faits sur les Arabes et les volontaires de la zone arabe). C'est pourquoi CORNEVIN (R.): Histoire du Congo Léopoldville-Kinshassa (3e éd., Paris, 1970, p. 156), préfère utiliser le terme « Arabisés » au terme « Batetela ». Cependant, comme l'expédition du Haut-Ituri comprenait aussi des Batetela proprement dits, nous continuerons à utiliser l'ancienne dénomination en nous gardant d'oublier qu'il s'agit essentiellement d'une mutinerie militaire dans laquelle il faut se garder de minimiser le rôle de soldats d'autres tribus du Maniema et du Tanganyika.

(53) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 6) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(54) Cfr ENGELS (A.) et COOSEMANS (M.): Ponthier Pierre, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 766-771).

(55) Cfr ENGELS (A.): Wouters d'Oplinter (de) Charles, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 984-992).

(56) Cfr ENGELS (A.): Lothaire Hubert, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 615-623).

(57) Cfr COOSEMANS (M.): Doorne Aristide, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 341-346).

(58) Cfr COOSEMANS (M.): Hambursin Fernand, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 475-478). Il fut emporté par une hématurie à Stanley Falls le 14 mai 1897.

(59) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 18) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(60) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 19) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(61) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 20) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(62) Cfr COOSEMANS (M.): Betou (In de) John, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 57-58). In de Betou était décédé à M'Bélie le 11 septembre 1896.

(63) Cfr LOTAR (L.) et COOSEMANS (M.): Chaltin Louis-Napoléon, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 229-232).

(64) Cfr COOSEMANS (M.): Lange Alphonse, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 583-585). Rentré malade en Belgique, Lange mourut le 29 août 1897.

(65) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 21) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(66) Cfr M. COOSEMANS: Leroi Gustave, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 615-617). Il fut tué à Mongwa par les rebelles le 15 février 1897.

(67) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 21) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(68) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 22) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(69) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 24) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(70) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 8) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(71) Cfr LACROIX (A.): Tilmont Georges, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome III, Bruxelles, 1952, col. 848).

- (72) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 9) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (73) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 9) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (74) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 30) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (75) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 33) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (76) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 36) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (77) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 37) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (78) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 38 sq.) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (79) *Cfr* COOSEMANS (M.): Mathieu Emile, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 680-682). Mathieu, dans un accès de fièvre chaude, se suicida le 3 janvier 1897.
- (80) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 10) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (81) *Cfr* COOSEMANS (M.): Docquier Henri, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 294-297). Docquier était mort à Irumu le 30 novembre 1896.
- (82) *Cfr* WALRAET (M.): Derclaye François, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 301-303).
- (83) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 10) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (84) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 11) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (85) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 11) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (86) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 12) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (87) *Cfr* CAMBIER (R.): Schnitzer Edouard (Emin Pacha), dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 826-835).
- (88) *Cfr* CAMBIER (R.): Stanley (John Rowlands, dit Henry-Morton Stanley), dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 864-893).
- (89) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 12) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (90) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 13-14) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (91) *Cfr* COOSEMANS (M.): Julien Léon, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 524-525). Julien mourut au combat d'Ekwanga le 18 mars 1897.
- (92) *Cfr* A.E.A.A. / R.M. 1728 (867). Le baron Friedrik Axel Waldemar von Friesendorff est né le 20 avril 1870 à Stockholm. Il s'engage au 3ème Régiment de Ligne le 2 juin 1890 et entre à l'Ecole Militaire le 20 juillet de la même année. Il est nommé sous-lieutenant au 3ème Régiment de Ligne le 11 février 1892. Il s'engage pour 3 ans en qualité de sous-lieutenant à la F.P. (traitement 3.360 frs.) et s'embarque à Anvers sur le « Léopoldville » le 6 mai 1896. Arrivé à Boma le 26 mai, il est désigné le lendemain pour les Stanley Falls. Parti de Boma le 9 juin, il arrive aux Stanley Falls le 26 juillet. Il est désigné pour l'expédition du Haut-Ituri le 10 septembre 1896. Nommé lieutenant de la F.P. le 18 janvier 1897, il est désigné pour le district de l'Equateur le 18 mai 1897 et arrive à Coquilhatville le 30 juin. Son traitement est porté à 4.800 frs. le 1er septembre. Désigné pour le commandement du poste de Bala-Londzi le 10 mai 1898, il descend à Boma par expiration de son terme de service le 7 avril 1899. Il s'embarque à Boma le 2 mai sur le « Ville de Maranhao ». Il rentre en Europe le 27 mai 1899. *Cfr* aussi JENSSEN-TUSCH (H.): Skandinaver i Congo (Copenhague, 1902-1905, p. 475-476), qui nous apprend en outre que le baron von Friesendorff est nommé capitaine le 26 juin 1899.
- (93) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 42) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (94) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 42) (A.E.A.A. / port. 382/2).
- (95) *Cfr* A.E.A.A. / R.M. 1615 (867). Albert Marie Sidoine Joseph Cortvriendt est né le 30 juin 1873 à Corbeek Loo (Brabant). Après ses études moyennes, il s'engage comme caporal au 6ème Régiment de Ligne le 17 août 1889. Il est nommé sergent le 15 août 1892. Il s'engage pour 3 ans en qualité de sergent de la F.P. et s'embarque à Anvers sur le « Léopoldville » le 6 février 1896. Arrivé à Boma le 28 février, il est désigné le 6 mars pour les Stanley Falls. Parti de Boma le 17 mars, il arrive aux Stanley Falls le 23 juillet. Il est désigné pour l'expédition du Haut-Ituri le 1er août 1896. Nommé premier sergent le 1er mars 1897, il descend malade à Boma le 16 juin 1897. Il est désigné pour le camp de Zambi le 19 juin. Il est nommé sergent-major le 1er juillet 1897, adjudant le

1er mars 1898 et sous-lieutenant le 1er avril 1898. Désigné pour le district de Matadi le 16 janvier 1899, il passe au camp de Luki le 1er avril 1899. Il s'embarque à Boma sur le « Stanleyville » le 1er février 1900 et rentre en Belgique le 28 février 1900. Il s'engage à nouveau pour 3 ans en qualité de sous-lieutenant de la F.P. et s'embarque à Anvers sur le « Bruxellesville » le 1er août 1900. Arrivé à Boma le 21 août, il est désigné pour la Compagnie du Bas-Congo le 28 août. Il est ensuite attaché au district de Matadi le 14 août 1901. Nommé lieutenant de la F.P. le 17 août 1901, il démissionne le 24 janvier 1902 et s'embarque à Boma le lendemain sur le « Philippeville ». Il rentre définitivement en Belgique le 15 février 1902.

(96) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 43) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(97) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 44 sq.) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(98) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 45) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(99) Cfr COOSEMANS (M.): De le Court Charles, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 200-201). De le Court mourut au combat d'Ekwanga le 18 mars 1897.

(100) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 46) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(101) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 46 sq.) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(102) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 48) (A.E.A.A. / port. 382/2). Le billet parle du *capitaine* Bodart et non du *commandant*. La nouvelle de la promotion de Henri Bodart, le 20 décembre 1896, n'était pas encore connue. Cfr A.E.A.A. / R.M. 1132 (866).

(103) Cfr COOSEMANS (M.): Crahay Philippe, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 203). Crahay disparut le 19 mars dans une embuscade tendue par les rebelles. Cfr aussi BODART (H.) (*op. cit.*, p. 50) (A.E.A.A. / port. 382/2): « Deux semaines après nous ne devions plus le revoir car il disparut le 20 ou le 21 mars pendant la retraite, égaré dans la forêt près d'Irumu, sans doute mort de faim, de misère ou dévoré par les fauves. Personne n'assistait à son agonie ».

(104) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 50) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(105) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 51) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(106) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 53) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(107) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 54) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(108) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 54) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(109) Les Bokanié sont vraisemblablement un clan de la peuplade des Babira.

(110) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 55) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(111) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 57) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(112) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 58) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(113) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 59) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(114) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 63) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(115) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 63) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(116) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 64) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(117) Cfr COOSEMANS (M.): Bernaerts Edouard, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome V, Bruxelles, 1958, col. 60).

(118) Cfr COOSEMANS (M.): Baudenance (De) Victor, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 42 sq.).

(119) Cfr COOSEMANS (M.): Lund Olaf, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome III, Bruxelles, 1952, col. 573).

(120) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 74) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(121) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 70) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(122) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 71) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(123) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 75) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(124) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1722 (867). Auguste Bonaventure Rewers est né le 8 décembre 1874 à Anvers. Après ses études primaires, il s'engage au 5ème Régiment de Ligne le 24 mai 1893. Il est nommé caporal le 9 septembre 1893. Il passe au Corps de discipline et de correction le 17 novembre 1894. Il est nommé sergent le 22 février 1896. Il s'engage pour 3 ans en qualité de sergent de la F.P. et s'embarque à Anvers sur le « Léopoldville » le 6 mai 1896. Arrivé

à Boma le 26 mai, il est désigné le 27 mai pour le district des Stanley Falls. Parti de Boma le 17 juin, il arrive aux Stanley Falls le 9 août. Il est désigné provisoirement pour le camp de la Romée qu'il rejoint le 24 août. Il est ensuite désigné pour l'expédition du Haut-Ituri le 15 octobre 1896. Rentré à Avakubi le 1er avril 1897, il repart combattre les révoltés le 7 mai. Il est désigné pour le camp de Mawambi le 1er juin. Il est nommé adjudant le 1er juillet 1897 et sous-lieutenant le 1er février 1898. Il quitte la zone du Haut-Ituri pour fin de terme le 27 avril 1899. Arrivé à Boma le 14 juin, il s'y embarque le 27 juin sur l'« Anversville » et rentre définitivement en Belgique le 18 juillet 1899.

(125) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 77) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(126) Cfr COOSEMANS (M.): Dhanis Louis, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 291). Louis Dhanis succombe à ses blessures le 24 mars 1897 à la rivière Ihuru.

(127) Cfr COOSEMANS (M.): Croneborg Hjalmar-Adolf, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, col. 207-208). Le lieutenant Croneborg mourut au combat d'Ekwanga le 18 mars 1897. Cfr aussi JENSSEN-TUSCH (H.): Skandinaver i Congo (Copenhague, 1902-1905, p. 620).

(128) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 80) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(129) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 81 sq.) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(130) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1379 (866). Emile Désiré Lemoine est né à Jemappes en 1870. Il s'engage au 13^e Régiment de Ligne en 1888 et devient sous-lieutenant le 2 juillet 1894. Il s'engage pour trois ans en qualité de sous-lieutenant de la F.P. le 6 août 1894. Arrivé à Boma le 1er septembre, il est désigné pour la zone arabe le 3 septembre. Il est ensuite désigné pour le commandement de la zone du Haut-Ituri le 13 septembre 1895. Il est adjoind à l'expédition du Haut-Ituri et attaché au commandement supérieur le 8 septembre 1896. Révoqué le 15 janvier 1897 — il n'en savait encore rien le 18 mars de la même année —, il s'embarque à Boma le 2 juin et rentre en Europe le 27 du même mois. Cfr aussi SALMON (P.): Les carnets de campagne de Louis Leclercq. Etude de mentalité d'un colonial belge, dans *Revue de l'Université de Bruxelles* (22^{ème} année, Bruxelles, 1970, p. 237, note 18 et p. 277-278, note 68), où l'on signale que Lemoine est relevé de son commandement en mai 1896 pour avoir fait exécuter sans jugement une trentaine de soldats accusés de complot.

(131) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 89) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(132) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 89) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(133) Cfr COOSEMANS (M.): Dewulf Ferdinand, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 288-290).

(134) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 90) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(135) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 94) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(136) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 95) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(137) Cfr COOSEMANS (M.): Friart Félix, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 390-393).

(138) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1040 (866). Albert Christiaens est né à Tirlemont le 21 mars 1867. Après ses études primaires, il s'engage au 3^{ème} Régiment d'Artillerie le 23 février 1889. Il est nommé brigadier le 25 octobre 1891 et maréchal des logis le 30 octobre 1892. Il s'engage pour 3 ans en qualité de sergent de la F.P. et s'embarque à Anvers sur l'« Akassa » le 6 février 1893. Arrivé à Boma le 8 mars, il est désigné le 10 mars pour l'expédition de l'Ubangi-Bomu. Parti de Boma le 12 mars, il rejoint peu après Yakoma. Il est nommé premier sergent le 1er juillet 1894. Mis à la disposition du commissaire de district de Léopoldville, il quitte Yakoma le 5 décembre et arrive à Léopoldville le 5 janvier 1895. Il quitte ce poste le 21 mars pour rejoindre Lukungu le 1er avril. Il est détaché au poste de Kingo le 5 avril. Il part malade pour Boma le 16 mai et y arrive le 27 mai. Il est nommé sous-lieutenant le 1er juillet 1895. Il est désigné pour la batterie de Chinkakassa et y arrive le 20 septembre. Il s'embarque à Boma sur l'« Ed. Bohlen » le 12 janvier 1896 et rentre en Belgique par expiration du terme de service le 12 février de la même année. Il reçoit l'Etoile de Service le 2 mars 1896. Il résilie ses fonctions dans l'armée métropolitaine le

31 mars. Il s'engage à nouveau pour 3 ans en qualité de sous-lieutenant de la F.P. et s'embarque à Anvers sur l'« Ed. Bohlen » le 6 juin 1896. Arrivé à Boma le 29 juin, il est désigné pour l'Uele (zone Uere-Bomu) le 2 juillet et quitte Boma le 4 juillet. Il est désigné pour le Haut-Ituri le 19 septembre 1896. Il est nommé lieutenant le 1er juillet 1897. Il descend malade à Léopoldville le 24 juillet et rejoint la batterie le 23 septembre. A la suite d'une intoxication paludéenne chronique, il démissionne et s'embarque à Boma sur l'« Ed. Bohlen » le 23 octobre. Il rentre définitivement au pays le 15 novembre 1897.

(139) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 96) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(140) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 97) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(141) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 101) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(142) *Cfr* Lettre datée d'Avakubi, le 6 avril 1897, de l'Inspecteur d'Etat DHANIS au Capitaine BODART à Avakubi (COPIE). La copie de cette lettre se trouve dans BODART (H.) (*op. cit.*, p. 106) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(143) *Cfr* Lettre datée d'Avakubi, le 6 avril 1897, du capitaine-commandant de 2ème classe BODART à l'Inspecteur d'Etat DHANIS à Avakubi (COPIE). La copie de cette lettre se trouve dans BODART (H.) (*op. cit.*, p. 107-110) (A.E.A.A. / port. 382/2). Une série de réflexions personnelles y font suite. Le capitaine Bodart regrette la confiance excessive manifestée par M. Dhanis envers les Arabes.

(144) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 103) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(145) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 103) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(146) *Cfr* LUWEL (M.): Meyers Joseph, dans *Biographie Belge d'Outre-Mer* (tome VI, Bruxelles, 1968, col. 734-739).

(147) BODART (H.) (*op. cit.*, p. 104) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(148) *Cfr* ENGELS (A.): Malfeyt Justin, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome III, Bruxelles, 1952, col. 588-592).

(149) *Cfr* MOULAERT (G.): Wangermée Emile, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 951-956).

(150) *Cfr* Lettre datée de Boma, le 25 juin 1897, du capitaine-commandant de 2ème classe BODART au Vice-Gouverneur Général WANGERMÉE à Boma (COPIE). La copie de cette lettre se trouve dans BODART (H.) (*op. cit.*, p. 110-111) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(151) *Cfr* Lettre datée de Léopoldville, le 16 août 1897, du capitaine-commandant de 2ème classe BODART au commandant MALFEYT aux Stanley Falls (COPIE). La copie de cette lettre se trouve dans BODART (H.) (*op. cit.*, p. 112-113) (A.E.A.A. / port. 382/2).

(152) MEYERS (J.): *Le Prix d'un Empire* (3ème édition, Bruxelles, 1964, p. 41).

(153) MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 42).

(154) MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 43).

(155) MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 93-95).

(156) MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 95).

(157) LEJEUNE-CHOQUET (A.): *Histoire Militaire du Congo* (Bruxelles, 1906, p. 151).

(158) MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 99).

(159) A propos de l'expédition Dhanis, dans *Le Mouvement Géographique* (14ème année, n° 6, Bruxelles, 9 février 1897). Voir aussi A.M.R.A.C. (Archives du Musée Royal de l'Afrique Centrale) / Papiers Josué Henry de la Lindi. 137 (354). Voir encore MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 104).

(160) A.M.R.A.C. / Papiers Dhanis. 1456 (notes de DHANIS, s.d.). *Cfr* MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 105): « Toutes ces coïncidences extraordinaires n'ont jamais été expliquées ».

(161) A.M.R.A.C. / Papiers Dhanis. 1456 (notes de DHANIS, s.d.). - *Cfr* MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 105): « Disons de suite que le premier corps sous les ordres de Chaltin, pour des motifs que nous n'avons pas à apprécier, n'attendit pas l'arrivée du deuxième et poursuivit sa route vers le Nil où il remplit à lui seul la mission imposée ».

(162) MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 106).

- (163) A.M.R.A.C. / Papiers Dhanis. 1456 (notes de DHANIS, s.d.).
- (164) *Cfr* L'expédition Dhanis. Interview de M. le lieutenant Verhellen. Récit détaillé de la sédition de l'avant-garde de l'expédition du Haut-Ituri et du massacre de ses officiers, dans *L'Etoile Belge* (31 juillet 1897). - Ce récit a été reproduit *in extenso* dans *Les Vétérans Coloniaux* (18ème année, n° 7-8, Bruxelles, juillet-août 1946, p. 28-30; n° 9, Bruxelles, septembre 1946, p. 12-14).
- (165) On peut s'étonner avec Henri Bodart que l'Expédition du Haut-Ituri ait emprunté la route du Nord-Est au lieu de prendre la route Avakubi-M'Bélie reconnue par le commandant Lange. *Cfr* A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi, 134 (328 à 332), où se trouvent cinq croquis de la route Avakubi-M'Bélie, dont deux levés par Lange, Chef de Zone adjoint du Haut-Ituri, datés de M'Bélie, 6 février 1897. - De M'Bélie, l'Expédition aurait pu suivre ensuite la voie de l'Uele.
- (166) *Cfr* COOSEMANS (M.): Spélier Amédée, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 875-876).
- (167) *Cfr* LACROIX (A.): Bricourt Georges, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 94-95).
- (168) *Cfr* COOSEMANS (M.): Tagon Julien, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 897).
- (169) *Cfr* COOSEMANS (M.): Andrienne Adelin, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 19-20).
- (170) *Cfr* COOSEMANS (M.): Melen Nels, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 689-690).
- (171) *Cfr* COOSEMANS (M.): Inver Joseph, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 533-536).
- (172) *Cfr* COOSEMANS (M.): Vedy Louis, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome III, Bruxelles, 1952, col. 876-878).
- (173) *Cfr* WALRAET (M.): Closet Eudore, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 240-244).
- (174) Sur tous ces événements, voir également MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 106-109). - *Cfr* aussi Lettre datée de Mongwa, le 16 février 1897, du lieutenant VERHELLEN à l'Inspecteur d'Etat baron DHANIS (ORIGINAL) (A.M.R.A.C. / Papiers Dhanis. 666).
- (175) *Cfr* Lettre citée ci-dessus. - MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 112-113) donne une version simplifiée de ce texte dont il n'indique pas la provenance exacte.
- (176) A.M.R.A.C. / Papiers Dhanis. 1456 (notes de DHANIS, s.d.). - *Cfr* aussi A.M.R.A.C. / Papiers Dhanis. 663 (note de DHANIS, s.d.): « Les soldats surmenés par les marches qu'ils devaient exécuter mais surtout par les charges qu'ils devaient porter se révoltèrent ».
- (177) Leroy et Chaltin.
- (178) A.M.R.A.C. / Papiers Dhanis. Cahier AAA, p. 40 (notes de DHANIS, s.d.). - *Cfr* aussi MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 113), qui cite en partie ce passage.
- (179) Cité par MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 114).
- (180) Cité par MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 114).
- (181) Lettre datée de Kalongangao, le 20 octobre 1898, du capitaine-commandant LONG au Gouverneur Général (COPIE). Cette lettre est citée par MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 190).
- (182) Lettre datée d'Ekwanga, le 13 mars 1897, de l'Inspecteur d'Etat baron DHANIS au Gouverneur Général (COPIE. n° 46). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 82 (167).
- (183) Le récit le plus détaillé du combat d'Ekwanga est celui de Henri Bodart. - *Cfr* aussi LEJEUNE-CHOQUET (A.) (*op. cit.*, p. 152); MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 109-111).
- (184) *Cfr* LEJEUNE-CHOQUET (*op. cit.*, p. 152); MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 111-112).
- (185) Lettre datée de Mawambi, le 27 mars 1897, de l'Inspecteur d'Etat Baron DHANIS au chef de poste d'Ibembo (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 83 (168).

- (186) MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 114-115).
- (187) *Cfr* MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 115). *Cfr* aussi lettre datée de Basoko, le 25 avril 1897, du capitaine HAMBURSIN au commandant HENRY (COPIE) A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 109 (255).
- (188) LEJEUNE-CHOQUET (A.) (*op. cit.*, p. 153).
- (189) Carnet de route 1897 (22 mars). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 62 (141).
- (190) Carnet de route 1897 (1er avril). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 62 (141).
- (191) Carnet de route 1897 (2 avril). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 62 (141). *Cfr* aussi la copie non datée faite par Henry d'un rapport envoyé de Karimi. Le 24 mars, le chef de poste a reçu copie de deux lettres de Dhanis concernant la révolte de l'avant-garde, probablement 1.000 soldats armés de fusils. Le 3 avril, un auxiliaire est venu prévenir le chef de poste que Dhanis avait été battu par les révoltés. Ceux-ci se trouvent à Irumu. A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 84 (169).
- (192) *Cfr* Lettre datée d'Avakubi, le 26 avril 1897, du commandant HENRY au commandant de zone du Haut-Ituri (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150). - *Cfr* aussi LEJEUNE (L.): A nos héros coloniaux morts pour la civilisation (1876-1908) (Bruxelles, 1931, p. 168-172), qui rapporte que, selon Henry, après un long conseil de guerre tenu par Dhanis, Hambursin et Henry, ce dernier propose de former à Avakubi un centre de résistance à opposer aux rebelles et de prendre contact avec les chefs des Arabisés pour éviter qu'ils ne fassent cause commune avec les mutins. - Toute la narration de la campagne de la Haute-Lindi écrite par Léo Lejeune tient surtout du panégyrique et paraît peu sûre. On y trouve, en effet, de nombreuses inexactitudes. Par exemple, l'auteur prétend que le commandant Henry a quitté Avakubi avec une centaine d'hommes (au lieu de plus de cinq cents selon les sources d'archives citées plus haut). Les dates sont parfois erronées. Par exemple, l'auteur situe la réoccupation de Mawambi le 20 mai 1897 (au lieu du 17 mai 1897).
- (193) *Cfr* Lettre citée ci-dessus.
- (194) LACROIX (A.): Achte Auguste, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 7-8). L'auteur y date erronément la capture du Père Achte de la fin de l'année 1897.
- (195) *Cfr* LACROIX (A.) (*op. cit.*, col. 7-8). *Cfr* aussi Lettre datée de Katumba, le 27 avril 1897, du R.P. ACHE au lieutenant VAN DER WIELEN (COPIE). (A.E.A.A. / A.I. 1376); Lettre datée de Toro, le 2 mai 1897, du R.P. ACHE au lieutenant SANNAES (COPIE). (A.E.A.A. / A.I. 1376).
- (196) Lettre datée de Stanley Falls, le 19 juillet 1897, du Commissaire de district a.i. MALFEYT au Gouverneur Général (n° 129/2. COPIE). (A.E.A.A. / A.I. 1376).
- (197) Lettre datée d'Avakubi, le 30 avril 1897, du commandant HENRY à l'Inspecteur d'Etat DHANIS (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).
- (198) *Cfr* COOSEMANS (M.): Baras Edouard, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 86-87).
- (199) *Cfr* COMELIAU (M.-L.): Kimpe Arthur, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome V, Bruxelles, 1958, col. 502-503).
- (200) *Cfr* A.E.A.A. / R.M. 1743 (867). Jules Clovis Emile Lucien Isaac Sauvage est né le 3 août 1872 à Péruwelz (Hainaut). Après ses études primaires, il acquiert des notions de comptabilité. Il sert au 2ème régiment de Chasseurs à Pied comme volontaire, et est envoyé en congé illimité avec le grade de caporal le 13 décembre 1895. Il exerce ensuite le métier de voyageur de commerce. Il s'engage pour trois ans en qualité de commis de 2ème classe (traitement: 1.500 frs.) et s'embarque à Anvers sur le « Ed. Bohlen » le 6 juin 1896. Arrivé à Boma, le 29 juin, il est désigné le 9 juillet pour le district de l'Aruwimi. Parti de Boma le 15 juillet, il arrive à Basoko le 6 septembre. Il est nommé le 13 décembre 1896 sergent de la Force Publique à la date du 6 juin 1896. Il passe au district des

Stanley Falls et est désigné pour le Haut-Ituri en 1897. Parti pour cette destination via Aruwimi, il arrive à Avakubi le 1er mai 1897 et part en expédition contre les révoltés le 7 mai. Son traitement est porté à 1.800 frs. le 1er juillet 1897. Il est adjoint au chef de poste de M'Béni le 4 août. Nommé adjudant le 16 octobre, il reçoit la médaille d'argent de l'Ordre Royal du Lion le 18 novembre 1897. Son traitement est porté à 2.100 frs. le 1er janvier 1898. Il est nommé sous-lieutenant le 1er février de la même année. Son traitement est porté à 2.400 frs. le 1er janvier 1899. Il quitte la zone du Haut-Ituri pour fin de terme le 27 mars. Il part de Stanleyville pour Léopoldville le 3 mai. Il arrive à Boma le 14 juin et s'y embarque sur l'« Anversville » le 27 juin. Il rentre en Belgique par expiration de son terme de service le 18 juillet 1899. Il reçoit l'Etoile de service le 1er août 1899. Il est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold le 24 novembre 1919. Devenu industriel à Hal, il participe en tant que membre fondateur à la création de l'Association des Vétérans Coloniaux le 26 octobre 1928 à Bruxelles.

(201) Lettre datée d'Avakubi, le 30 avril 1897, du commandant HENRY à l'Inspecteur d'Etat DHANIS (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).

(202) Cfr COOSEMANS (M.): Rumaliza Mohammed-ben-Halfan, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome IV, Bruxelles, 1955, col. 793-796).

(203) Lettre datée de Boyula, le 28 avril 1897, du sous-lieutenant TILMONT au commandant HENRY (note additive du 30 avril 1897) (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).

(204) Lettre datée d'Avakubi, le 5 mai 1897 du commandant HENRY au chef de poste TILMONT (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).

(205) Cfr Lettre citée ci-dessus.

(206) Cfr COOSEMANS (M.): Sannaes Thomas, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 812-813).

(207) Lettre datée de Kilonga Longa, le 20 mai 1897, du commandant HENRY à l'Inspecteur d'Etat DHANIS (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).

(208) Lettre datée de Kilonga Longa, le 31 mai 1897, du commandant HENRY à l'Inspecteur d'Etat DHANIS (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).

(209) Lettre citée ci-dessus.

(210) Lettre datée de Mawambi, le 1er juin 1897, du commandant HENRY à l'Inspecteur d'Etat DHANIS (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).

(211) Rapport daté de Kissenghé, le 20 juin 1897, du lieutenant SANNAES au commandant HENRY (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).

(212) Lettre datée de Kissenghé, le 21 juin 1897, du commandant HENRY à l'Inspecteur d'Etat DHANIS (COPIE). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 71 (150).

(213) Lettre citée ci-dessus.

(214) Carnet de route 1897 (15 juillet). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 63 (142).

(215) Carnet de route 1897 (4 septembre). A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 63 (142).

(216) MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 122).

(217) A.M.R.A.C. / Papiers Dhanis. 1456 (notes de DHANIS, s.d.).

(218) Cfr MEYERS (J.) (*op. cit.*, p. 122-123); LEJEUNE-CHOUQUET (A.) (*op. cit.*, p. 156-171).

(219) A.P.R. (Archives des Palais Royaux) / Fonds Congo. 199.

(220) Cfr VANDEWOUDE (E.): Inventaire des archives relatives au développement extérieur de la Belgique sous le règne de Léopold II, dans *Archives des Palais Royaux* (n° 1, Bruxelles, 1965, p. 153, n° 199).

(221) A.P.R. / Correspondance avec diverses personnalités (WHETTALL E.C.S. baron). 372 (note non datée relative à la révolte des soldats noirs de l'E.I.C. et à l'impossibilité momentanée du Gouvernement de l'Etat d'occuper le Maniéma).

(222) A.P.R. / Correspondance avec diverses personnalités (WHETTALL E.C.S. baron). 372 (note du Roi: instructions pour W.).

(223) Cfr VANDEWOUDE (E.) (*op. cit.*, p. 225, n° 372).

(224) A.P.R. / Fonds Congo. 199; Correspondance avec diverses personnalités (WHETTALL E.C.S. baron). 372.

(225) Cfr A.E.A.A. / R.M. 1594 (867). Jules Victor Hennaux est né le 7 décembre 1865 à Chastres-Villeroux-Blammont dans le Brabant. Il est incorporé comme remplaçant de son frère au Régiment des Grenadiers en 1884. Entré à l'Université Libre de Bruxelles en 1887, il obtient le diplôme de docteur en médecine le 23 novembre 1895. De 1893 à 1895, il est attaché comme interne à l'Hôpital Civil d'Ixelles. Il s'engage pour 3 ans en qualité de docteur en médecine au service de l'Etat Indépendant du Congo et s'embarque à Anvers sur le « Coomassie » le 6 janvier 1896. Arrivé à Boma le 4 février 1896, il est désigné le 6 février pour être attaché au personnel accompagnant l'Inspecteur d'Etat Dhanis. Il part de Boma le 9 février 1896. Après la campagne du Haut-Ituri, il rentre malade à Boma le 18 juin 1897. Il démissionne pour cause de maladie le 25 juin, s'embarque à Cabinda sur le « Portugais » le 2 juillet et rentre définitivement en Europe le 23 juillet 1897. Il est nommé Chevalier de l'Ordre de la Couronne le 26 juin 1910.

(226) A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 280 (744). - Cfr THURIAUX-HENNEBERT (A.): Inventaire Papiers Josué Henry de la Lindi, dans *Inventaire des Archives Historiques du Musée Royal de l'Afrique Centrale* (n° 3, Tervuren, 1964, p. 76), où une mauvaise lecture conduit l'auteur à écrire « par l'intermédiaire de Vangèle » au lieu de « pour Vangèle ». Remarquons également qu'il ne s'agit pas de D. mais de J. Hennaux. - Cfr aussi, en ce qui concerne Vangèle, ENGELS (A.): Vangèle Alphonse, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 928-937).

(227) A.M.R.A.C. / Papiers Josué Henry de la Lindi. 284 (754).

(228) Cfr THURIAUX-HENNEBERT (A.) (*op. cit.*, p. 76-77). - Cfr aussi, en ce qui concerne Paul Le Marinel, CAMBIER (R.): Marinel (Le) Paul, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 664-670).

(229) Lettre datée de Tervuren, le 25 avril 1974, de Ph. Maréchal à l'auteur. - Je profite de la circonstance pour remercier M. Ph. Maréchal, qui prépare l'Inventaire des Papiers Dhanis, de m'avoir apporté dans la recherche de certains documents d'archives une aide particulièrement efficace.

(230) Cfr COOSEMANS (M.): Millard Albert, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome I, Bruxelles, 1948, col. 695-696). Millard mourut à Niangara le 19 décembre 1896.

(231) Cfr COOSEMANS (M.): Lint (Van) Jean, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 632-635). Van Lint mourut de dysenterie à Irumu le 25 décembre 1896.

(232) Cfr COOSEMANS (M.): Glorie Charles, dans *Biographie Coloniale Belge* (tome II, Bruxelles, 1951, col. 417-420).

TABLE DES MATIERES

	Pages
Résumé	3
Samenvatting	5
I. Introduction	7
II. Le témoignage inédit du capitaine-commandant H. Bodart concernant l'expédition du Haut-Ituri	16
III. Autres témoignages concernant l'expédition du Haut-Ituri	54
IV. Conclusion	69
V. Annexes	72
Notes	76
Table des matières	87